

Cote du document: EB 2011/102/INF.13/Rev.1
Date: 6 février 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Accords relatifs au Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsbles:

Questions techniques:

Yukiko Omura
Vice-Présidente
téléphone: +39 06 5459 2518
courriel: y.omura@ifad.org

Gelsomina Vigliotti
Fonctionnaire principale chargée de la
mobilisation des ressources
téléphone: +39 06 5459 2160
courriel: g.vigliotti@ifad.org

Transmission des documents:

Kelly Feenan
Chef du Bureau des
organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2058
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent deuxième session
Rome, 10–12 mai 2011

Pour: **Information**

Accords relatifs au Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire

1. À sa centième session, tenue en septembre 2010, le Conseil d'administration avait autorisé le Président du FIDA à négocier et à signer les accords portant création d'un Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire entre le FIDA et le Royaume d'Espagne. Le Conseil avait demandé que le texte des accords, tels qu'ils auraient été négociés et signés, lui soit soumis pour information lors d'une session ultérieure.
2. Un accord d'emprunt a été signé le 28 décembre 2010 entre le Royaume d'Espagne (l'"Espagne"), par l'intermédiaire de l'Instituto de Crédito Oficial (l'"ICO") agissant en qualité d'agent financier, et le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (le "Fonds fiduciaire"), par l'intermédiaire du FIDA agissant en qualité de gestionnaire fiduciaire du Fonds fiduciaire (le "FIDA"), d'un montant de 285 500 000 EUR.
3. Un accord administratif entre le Royaume d'Espagne – par l'intermédiaire du Ministère des affaires étrangères et de la coopération de l'Espagne (le "MAEC") et de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement (l'"AECID") – et le Fonds fiduciaire a été signé le 22 décembre 2010, pour l'établissement des procédures régissant la coopération entre le Gouvernement espagnol et le Fonds fiduciaire aux fins de l'administration et du fonctionnement du Fonds fiduciaire.
4. Suite à l'approbation, le 17 décembre 2010, de la résolution de l'AECID sur la contribution sous forme de dons à la coopération internationale, le FIDA a signé, le 21 décembre 2010, une lettre d'acceptation par le bénéficiaire qui assure une contribution sous forme de dons au Fonds fiduciaire, d'un montant de 14 500 000 EUR.
5. On trouvera ci-jointes des copies conformes pour information.

COPIE CONFORME

Accord d'emprunt signé entre le Royaume d'Espagne ("Espagne"), représenté par l'Instituto de Crédito Oficial (l'"ICO"), agissant en qualité d'agent financier, et le Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire ("Mécanisme"), représenté par le Fonds international de développement agricole ("FIDA", "Fonds" ou "Gestionnaire"), agissant en qualité de Gestionnaire.

Attendu que le Sommet du G8 (L'Aquila, 8-10 juillet 2009) a constaté, dans la Déclaration conjointe sur la sécurité alimentaire mondiale, qu'une action décisive est requise de toute urgence pour libérer l'humanité de la faim et de la pauvreté et qu'il est impératif que la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable demeurent des priorités politiques faisant l'objet de stratégies globales et inclusives, auxquelles participent tous les acteurs concernés à l'échelle internationale, régionale et nationale;

Attendu que le FIDA est un organisme spécialisé des Nations Unies établi afin de financer des projets et des programmes de développement agricole dans les pays en développement;

Attendu que l'Accord portant création du Fonds international de développement agricole stipule que l'objectif du Fonds est de mobiliser des ressources financières supplémentaires pour le développement agricole des États membres en développement;

Attendu que le Royaume d'Espagne, qui a signé la Déclaration conjointe sur la sécurité alimentaire mondiale, s'est déclaré intéressé par la perspective d'affecter les ressources qu'il s'est engagé à fournir à l'occasion du Sommet de L'Aquila au financement de projets et de programmes axés sur la sécurité alimentaire et l'agriculture dans les pays en développement et considère que le FIDA est un partenaire digne de confiance pour la mise en œuvre de ces projets et programmes;

Attendu qu'à sa centième session le Conseil d'administration du Fonds, prenant en compte la résolution 154/XXXII du Conseil des gouverneurs sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA, qui prévoit au paragraphe 6 de l'article II que *"Durant la période couverte par la reconstitution, le Conseil d'administration et le Président sont invités à étudier les possibilités de compléter les ressources du Fonds en utilisant la faculté de celui-ci d'assurer des services financiers et techniques, y compris l'administration des ressources et la fonction d'agent fiduciaire, conformes à l'objectif et aux fonctions du Fonds. Les opérations qu'implique la prestation de ces services financiers ne seront pas effectuées pour le compte du Fonds"*, a approuvé la création du Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire;

Attendu que, conformément à l'article III, section 2, de l'Instrument portant création du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire ("l'Instrument"), *"a) le Fonds fiduciaire peut obtenir des ressources apportées par l'Espagne en faveur du compte de prêts selon des modalités et conditions convenues entre le Gestionnaire et l'Espagne, sous réserve des dispositions du présent instrument. À cet effet, le Fonds fiduciaire est autorisé à conclure l'accord d'emprunt et à en arrêter les modalités et conditions avec l'Espagne, et b) le Fonds fiduciaire n'est pas autorisé à contracter un emprunt en faveur du compte de prêts à des conditions qui ne permettraient pas d'accorder des financements à des conditions de faveur;"*

Attendu que le Conseil des ministres espagnol a autorisé, le 17 septembre 2010, l'attribution d'un prêt de 285 500 000 EUR (deux cent quatre-vingt-cinq millions cinq cent mille euros) au Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire créé par le Fonds international de développement agricole et géré par ce dernier en qualité de Gestionnaire;

Attendu que, conformément aux décisions prises le 17 septembre 2010 par le Conseil des ministres espagnol et afin de rendre opérationnel le prêt mentionné ci-dessus, le Gouvernement espagnol agit par l'intermédiaire de l'Instituto de Crédito Oficial, en sa qualité d'agent financier; et le Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire agit par l'intermédiaire du Fonds international de développement agricole en sa qualité de Gestionnaire;

Attendu que le Ministère espagnol des Affaires étrangères et de la coopération et le Fonds international de développement agricole, ce dernier en sa qualité de Gestionnaire du Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, signeront simultanément, avec le présent accord, un Accord administratif énonçant les dispositions administratives régissant l'administration et la gestion du Mécanisme;

POUR CES MOTIFS, les signataires décident ce qui suit:

Clauses

1. Définitions

ACCORD

Désigne le présent Accord d'emprunt signé par l'Instituto de Crédito Oficial, représentant le Royaume d'Espagne, et le Fonds international de développement agricole (FIDA), en sa qualité de Gestionnaire du Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire.

COMPTE DE L'ACCORD

Désigne le compte ouvert par l'"ICO" dans ses livres avec un solde initial de 285 500 000 EUR (DEUX CENT QUATRE-VINGT-CINQ MILLIONS CINQ CENT MILLE EUROS), afin d'inscrire toutes les activités en rapport avec l'Accord. Toutes les références faites au "Compte" seront interprétées comme faisant référence au "Compte de l'Accord".

EMPRUNTEUR

Désigne le Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, représenté par le Fonds international de développement agricole (FIDA) en sa qualité de Gestionnaire du Mécanisme.

JOUR OUVRABLE

Désigne une journée au cours de laquelle les banques commerciales sont ouvertes et conduisent leurs activités à Madrid, à Rome et au FIDA.

EUROS (MONNAIE DE L'ACCORD)

Désigne la monnaie légale de l'Union économique et monétaire européenne, qui sera l'unité de compte, de paiement et de remboursement de toutes les obligations et transactions découlant du présent Accord.

FONDS

Désigne le Fonds international de développement agricole (FIDA), Gestionnaire du Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire.

ICO

Désigne l'Instituto de Crédito Oficial, institution choisie par le Royaume d'Espagne pour agir en qualité de son agent financier, conformément à la décision prise par le Conseil des ministres, le 17 septembre 2010, concernant la signature et l'exécution de l'Accord.

PRÊT

Désigne le prêt d'un montant de 285 500 000 EUR (DEUX CENT QUATRE-VINGT-CINQ MILLIONS CINQ CENT MILLE EUROS), formalisé par les parties au présent Accord, conformément aux décisions prises le 17 septembre 2010 par le Conseil des ministres espagnol, et mis à la disposition de l'Emprunteur suivant les modalités de l'Accord.

2. Objet, montant et conditions de l'Accord

a) Le Royaume d'Espagne ("l'Espagne") décide d'accorder au Mécanisme un prêt d'un montant de 285 500 000 EUR (DEUX CENT QUATRE-VINGT-CINQ MILLIONS CINQ CENT MILLE EUROS), suivant les modalités et conditions définies ci-après, sur des crédits provenant du Fonds d'aide au développement.

b) Ce prêt sera utilisé pour accorder des prêts à des conditions de faveur à des États membres du FIDA en développement répondant aux conditions requises pour obtenir un financement au titre du Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, conformément à l'Accord administratif et à l'Instrument juridique portant création dudit Mécanisme.

c) Les montants tirés sur le prêt en faveur de l'ICO porteront intérêt au taux annuel de l'EURIBOR 12 mois, calculé et publié par Reuters, en vigueur au premier jour de la période de calcul de l'intérêt.

3. Décaissement du prêt

a) Le prêt sera décaissé en une tranche unique au cours de l'année 2010, à la demande du Mécanisme, conformément au modèle présenté à l'annexe 1 ci-dessous.

b) Le décaissement du prêt sera approuvé par le Ministère des Affaires étrangères et de la coopération de l'Espagne, à la demande du Mécanisme, sur présentation de la demande suivant le modèle présenté à l'annexe 1 ci-dessous.

c) L'ICO ouvrira dans sa comptabilité un compte spécial (le Compte) avec un solde initial maximum de 285 500 000 EUR (DEUX CENT QUATRE-VINGT-CINQ MILLIONS CINQ CENT MILLE EUROS). Le Mécanisme ouvrira dans sa comptabilité le compte de contrepartie correspondant.

d) L'ICO notifiera au Mécanisme le montant dû à propos du décaissement dans le Compte en EUROS, ainsi que la date du décaissement.

4. Échéance et remboursement

a) Le montant total décaissé du Prêt sera remboursé sur une période de 45 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans. Le Mécanisme paiera chaque année à l'Espagne, au titre du principal, les montants du prêt spécifiés dans l'échéancier de remboursement. Le premier versement au titre du principal viendra à échéance à la fin de février 2016, et les tranches suivantes viendront à échéance à la fin du mois de février de chaque année.

L'annexe II présente l'échéancier (l'Échéancier) de remboursement à l'Espagne du principal du Prêt. Cet échéancier correspond au scénario de base agréé entre l'Espagne et le Fonds international de développement agricole (FIDA).

b) Les parties conviennent que l'Échéancier sera remplacé dans un délai de cinq ans après la signature de l'Accord par un échéancier actualisé de remboursement du principal basé sur les engagements effectifs pris par le FIDA avec les États membres emprunteurs. Cet échéancier de remboursement pourra, par la suite, être révisé et modifié par accord mutuel entre les parties, à condition que soit maintenue la période maximum de 45 ans pour le remboursement du prêt, conformément à la clause 4 a).

c) Les montants tirés sur le prêt en faveur de l'ICO porteront intérêt à compter de la date du tirage et jusqu'à la date de remboursement, au taux annuel de l'EURIBOR 12 mois, par tranches annuelles. L'ICO prendra connaissance du taux EURIBOR en consultant la page Reuters.

5. Libellé, forme et modalités de paiement

a) Le Mécanisme transférera à l'ICO les montants des tranches du remboursement du principal et des intérêts courus conformément au présent Accord en euros à la valeur à la date d'échéance.

b) Le paiement des intérêts et des intérêts de retard s'effectuera sur la base des périodes annuelles écoulées jusqu'à ce que le prêt ait été intégralement remboursé. Le calcul des intérêts prendra en compte le nombre de jours calendaires effectivement écoulés, divisé par 360 jours.

Le premier paiement de l'intérêt s'effectuera sur la base du nombre de jours effectivement écoulés entre la date de valeur de l'ordre de décaissement de l'ICO et le 31 décembre, ces deux jours inclus. Les paiements ultérieurs de l'intérêt s'effectueront sur la base du nombre de jours effectivement écoulés au cours de l'année calendaire entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre. La date de paiement est fixée au 15 janvier de chaque année, à l'exception de la date du paiement final, qui coïncidera avec la date du remboursement final. Le premier paiement de l'intérêt sera effectué le 15 janvier 2011.

Si la date d'échéance des paiements auxquels il est fait référence aux paragraphes ci-dessus ne tombe pas un jour ouvrable, le paiement sera effectué le jour ouvrable suivant.

c) Si les montants à payer au Mécanisme pour quelque raison que ce soit au titre de ce Prêt ne sont pas mis à la disposition de l'ICO dans la monnaie de l'Accord aux dates d'échéance, ils deviennent des paiements en retard et des intérêts de retard courent en faveur de l'ICO à partir de la date à laquelle le paiement était exigible et jusqu'à la date du paiement effectif; le taux de cet intérêt de retard est équivalent à celui de l'EURIBOR à six mois, en vigueur à la date d'échéance, retenu par l'ICO comme le taux moyen de la page Reuters plus un point de pourcentage.

d) Tous les montants payés par le Mécanisme seront déposés sur le compte du FONDS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN MATIÈRE DE COOPÉRATION auprès de la Banque d'Espagne, à Madrid.

Les paiements auxquels il est fait référence dans le présent article seront effectués par le Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire en euros, sur le compte 09-00000519 (IBAN ES179000001200900000519) auprès de la Banque d'Espagne à Madrid (SWIFT ESPBESMM) en faveur du FONDS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN MATIÈRE DE COOPÉRATION.

e) Les montants reçus par l'ICO et correspondant à des paiements de quelque sorte que ce soit découlant du Mécanisme seront imputés, dans l'ordre suivant:

- 1) aux intérêts de retard, le cas échéant;
- 2) aux intérêts ordinaires dus et non payés; et
- 3) au principal dû et non payé.

f) Le Mécanisme peut exiger un paiement anticipé de la totalité ou d'une partie des tranches précisées dans le présent Accord à tout moment avant leur date respective d'échéance, à condition que le montant soit d'au moins 100 000 EUR. Ces paiements anticipés exigeront un accord préalable de l'Espagne, tout comme le calcul et le paiement

des arriérés d'intérêt dus, le cas échéant. Les paiements en rapport avec des remboursements anticipés seront imputés au principal par ordre inverse d'échéance, et notification en sera donnée à l'ICO au moins 30 jours à l'avance.

En cas de remboursement anticipé, les intérêts courent uniquement sur les montants décaissés en suspens.

g) Le Mécanisme effectuera tous les paiements découlant du présent Accord sans aucune déduction des éventuels impôts, taxes, ou autres dépenses de quelque sorte que ce soit dus dans son pays et paiera tous les éventuels coûts de transfert ou de change découlant de l'exécution du présent Accord.

Le Mécanisme garantit par la présente que, de par son statut juridique, il n'est pas soumis au paiement d'impôts ou de taxes ou à toute autre mesure ayant des effets similaires.

6. Cession de la dette

a) Exception faite des cas prévus dans les dispositions des alinéas b) à g) de la présente section, l'Espagne ne peut pas transférer les engagements qu'elle a pris au titre du présent Accord, ou l'une quelconque de ses créances sur le Mécanisme, sans le consentement préalable du Mécanisme donné suivant les modalités ou conditions approuvées par le Mécanisme.

b) L'Espagne peut transférer tout ou partie de ses créances sur le Mécanisme, à tout moment, à n'importe quel État membre du FIDA, la banque centrale ou à une autre agence gouvernementale désignée par ledit État membre, aux fins de la section 2.2 du règlement pour la conduite des affaires du Fonds.

c) Toute créance transférée conformément à l'alinéa b) sera maintenue par le cessionnaire aux mêmes modalités et conditions que celles originellement fixées par l'Espagne, avec les exceptions suivantes: i) le cessionnaire acquiert le droit de demander un remboursement anticipé en vertu de la clause 5 uniquement avec le consentement du Mécanisme; ii) les paiements en rapport avec la créance cédée seront effectués sur le compte désigné par le cessionnaire; et iii) la référence aux jours ouvrables (Madrid) sera réputée faire référence aux jours ouvrables au lieu où se trouve le cessionnaire.

d) Le prix de la créance cédée au titre de l'alinéa b) sera convenu entre l'Espagne et le cessionnaire.

e) L'Espagne notifiera au Mécanisme la créance cédée au titre de l'alinéa b), le nom du cessionnaire, le montant de la créance cédée, le prix convenu pour cette cession et sa date de valeur.

f) La cession notifiée au Mécanisme conformément à l'alinéa e) sera enregistrée dans les comptes du Fonds à condition qu'elle soit conforme aux modalités et conditions de la présente clause 6. La cession deviendra effective à la date de valeur agréée entre l'Espagne et le cessionnaire.

g) S'il en reçoit la demande, le Mécanisme peut aider l'Espagne à l'établissement des accords de cession de créances.

7. Engagements

La dette contractée par l'Emprunteur en vertu du présent Accord sera classée au même rang (*pari passu*) que les autres dettes extérieures de même nature contractées par l'Emprunteur.

Lorsque le Mécanisme est autorisé à demander des prêts à d'autres pays que l'Espagne, aucune disposition ne sera prise qui impliquerait que les créances de l'Espagne vis-à-vis du Mécanisme seraient subordonnées à d'autres créances sur le Mécanisme découlant d'autres opérations de prêt.

8. Conventions

a) Le Fonds s'engage à ne pas révoquer ou modifier l'Instrument portant création du Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire sans consultation préalable du Gouvernement espagnol.

b) À compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord et aussi longtemps que l'une quelconque des obligations en découlant n'aura pas été remplie, le Fonds international de développement agricole (FIDA) s'engage à fournir à l'ICO les documents suivants:

b.1) une copie de toute disposition interne d'ordre normatif qui présuppose un changement du nom, de la structure ou du statut juridique du Fonds international de développement agricole (FIDA) ou du Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire;

b.2) une notification, suivant les modalités prévues à l'article 13 du présent Accord, de tout changement dans la liste des personnes autorisées à signer et exécuter le présent Accord.

9. Législation applicable

Le présent Accord est soumis au droit international et, en particulier, au droit applicable aux traités et autres accords signés entre les États et les organisations internationales.

10. Interprétation et règlement des différends

Tout différend, controverse ou réclamation pouvant surgir à propos de l'interprétation, de l'application ou de l'exécution du présent Accord, y compris son existence, sa validité ou son extinction, sera résolu par le biais d'une décision définitive et contraignante de la Cour permanente d'arbitrage, conformément au Règlement pour l'arbitrage des différends entre les organisations internationales et les États, en vigueur à la date du présent Accord.

11. Entrée en vigueur

a) L'entrée en vigueur du présent Accord est subordonnée à la réception par l'ICO des documents suivants, acceptables pour lui tant en la forme que sur le fond:

a.1) copie certifiée de l'Instrument juridique portant création du Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, et preuve de son approbation par les organes décisionnels du FIDA;

a.2) procuration et certification (fac-similé) des signatures des personnes habilitées à signer et exécuter le présent Accord ou tout autre document s'y rapportant;

a.3) avis juridique émanant du Conseiller juridique du Fonds international de développement agricole (FIDA), ou tout autre document considéré comme valable par l'Espagne, certifiant que l'Emprunteur a pris toutes les dispositions juridiques internes et donné les approbations administratives requises aux fins de la signature, de l'exécution et de la validité du présent Accord.

b) L'ICO donnera notification au Fonds international de développement agricole (FIDA), de la manière prescrite à la clause 13, de la réception de ces documents et de l'entrée en vigueur résultante de l'Accord.

c) Le présent Accord n'entrera pas en vigueur tant que les engagements qui en découlent n'auront pas été remplis par les deux parties.

d) Le présent Accord entrera en vigueur à condition qu'entre également en vigueur l'Accord administratif signé par le Ministère des Affaires étrangères et de la coopération de l'Espagne et le Fonds international de développement agricole, en sa qualité de Gestionnaire du Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, accord qui stipulera les dispositions administratives concernant l'administration et la gestion du Mécanisme.

Nonobstant ce qui précède, l'Accord entrera en vigueur dans les six mois suivant la date de sa signature et sera renouvelable, à la demande du Fonds international de développement agricole (FIDA), pour une autre période d'égale durée.

12. Extinction

a) Le présent Accord demeurera en vigueur jusqu'à l'extinction de toutes les obligations qui en découlent pour les deux parties.

b) Une extinction anticipée peut avoir pour causes un ou plusieurs des événements suivants:

b.1) après 12 mois écoulés, l'Emprunteur n'a pas effectué de remboursements du principal ou de paiements des intérêts à leur date d'échéance suivant les modalités stipulées dans le présent Accord, ou il a officiellement déclaré un moratoire;

b.2) l'Emprunteur n'utilise pas le prêt aux fins stipulées dans le présent Accord;

b.3) l'Emprunteur modifie ou invalide l'une quelconque des approbations, consentements ou autorisations auxquels il est fait référence aux clauses 11 et 12;

b.4) l'Emprunteur ne respecte pas les obligations découlant du présent Accord ou de l'Accord administratif signé par le Ministère des Affaires étrangères et de la coopération de l'Espagne et le Fonds international de développement agricole (FIDA) en vue de l'administration et de la gestion du Mécanisme.

c) Si l'un quelconque des événements énumérés ci-dessus se produit, l'ICO peut, une fois écoulée une période de 30 jours à compter de la date à laquelle il demande au Fonds international de développement agricole (FIDA) de régulariser la situation:

c.1) exiger le remboursement du montant principal du Prêt, ainsi que le paiement de tous les intérêts courus à cette date et de tout autre montant payable aux termes du présent Accord;

c.2) déclarer, par une notification au Mécanisme, l'extinction des obligations découlant du présent Accord incombant à l'ICO.

13. Communications entre les parties

Toutes les demandes, notifications, notes et communications en général que les deux parties sont tenues d'envoyer au titre du présent Accord seront réputées avoir été dûment effectuées lorsqu'elles sont faites par lettre signée par une personne adéquatement habilitée, conformément à la clause 11, paragraphe a.2), ou par télécopie.

Les notifications ou communications en anglais ou en espagnol et expédiées par courrier ou par télécopie seront contraignantes pour les parties au présent Accord et seront considérées comme reçues par le destinataire aux adresses spécifiées ci-dessous:

POUR LE PRÊTEUR:

INSTITUTO DE CRÉDITO OFICIAL (ICO)

Paseo del Prado, 4
28014 Madrid, Espagne
Télécopie: (34) 91 5921785/91 592 1700
Téléphone: (34) 91 592 1773/91 592 1600

POUR L'EMPRUNTEUR:

MÉCANISME DE COFINANCEMENT ESPAGNOL POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, représenté par le Fonds international de développement agricole (le "FIDA", le "Fonds" ou le "Gestionnaire"), agissant en qualité de Gestionnaire)

Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italie
Télécopie: (39)...
Téléphone: (39) ...

Nonobstant ce qui précède, les documents requis au titre de la clause 11 pour l'entrée en vigueur de l'Accord doivent être des originaux ou des copies dûment authentifiées.

14. Enregistrement

C'est au Fonds qu'incombera la responsabilité de l'enregistrement du présent Accord auprès du Secrétaire général des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Les signataires conviennent d'inclure dans le présent Accord, comme en faisant partie, une copie de l'Instrument juridique portant création du Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire et de l'Accord administratif signé par le Ministère des Affaires étrangères et de la coopération de l'Espagne et le Fonds international de développement agricole, en sa qualité de Gestionnaire du Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, pour l'administration et la gestion du Mécanisme, qui en constitueront respectivement les annexes III et IV.

En foi de quoi, les signataires dûment autorisés ont apposé leur signature et leur cachet sur le présent Accord, présenté et exécuté en quatre exemplaires également contraignants, deux en espagnol et deux en anglais. La version anglaise de l'Accord est une traduction exacte et précise de l'espagnol. En cas de différend, la version espagnole prévaudra.

La date du présent Accord sera la date à laquelle il aura été signé par les deux parties.

*POUR L'INSTITUTO DE CRÉDITO
OFICIAL, AGISSANT EN QUALITÉ
D'AGENT FINANCIER, REPRÉSENTANT
LE ROYAUME D'ESPAGNE*

*POUR LE FONDS INTERNATIONAL DE
DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)
EN SA QUALITÉ DE GESTIONNAIRE DU
MÉCANISME DE COFINANCEMENT
ESPAGNOL POUR LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE*

Signé par:
(José María Ayala Vargas, Président)

Représentant autorisé

Signé par:
(Kanayo F. Nwanze, Président)

Président du FIDA

Date: 28 décembre 2010

Date: 20 décembre 2010

ANNEXE I

DEMANDE DE DÉCAISSEMENT

Conformément à l'Accord d'emprunt d'un montant de 285 500 000 EUR conclu entre l'Instituto de Crédito Oficial (ICO) du Royaume d'Espagne et le Fonds international de développement agricole (FIDA) en sa qualité de Gestionnaire du Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (le Mécanisme), en date du 28 décembre 2010, nous demandons par la présente que ledit Prêt soit décaissé et que le montant de deux cent quatre-vingt-cinq millions cinq cent mille euros (285 500 000 EUR) soit déposé sur le compte numéro IT71X0569611000EDCEU0557700 auprès de la Banca Popolare di Sondrio, Sondrio, Italie, ayant son siège social au 24 LUNGO MALLERO CADORNA, 23100 SONDRIO, ITALIE.

Ce prêt, de nature liée, sera utilisé pour accorder des prêts à des conditions de faveur à des États membres du FIDA en développement répondant aux conditions requises pour obtenir un financement au titre du Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, suivant les modalités et les conditions définies dans l'Accord.

Le Mécanisme remboursera à l'ICO, aux conditions stipulées dans l'Accord d'emprunt, les montants décaissés au titre de l'Accord. Le respect par l'ICO des instructions contenues dans la présente demande n'implique aucune responsabilité de la part de l'ICO quant à la conformité ou au défaut de conformité des projets et programmes financés par le Mécanisme ou quant à leur suivi, et l'ICO sera toujours réputé n'avoir aucune relation, de quelque forme que ce soit, avec ces projets et programmes. Nous nous engageons, par conséquent, à rembourser à l'ICO en euros les montants payés à notre ordre aux conditions stipulées dans l'Accord, indépendamment des vicissitudes, antérieures ou postérieures au paiement, qui peuvent marquer l'exécution des projets et programmes financés par le Mécanisme.

Fonds international de développement agricole (FIDA), en sa qualité de gestionnaire du Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire

[signé]
Président du FIDA

ANNEXE II

Year	Repayment Schedule of Trust Loans (€)				Repayment Schedule to Spain (€)
	Total Loans	Ordinary Loans	Intermediate Loans	HC Loans	
2010	0	0	0	0	0
2011	0	0	0	0	0
2012	0	0	0	0	0
2013	0	0	0	0	0
2014	0	0	0	0	0
2015	5.194.667	5.194.667	0	0	0
2016	10.083.000	10.083.000	0	0	14.819.337
2017	12.680.333	10.083.000	2.597.333	0	12.299.923
2018	12.680.333	10.083.000	2.597.333	0	12.299.923
2019	12.680.333	10.083.000	2.597.333	0	12.299.923
2020	12.680.333	10.083.000	2.597.333	0	12.299.923
2021	12.680.333	10.083.000	2.597.333	0	12.299.923
2022	15.277.667	10.083.000	2.597.333	2.597.333	14.819.337
2023	16.333.500	10.083.000	2.597.333	3.653.167	15.843.495
2024	16.333.500	10.083.000	2.597.333	3.653.167	15.843.495
2025	16.333.500	10.083.000	2.597.333	3.653.167	15.843.495
2026	16.333.500	10.083.000	2.597.333	3.653.167	15.843.495
2027	16.333.500	10.083.000	2.597.333	3.653.167	15.843.495
2028	16.333.500	10.083.000	2.597.333	3.653.167	15.843.495
2029	16.333.500	10.083.000	2.597.333	3.653.167	15.843.495
2030	11.138.833	4.888.333	2.597.333	3.653.167	10.804.668
2031	6.250.500	0	2.597.333	3.653.167	6.062.985
2032	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2033	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2034	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2035	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2036	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2037	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2038	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2039	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2040	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2041	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2042	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2043	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2044	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2045	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2046	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2047	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2048	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2049	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2050	3.653.167	0	0	3.653.167	2.805.302
2051	3.653.167	0	0	3.653.167	0
2052	1.055.833	0	0	1.055.833	0
TOTAL	299.800.000	151.245.000	38.960.000	109.595.000	285.500.000

Note: Conformément à la clause 4 a) et b), le tableau ci-dessus est basé sur un scénario préliminaire d'engagements et d'allocations par les emprunteurs du FIDA. En conséquence, les montants présentés sont de caractère indicatif et seront révisés en fonction des engagements effectifs du FIDA à l'égard des États emprunteurs. Néanmoins, la période maximum de remboursement sera maintenue à 45 ans, conformément aux conditions du prêt définies par le Conseil des ministres espagnol dans sa décision du 17 septembre 2010.

ANNEXE III

**INSTRUMENT JURIDIQUE PORTANT CRÉATION DU FONDS FIDUCIAIRE DU
MÉCANISME DE COFINANCEMENT ESPAGNOL POUR LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE**

INSTRUMENT PORTANT CRÉATION DU FONDS FIDUCIAIRE DU MÉCANISME DE COFINANCEMENT ESPAGNOL POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE¹

Attendu que les participants au Sommet du G8 (L'Aquila, 8-10 juillet 2009) ont constaté dans la Déclaration conjointe sur la sécurité alimentaire mondiale qu'une action décisive est requise de toute urgence pour libérer l'humanité de la faim et de la pauvreté et qu'il est impératif que la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable demeurent des priorités politiques faisant l'objet de stratégies globales et inclusives, auxquelles participent tous les acteurs concernés à l'échelle internationale, régionale et nationale;

Attendu que le FIDA est un organisme spécialisé des Nations Unies établi afin de financer des projets et des programmes de développement agricole dans les pays en développement;

Attendu que l'Accord portant création du Fonds international de développement agricole stipule que l'objectif du Fonds est de mobiliser des ressources financières supplémentaires pour le développement agricole des États membres en développement;

Attendu que le Royaume d'Espagne, qui a signé la Déclaration conjointe sur la sécurité alimentaire mondiale, s'est déclaré intéressé par la perspective d'affecter les ressources qu'il s'est engagé à fournir à l'occasion du Sommet de L'Aquila au financement de projets et de programmes axés sur la sécurité alimentaire et l'agriculture dans les pays en développement et considère le FIDA comme un partenaire sur lequel on peut compter pour mettre en œuvre ces projets et programmes; et

Attendu que le Conseil d'administration du Fonds, à sa centième session², compte tenu de la résolution 154/XXXII du Conseil des gouverneurs sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA, qui prévoit au paragraphe 6 de l'article II que *"Durant la période couverte par la reconstitution, le Conseil d'administration et le Président sont invités à étudier les possibilités de compléter les ressources du Fonds en utilisant la faculté de celui-ci d'assurer des services financiers et techniques, y compris l'administration des ressources et la fonction d'agent fiduciaire, conformes à l'objectif et aux fonctions du Fonds. Les opérations qu'implique la prestation de ces services financiers ne seront pas effectuées pour le compte du Fonds"*, a approuvé et adopté le présent instrument portant création du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, avec effet immédiat;

¹ En cas de différence entre la version anglaise du présent document et les versions rédigées dans les autres langues officielles du Fonds, la version anglaise prévaudra.

² C'est-à-dire en septembre 2010.

En conséquence, il a été convenu et arrêté ce qui suit:

Préambule

Pour contribuer à la réalisation de son objectif, le FIDA adopte le présent instrument portant création du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (ci-après dénommé le "Fonds fiduciaire"), qui sera administré par le FIDA agissant en qualité de Gestionnaire fiduciaire (ci-après dénommé le "Gestionnaire"). Le Fonds fiduciaire sera régi par le présent instrument, l'Accord d'emprunt et les accords pertinents qui seront conclus entre le Fonds fiduciaire et l'Espagne, et sera administré conformément à leurs dispositions.

Article premier. Dispositions générales

Section 1. Objet

Le Fonds fiduciaire mobilise des ressources auxquelles le FIDA n'aurait autrement pas accès aux termes de l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA, et il accorde des prêts à des conditions de faveur à des États membres en développement qui peuvent prétendre à une aide au titre de cet instrument. À cet effet, le Gestionnaire est habilité à conclure des accords financiers avec les emprunteurs du Fonds fiduciaire et à en approuver les modalités et conditions.

Section 2. Comptes du Fonds fiduciaire

- a) Les opérations et transactions du Fonds fiduciaire s'effectuent par l'intermédiaire d'un compte de prêts, d'un compte de réserve et d'un compte d'administration. Sur chacun de ces comptes, les ressources du Fonds fiduciaire sont détenues séparément.
- b) Le Gestionnaire établit des comptes subsidiaires du compte de prêts afin de recevoir et de décaisser les ressources affectées à des régions spécifiques.

Section 3. Unité de compte et moyens de paiement

- 1) L'unité de compte dans laquelle sont libellés les engagements, les prêts et toutes autres transactions et opérations du Fonds fiduciaire est l'euro.
- 2) Moyens de paiement:
 - a) Les fonds prêtés ou donnés au Fonds fiduciaire sont libellés en euros.
 - b) Les paiements du Fonds fiduciaire à l'Espagne sont libellés en euros.
 - c) Les paiements aux emprunteurs du Fonds fiduciaire sont libellés dans la ou les monnaie(s) convenue(s) avec lesdits emprunteurs.
- 3) Le montant en euros des remboursements, intérêts et autres frais afférents aux prêts libellés dans d'autres monnaies est calculé sur la base du taux de change en vigueur à la date du paiement.

Article II. Financement par le Fonds fiduciaire

Section 1. Admissibilité, et modalités et conditions

- 1) Les prêts sont accordés aux États membres en développement du FIDA qui répondent aux conditions requises pour les obtenir.
- 2) Avant d'approuver un accord de financement au titre du présent instrument, le Gestionnaire s'assure que l'État membre fait tout son possible pour renforcer de manière substantielle et durable la production alimentaire nationale.
- 3) Le Gestionnaire n'accède à aucune demande d'accord de financement au titre du présent instrument si l'État membre a un impayé au titre d'obligations financières envers le Fonds fiduciaire, le FIDA ou l'Espagne.
- 4) Le Gestionnaire ne finalise aucun examen se rapportant à des arrangements de financement conclus au titre du présent instrument tant que toutes les autres conditions de décaissement du prêt correspondant n'ont pas été remplies ou ne sont plus considérées comme nécessaires.
- 5) Les Conditions générales applicables au financement du développement agricole adoptées par le Conseil d'administration, avec les modifications dont elles ont fait l'objet, s'appliquent *mutatis mutandis* aux financements au titre du présent instrument.

Section 2. Montant des financements

- a) Pour chacun des États membres admissibles, le Gestionnaire fixe un plafond initial limitant l'accès aux ressources au titre du présent instrument. Ce plafond peut être ultérieurement révisé par le Gestionnaire sur la base de l'utilisation effective des ressources disponibles sur le compte de prêts. Le Fonds fiduciaire tient l'Espagne informée de ces révisions et des éventuelles modifications apportées aux plafonds des différents pays.
- b) Dans la mesure où un État membre a avisé le Gestionnaire qu'il n'a pas l'intention d'utiliser les ressources disponibles au titre du Fonds fiduciaire, cet État membre n'est pas pris en compte dans le calcul des plafonds limitant l'accès aux prêts fiduciaires.
- c) L'accès de chacun des États membres pouvant prétendre à une aide du Fonds fiduciaire est établi sur la base de l'évaluation par le Gestionnaire des besoins du pays sur le plan de la production alimentaire, de la solidité de son programme, du montant des crédits accordés par le FIDA qui n'ont pas encore été employés, et de ses antécédents en matière d'utilisation des fonds provenant du FIDA.
- d) Tous les engagements sont effectués sous réserve que le Fonds fiduciaire dispose des ressources nécessaires.

Section 3. Décaissements

- a) Tous les décaissements sont effectués sous réserve que le Fonds fiduciaire dispose des ressources nécessaires.
- b) Sauf disposition contraire du présent instrument ou d'autres accords pertinents concernant le Fonds fiduciaire, les règles, politiques et procédures en vigueur au FIDA s'appliquent *mutatis mutandis* à tout décaissement au titre du présent instrument.
- c) Une fois le montant emprunté à l'Espagne intégralement remboursé, aucun décaissement ne peut être effectué en faveur d'un État membre au titre d'un quelconque engagement.

Section 4. Modalités et conditions des prêts

- a) Les prêts fiduciaires sont approuvés par le Gestionnaire conformément aux dispositions des Principes et critères en matière de prêt adoptés par le Conseil des gouverneurs du FIDA et selon les modalités et conditions établies dans les accords de prêt fiduciaire conclus entre le Fonds fiduciaire et l'État membre emprunteur.
- b) Les prêts fiduciaires sont décaissés dans une monnaie librement convertible choisie par le Gestionnaire. Ils sont remboursés, et les intérêts sont versés, dans une monnaie librement convertible choisie par le Gestionnaire. Le Gestionnaire administre le Fonds fiduciaire conformément aux critères les plus rigoureux d'efficacité et d'économie.
- c) Le Gestionnaire prélève une marge fixe égale à 20 points de base (0,20%) du taux d'intérêt auquel sont assujettis les prêts fiduciaires, afin de couvrir les frais administratifs de gestion du Fonds fiduciaire.
- d) Le Gestionnaire ne peut pas rééchelonner le remboursement des prêts du Fonds fiduciaire.
- e) Le Gestionnaire s'assure en permanence que les opérations de change correspondantes sont organisées de manière à réduire le plus possible le risque de change encouru par le Fonds fiduciaire.
- f) Le Fonds fiduciaire prête les ressources du compte de prêts à des conditions propres à permettre le remboursement des emprunts contractés en faveur du Fonds fiduciaire.

Section 5. Modifications

Toute modification des présentes dispositions n'a d'effet que sur les prêts accordés après la date d'entrée en vigueur de la modification, étant entendu qu'une modification du taux d'intérêt s'applique aux intérêts restant à courir après la date d'entrée en vigueur de la modification.

Section 6. Information

Suivant les procédures internes en vigueur au FIDA, l'Espagne est tenue informée des opérations au titre des prêts fiduciaires qui sont soumises à l'examen du Fonds fiduciaire et des prêts fiduciaires qui sont finalement engagés.

Article III. Compte de prêts

Section 1. Ressources

Les ressources détenues au compte de prêts se composent:

- a) du montant des prêts consentis au Fonds fiduciaire en faveur de ce compte;
- b) du montant des dons consentis au Fonds fiduciaire en faveur de ce compte; et
- c) des ressources nécessaires pour couvrir les coûts administratifs de la création du Fonds fiduciaire.

Section 2. Pouvoir d'emprunt

- a) Le Fonds fiduciaire peut obtenir des ressources apportées par l'Espagne en faveur du compte de prêts selon des conditions convenues entre le Gestionnaire et l'Espagne, sous réserve des dispositions du présent Accord. À cet effet, le Fonds fiduciaire est autorisé à conclure l'accord d'emprunt et à en arrêter avec l'Espagne les modalités et conditions.
- b) Le Fonds fiduciaire n'est pas autorisé à contracter un emprunt en faveur du compte de prêts à des conditions qui ne permettraient pas d'accorder des financements à des conditions de faveur.

Section 3. Emploi des ressources

Les ressources détenues sur le compte de prêts permettent au Fonds fiduciaire d'accorder des prêts aux États membres emprunteurs et de faire des versements sur le compte de réserve et sur le compte d'administration.

Article IV. Compte de réserve

Section 1. Ressources

- 1) Les ressources détenues au compte de réserve se composent:
 - a) de montants transférés par le FIDA sur ses ressources propres en application de décisions du Conseil des gouverneurs du FIDA;
 - b) du revenu net provenant du placement de ressources détenues au compte de réserve;
 - c) du revenu net provenant du placement de toutes ressources détenues au compte de prêts en attente de leur utilisation dans le cadre des opérations;

- d) de paiements d'intérêts au titre des prêts fiduciaires minorés d'une marge fixe correspondant à 20 points de base (0,20%) par an ou par semestre, en application de l'alinéa c) de la section 4 de l'article II;
 - e) de paiements au titre du principal ou d'intérêts de retard afférents aux prêts fiduciaires, ou des intérêts sur ces impayés;
 - f) de paiements au titre du principal des prêts fiduciaires; et
 - g) de dons consentis au Fonds fiduciaire en faveur du compte de réserve.
- 2) Le Gestionnaire maintient un solde du compte de réserve correspondant à au moins 3% de l'encours des prêts fiduciaires.

Section 2. Emploi des ressources

Les ressources détenues au compte de réserve sont utilisées par le Gestionnaire pour payer à l'Espagne les intérêts ou le remboursement du principal des emprunts qu'il a contractés.

Section 3. Examen du niveau des ressources

Si les ressources du compte de réserve sont insuffisantes, ou si le Gestionnaire juge qu'elles pourraient le devenir, pour honorer les obligations du Fonds fiduciaire qui doivent être réglées sur le compte de réserve à mesure qu'elles arrivent à échéance et deviennent exigibles, le Gestionnaire procédera en temps utile à un examen de la situation. Le Gestionnaire consultera l'Espagne à cet effet.

Section 4. Terminologie

Le terme "intérêts" inclut toute commission perçue sur les prêts du Fonds fiduciaire.

Article V. Administration du Fonds fiduciaire

Section 1. Gestionnaire

- a) Le Fonds fiduciaire est administré par le FIDA agissant en qualité de Gestionnaire. Les décisions et autres mesures prises par le FIDA en qualité de Gestionnaire seront définies comme étant prises en cette qualité.
- b) Sous réserve des dispositions du présent instrument, le FIDA appliquera, dans l'administration du Fonds fiduciaire, les mêmes règles que celles qui s'appliquent, aux termes de l'Accord portant création du FIDA, à la gestion des ressources du FIDA.
- c) Le Gestionnaire, agissant par l'entremise de son Président, est autorisé:
 - i) à prendre toutes dispositions, notamment pour ouvrir des comptes au nom du FIDA agissant en qualité de Gestionnaire, auprès des dépositaires du FIDA où le Gestionnaire juge nécessaire d'ouvrir de tels comptes; et

- ii) à prendre toute autre mesure administrative que le Gestionnaire juge nécessaire en vue de l'application des dispositions du présent instrument.

Section 2. Compte d'administration

- a) Les ressources indiquées à l'alinéa c) de la section 4 de l'article II sont détenues sur le compte d'administration et sont utilisées exclusivement afin de couvrir les dépenses administratives du Fonds fiduciaire.
- b) Dans le cas où les ressources dont il est question à l'alinéa a) ci-dessus ne sont pas suffisantes pour couvrir les dépenses administratives, la différence est prélevée sur le produit des placements.
- c) Lors de la liquidation du Fonds fiduciaire, tous les montants restants sur le compte d'administration sont transférés sur le compte de réserve.

Section 3. Séparation des actifs et des comptes, audits et rapports

- a) Les ressources du Fonds fiduciaire sont tenues séparées des biens et actifs de tous les autres comptes du FIDA, y compris les autres fonds fiduciaires, et sont utilisées uniquement aux fins du Fonds fiduciaire, conformément au présent instrument.
- b) Les biens et actifs détenus sur d'autres comptes du FIDA ne peuvent être utilisés pour régler des engagements ou compenser des pertes résultant de l'administration du Fonds fiduciaire. Les ressources du Fonds fiduciaire ne peuvent être utilisées pour régler des engagements ou compenser des pertes résultant de l'administration des autres comptes du FIDA.
- c) Le FIDA tient une comptabilité séparée et établit des états financiers séparés pour le Fonds fiduciaire.
- d) Le Commissaire aux comptes sélectionné conformément à l'article XII du Règlement financier du FIDA procède à la vérification des transactions financières et des livres du Fonds fiduciaire. La vérification coïncide avec l'exercice financier du FIDA.
- e) Le FIDA rend compte des ressources et des opérations du Fonds fiduciaire dans le rapport annuel du Conseil d'administration au Conseil des gouverneurs auquel il est fait référence à l'article XII du Règlement financier.

Section 4. Placement de ressources

- a) Tout montant qui est détenu au compte fiduciaire et qui n'est pas immédiatement nécessaire aux fins d'opérations fait l'objet d'un placement selon les modalités définies à la présente section.
- b) Les placements prennent la forme d'obligations du Trésor, notamment:
 - i) obligations souveraines; ii) obligations de premier rang à revenu fixe émises par des institutions; et iii) obligations et bons du Trésor indexés sur l'inflation.

- c) Conformément aux procédures internes du FIDA, l'Espagne est tenue régulièrement informée des opérations de placement effectuées.
- d) Le produit des placements est déposé sur le compte de réserve après déduction des ressources nécessaires pour couvrir les dépenses administratives.

Article VI. Période d'activité et liquidation

Section 1. Période d'activité

Le Fonds fiduciaire créé par le présent instrument restera en vigueur pendant les quarante-cinq années suivant son approbation. Le FIDA est habilité à prolonger cette période d'activité aussi longtemps qu'il le juge nécessaire pour clore et liquider les opérations du Fonds fiduciaire.

Section 2. Liquidation du Fonds fiduciaire

- a) Lors de la liquidation du Fonds fiduciaire, tous les montants restants sur le compte de réserve après: i) paiement des obligations autorisées par le débit du compte de réserve; et ii) remboursement à l'Espagne d'un montant maximum équivalent aux dons accordés par ce pays au Fonds fiduciaire, peuvent être utilisés pour régler tout engagement du Fonds fiduciaire.
- b) Toutes les ressources restantes sont transférées au FIDA, à moins que celui-ci et l'Espagne n'en aient autrement disposé.

Article VII. Autres dispositions

Section 1. Limitation de responsabilité

Le FIDA n'est pas responsable des actes et obligations du Fonds fiduciaire par le seul fait de sa qualité de Gestionnaire.

Section 2. Modifications

Toute modification des modalités et conditions établies aux termes du présent instrument doit être effectuée en consultation avec l'Espagne.

[Annotation manuscrite: Certifié par Rutsel Silvestre J. Martha, le 20 décembre 2010 – signé]

ANNEXE IV

**ACCORD ADMINISTRATIF CONCLU ENTRE LE MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION DE L'ESPAGNE ET LE FONDS
INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE, EN SA QUALITÉ DE
GESTIONNAIRE DU MÉCANISME DE COFINANCEMENT ESPAGNOL POUR LA
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, EN VUE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA
GESTION DE CE MÉCANISME**

ACCORD ADMINISTRATIF CONCLU ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE ET LE MÉCANISME DE COFINANCEMENT ESPAGNOL POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE CONCERNANT LES PROCÉDURES À SUIVRE ENTRE LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION DE L'ESPAGNE (MAEC), L'AGENCE ESPAGNOLE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT (AECID) ET LE FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA) EN VUE DE L'ADMINISTRATION ET DU FONCTIONNEMENT DU FONDS FIDUCIAIRE DU MÉCANISME DE COFINANCEMENT ESPAGNOL POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

ATTENDU QUE les signataires du présent Accord sont le Royaume d'Espagne (ci-après le "Gouvernement de l'Espagne" ou "l'Espagne"), par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères et de la coopération de l'Espagne (ci-après le "MAEC") et de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement (ci-après "AECID"), et le Fonds fiduciaire du Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (ci-après le "Fonds fiduciaire"), par l'intermédiaire du Fonds international de développement agricole en sa qualité de Gestionnaire (ci-après le "FIDA" ou le "Gestionnaire"). Le MAEC, l'AECID et le FIDA sont désignés ci-après comme les "signataires";

ATTENDU QUE l'AECID est i) une entité de droit public rattachée au MAEC par l'intermédiaire du Secrétariat d'État à la coopération internationale (SECI), conformément aux dispositions de la loi 23/1998 du 7 juillet sur la coopération internationale pour le développement; du décret royal 1403/2007 du 26 octobre portant approbation du statut de l'AECID; et du décret royal 941/2010 du 23 juillet modifiant le statut de l'AECID; et ii) l'organisme chargé de la gestion de la politique espagnole en matière de coopération internationale pour le développement, et qu'elle est donc partie intégrante au présent Accord;

ATTENDU QUE le FIDA est une entité juridique internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies ayant pour mission de financer des projets et des programmes de développement agricole dans ses États membres, principalement pour la production alimentaire dans les pays en développement, établi par la Résolution XIII de la Conférence alimentaire mondiale; et que l'Accord portant création du FIDA, approuvé par la Conférence des Nations Unies le 13 juin 1976 à Rome, stipule que le Fonds aura pour objectif de mobiliser des ressources financières supplémentaires pour le développement agricole des États membres en développement;

ATTENDU QUE le Gouvernement espagnol soutient les buts du développement humain et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et d'autres objectifs agréés au plan international inscrits dans le Cadre stratégique 2011-2015, et souhaite aider le FIDA à atteindre ces objectifs;

EU ÉGARD à la Déclaration conjointe sur la sécurité alimentaire mondiale, adoptée par le Sommet du G8 réuni du 8 au 10 juillet 2009 à L'Aquila (Italie), et qui préconise qu'une action décisive soit menée pour libérer l'humanité de la faim et de la pauvreté et affirme qu'il est impératif que la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable demeurent des priorités;

ATTENDU QUE le troisième Plan directeur pour la Coopération espagnole 2009-2012 (troisième Plan directeur) vise, avant tout, à améliorer la qualité et l'efficacité de la coopération espagnole et cherche à entreprendre une politique globale de développement qui orientera toutes ses interventions et associera les parties prenantes pour obtenir des résultats en matière de réduction de la pauvreté, en particulier par le biais de partenariats avec des organisations multilatérales;

EU ÉGARD à la Note adressée aux représentants au Conseil d'administration du FIDA, dans sa version espagnole, EB 2010/100/R.29/Rev.1, du 16 septembre 2010, par laquelle le Conseil d'administration a approuvé l'"*Instrument portant création du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire*";

EU ÉGARD au Modèle financier de référence agréé par les signataires à titre indicatif, joint au présent document en annexe 3;

EN CONSÉQUENCE, les signataires sont convenus de signer le présent Accord administratif sous réserve des clauses énoncées ci-après:

Un. Objet de l'Accord administratif

Le présent Accord administratif a pour objet d'établir les procédures régissant la coopération entre l'Espagne et le Fonds fiduciaire pour ce qui concerne l'administration et le fonctionnement dudit Fonds.

Deux. Financement du Fonds fiduciaire et formalisation

La contribution financière initiale du Gouvernement espagnol au Fonds fiduciaire sera formalisée par le biais d'un Accord d'emprunt qui sera signé par l'Instituto de Crédito Oficial, représentant le Royaume d'Espagne, et le FIDA en sa qualité de Gestionnaire du Fonds fiduciaire, d'un montant de 285 500 000 euros à décaisser par le Gouvernement espagnol en 2010, et d'un don d'État pluriannuel de l'AECID au FIDA, en sa qualité de Gestionnaire, d'un montant de 14 500 000 euros, qui sera décaissé par le Gouvernement espagnol entre 2010 et 2013.

Trois. Dépenses administratives du Fonds fiduciaire

1. Afin de couvrir les dépenses administratives nécessaires au démarrage, le Gestionnaire sera autorisé à disposer, initialement, d'un montant pouvant aller jusqu'à 200 000 euros sur les ressources du Fonds fiduciaire.

2. Outre les dépenses mentionnées dans la section précédente, le Gestionnaire sera autorisé à encourir des dépenses administratives supplémentaires admises au financement par le Fonds fiduciaire. En principe, ces dépenses s'élèveront à 600 000 euros en 2011; 700 000 euros en 2012; 460 000 euros par an de 2013 à 2018; 280 000 euros en 2019; et 70 000 euros par an jusqu'en 2055.

3. Le Gestionnaire peut payer les dépenses administratives admises au financement par le Fonds fiduciaire en effectuant des prélèvements sur les intérêts courus sur les prêts accordés par le Fonds fiduciaire, sans dépasser les montants annuels indiqués au paragraphe 2 de la présente clause. Si ces ressources sont insuffisantes pour couvrir ces dépenses, la différence sera couverte par les éventuels produits des placements effectués.

4. Si les dépenses administratives sont supérieures aux montants indiqués au paragraphe 2, elles seront couvertes à concurrence d'un pourcentage annuel des dépenses administratives inscrites au budget chaque année, le pourcentage maximum étant défini par les signataires au cours de l'examen annuel de l'avancement des activités du Fonds fiduciaire, sur la base d'une certification des dépenses administratives effectivement encourues par le Gestionnaire.

Quatre. Arrangements financiers pour le Fonds fiduciaire

1. Les prêts à consentir par le Fonds fiduciaire seront engagés au cours de la période couverte par la huitième reconstitution des ressources du FIDA (2010-2012).

2. Tout solde restant sur les ressources fournies au Fonds fiduciaire par le Gouvernement espagnol qui n'aura pas été engagé avant la fin de 2012 sera restitué à l'Espagne.

3. Le solde à restituer conformément au paragraphe précédent sera considéré comme un remboursement anticipé du principal. L'Accord d'emprunt régira les modalités et les montants minima applicables en cas de remboursement anticipé du principal. Si le solde restant à restituer est inférieur à 100 000 euros, ce montant pourra être transféré au compte de réserve du Fonds fiduciaire.

4. Les États membres du FIDA remplissant les conditions requises pour pouvoir bénéficier de prêts du FIDA peuvent être considérés comme pouvant devenir Emprunteurs au titre du Fonds fiduciaire. L'attribution de ces prêts prendra en compte les priorités géographiques du troisième Plan directeur pour la coopération espagnole 2009-2012.

5. Les prêts seront répartis entre les divers types de prêt du FIDA de manière à garantir le remboursement des prêts obtenus pour le Fonds fiduciaire. À cet égard, les signataires reconnaissent qu'au minimum 50% des fonds disponibles seront accordés aux pays emprunteurs sous forme de prêts à des conditions ordinaires et qu'au maximum 37% des fonds disponibles seront accordés aux pays emprunteurs sous forme de prêts à des conditions particulièrement favorables.

Cinq. Statut de créancier

Le Gestionnaire veillera à ce que les États membres emprunteurs au titre du Fonds fiduciaire se voient garantir les mêmes modalités et conditions que celles régissant les prêts accordés par le FIDA, suivant les modalités exposées dans l'avis juridique joint en annexe 1.

Six. Gestion des comptes du Fonds fiduciaire

1. Prenant en considération le modèle financier préliminaire présenté à l'annexe 3, le Gestionnaire déploiera tous ses efforts pour obtenir le plus haut rendement possible sur les ressources investies du Fonds fiduciaire, en se fixant comme objectif un rendement moyen minimum de 1,5% par an.
2. Le calcul des taux de rémunération des investissements sera basé sur les soldes des comptes de prêts et de réserve du Fonds fiduciaire.
3. S'il est établi, au terme des examens périodiques mentionnés dans la clause huit ci-après, que le Fonds fiduciaire ne dispose pas des ressources suffisantes pour faire face à ses obligations de paiement, le MAEC et/ou l'AECID fourniront en fin d'année calendaire des fonds supplémentaires pour assurer un solde créditeur sur le compte de réserve. La détermination des ressources nécessaires reposera sur la meilleure prévision fournie par le FIDA au cours de l'examen annuel du Comité de surveillance du Fonds fiduciaire.

Ces fonds supplémentaires seront fournis suivant les modalités agréées par les signataires et tirés sur les remboursements du principal et les paiements d'intérêts effectués par le Fonds fiduciaire à l'Espagne, qui sont considérés comme des ressources du Fonds pour la promotion du développement (FONPRODE), conformément à l'article 13.1 de la loi 36/2010 sur le Fonds d'aide au développement.

4. En complément aux éventuels fonds supplémentaires mentionnés au paragraphe 3 ci-dessus, à titre exceptionnel et en tant que de besoin, le MAEC et/ou l'AECID peuvent apporter des contributions spéciales, en fonction des disponibilités budgétaires et conformément aux modalités agréées entre les signataires.

Sept. États financiers

Les comptes et les états financiers nominaux des opérations conduites avec les ressources provenant du Fonds fiduciaire seront exprimés en euros.

Huit. Suivi et information

1. Le Gestionnaire et l'Espagne mettront en place un Comité de surveillance qui se réunira au moins une fois par an, de préférence au mois d'octobre, pour faire le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et de proposer les éventuelles mesures nécessaires, telles qu'elles auront été déterminées par cet examen.
2. Pour ce qui concerne la partie espagnole, la délégation comprendra des représentants de l'AECID et du MAEC et sera présidée par le Secrétariat d'État à la Coopération internationale ou par un délégué du Secrétaire d'État en exercice. Du côté du Gestionnaire, la délégation sera présidée par le Président du FIDA ou par un de ses délégués.

3. Le Gestionnaire rendra périodiquement compte à l'Espagne des opérations de prêts fiduciaires en cours d'examen et des éventuels prêts engagés, ainsi que des investissements réalisés sur les ressources du Fonds fiduciaire disponibles. Le Gestionnaire sera responsable de la préparation et de la présentation du rapport de surveillance et du rapport final, à la fréquence établie dans le présent Accord.

4. À cet égard, le Gestionnaire communiquera à l'Espagne, à la fin des mois de juillet, d'octobre et d'avril de chaque année des informations nominales sur la situation au 30 juin, au 30 septembre et au 31 décembre, qui incluront respectivement:

a) des copies des états financiers nominaux du Fonds fiduciaire exprimés en euros, et notamment les bilans, les états des résultats, les états des flux de trésorerie, et les états de prêts;

b) des rapports d'activité sur les projets financés par le Fonds fiduciaire;

c) des informations détaillées sur les investissements réalisés au moyen des ressources du Fonds fiduciaire conformément aux règles et procédures du FIDA.

5. Le Gestionnaire communiquera également un exemplaire des états financiers vérifiés et consolidés du FIDA, y compris les informations sur les fonds transférés par l'Espagne au Fonds fiduciaire. Ces états financiers consolidés seront exprimés dans la monnaie dans laquelle sont libellés les comptes sur lesquels le FIDA maintient les fonds, et communiqués à l'Espagne dans un délai qui n'excédera pas cent quatre-vingts (180) jours après la fin de l'exercice budgétaire.

6. En outre, le Gestionnaire soumettra périodiquement à l'Espagne les informations suivantes:

a) propositions de contributions supplémentaires ou de remboursements anticipés du principal sur la base des dispositions de la clause six;

b) demandes de fonds supplémentaires pour couvrir des dépenses administratives lorsque leurs montants sont supérieurs aux prévisions;

c) notification de toute information se rapportant aux projets cofinancés par le Fonds fiduciaire susceptible de publication sur le site Internet du FIDA.

7. Toutes les informations soumises par le Gestionnaire devront suivre les modèles présentés dans l'annexe 2.

8. Le suivi des projections financières sera assuré au moyen du modèle financier de référence présenté dans l'annexe 3. Le modèle financier sera actualisé d'un commun accord entre les signataires.

Neuf. Mention de la source et contribution

Les signataires acceptent que les informations sur leur collaboration puissent être publiées et conviennent d'inclure une mention de la source des contributions de chacune des organisations dans toute la documentation rendue publique à propos du Fonds fiduciaire.

Dix. Droit applicable

Le présent Accord administratif sera régi par les normes et principes du droit international, en particulier de ceux applicables aux traités et autres accords entre États et organisations internationales.

Onze. Adaptation

Dans le cadre de l'administration du Fonds fiduciaire, le Gestionnaire appliquera aux fonds transférés par l'Espagne les mêmes règles que celles qu'il applique aux opérations financées sur ses ressources propres, conformément aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA. À cet égard, tout changement dûment approuvé par les autorités compétentes du FIDA et susceptible d'avoir une incidence sur ces règles sera notifié à l'Espagne et ensuite appliqué aux opérations du Fonds fiduciaire. Nonobstant ce qui précède, toute modification apportée aux Principes et critères du FIDA en matière de prêts et susceptible d'avoir une incidence sur les modalités retenues dans le présent accord ne s'appliqueront pas aux ressources du Fonds fiduciaire sauf si les signataires en décident autrement.

Douze. Interprétation et règlement des différends

Tout différend, toute controverse ou réclamation découlant de l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent Accord, ou s'y rapportant, y compris son existence, sa validité ou son extinction, sera résolu par le biais d'une sentence arbitrale définitive et sans recours, émise conformément au Règlement facultatif de la Cour permanente d'arbitrage pour les organisations internationales et les États en vigueur à la date du présent Accord.

Treize. Notifications et adresses

Toutes les notifications ou demandes pouvant surgir dans l'application du présent Accord se feront par écrit (manuscrit, courrier certifié, courrier urgent, télécopie ou télégramme) aux adresses indiquées ci-après ou à toute autre adresse dont il sera donné notification ultérieurement.

ROYAUME D'ESPAGNE

FONDS FIDUCIAIRE DU MÉCANISME DE
COFINANCEMENT ESPAGNOL POUR LA
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Ministère des Affaires étrangères et de la
coopération de l'Espagne

Fonds international de développement
agricole, en sa qualité de Gestionnaire
du Fonds fiduciaire du Mécanisme de
cofinancement espagnol pour la sécurité
alimentaire

Juan López-Dóriga
Directeur, Planification et évaluation de
la politique de développement
(DG POLDE)
Beatriz de Bobadilla 18, 3^o
28040, Madrid, Espagne
Téléphone + 34 91 379 9330
Télécopie: + 34 91 431 1785
Courriel: juan.lopez-doriga@maec.es

Kanayo F. Nwanze
Président
Via Paolo di Dono 44
00142, Rome, Italie
Téléphone: + 39 0654591
Télécopie: + 39 06 504 3463
Courriel: ifad@ifad.org

Agence espagnole de la coopération
internationale pour le développement

Francisco Moza Zapatero
Directeur
Avenida Reyes Católicos 4,
28040, Madrid, Espagne
Téléphone: + 34 91 583 81 49
Télécopie: + 34 91 583 8234
Courriel: director.agencia@aecid.es

Quatorze. Divers

Aucune des clauses du présent Accord administratif ne saurait être interprétée d'une manière qui aille à l'encontre de l'esprit des dispositions de l'Accord de partenariat signé le 27 novembre 2007 entre l'Espagne et le Fonds international de développement agricole.

Le présent Accord est signé en quatre exemplaires, deux en espagnol et deux en anglais, et entrera en vigueur à la date à laquelle les deux parties l'auront dûment signé. En cas de différence d'interprétation entre les deux versions, c'est la version espagnole qui prévaudra.

EN FOI DE QUOI, les représentants dûment autorisés des signataires ont apposé leur signature sur le présent Accord:

POUR LE ROYAUME D'ESPAGNE

FONDS FIDUCIAIRE DU MÉCANISME DE
COFINANCEMENT ESPAGNOL POUR LA
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

*Pour le Ministère des Affaires étrangères
et de la coopération et l'Agence
espagnole de la coopération
internationale pour le développement*

*Pour le Fonds international de
développement agricole (FIDA) en sa
qualité de Gestionnaire du Fonds
fiduciaire du Mécanisme de
cofinancement espagnol pour la sécurité
alimentaire*

Soraya Rodríguez Ramos
Secrétaire d'État à la Coopération
internationale, Ministère des Affaires
étrangères et de la coopération, et Président
de l'AECID

Kanayo F. Nwanze
Président du FIDA

Madrid, 22 décembre 2010

Rome, 20 décembre 2010

Annexe 1

Opinion juridique du Conseiller juridique principal du FIDA sur l'application du statut de créancier privilégié aux prêts accordés au titre du Fonds fiduciaire

Statut de créancier du Fonds fiduciaire du Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire

À sa centième session, tenue du 15 au 17 septembre 2010, le Conseil d'administration du Fonds international de développement agricole (ci-après désigné comme "le Fonds") m'a demandé d'étudier la question du statut de créancier du Fonds fiduciaire du Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire. La présente opinion confirme la réponse orale déjà donnée à cette demande:

1. Il n'y a pas de règle de droit ou de pratique acceptée qui oblige les institutions financières multilatérales à participer à un quelconque processus collectif de restructuration de la dette, d'allégement de la dette, et d'annulation de la dette des États membres endettés.
2. Le Fonds, qui a été établi par l'Accord portant création du Fonds international de développement agricole (ci-après désigné comme "l'Accord") est une institution financière multilatérale dotée d'une personnalité juridique internationale et possédant le statut d'institution spécialisée au sens de la Charte des Nations Unies. Conformément à l'Accord, le Fonds accorde à ses États membres des prêts destinés au développement agricole. Ces prêts sont régis par les Conditions générales applicables au financement du développement agricole, adoptées par le Conseil d'administration et qui pourront être amendées de temps à autre.
3. Comme c'est le cas pour ce qui concerne les autres institutions financières multilatérales, le Fonds n'a pas eu pour pratique de participer à un quelconque processus collectif de restructuration de la dette, d'allégement de la dette, et d'annulation de la dette des États membres endettés, et les montants dus au Fonds jouissent du même traitement que celui accordé aux montants dus à d'autres institutions financières multilatérales.
4. Attendu que la demande des États membres est largement supérieure au financement actuellement disponible au titre de la huitième reconstitution des ressources du FIDA, le Conseil des gouverneurs a décidé, au paragraphe 6 de l'article II de sa résolution 154/XXXII sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA, que "durant la période couverte par la reconstitution, le Conseil d'administration et le Président sont invités à étudier les possibilités de compléter les ressources du Fonds en utilisant la faculté de celui-ci d'assurer des services financiers et techniques, y compris l'administration des ressources et la fonction d'agent fiduciaire, conformes à l'objectif et aux fonctions du Fonds. Les opérations qu'implique la prestation de ces services financiers ne seront pas effectuées pour le compte du Fonds". Dans ce contexte, le Gouvernement espagnol a proposé de mettre à disposition des fonds de cofinancement et de charger le Fonds d'en assurer la gestion par l'intermédiaire d'un fonds fiduciaire.

5. À sa centième session, tenue du 15 au 17 septembre 2010, le Conseil d'administration du Fonds a adopté l'Instrument portant création du Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (ci-après dénommé le "Fonds fiduciaire") (EB 2010/100/R.29/Rev.2, Annexe I). Le Fonds fiduciaire a pour objectif de mobiliser des ressources dont le Fonds ne pourrait autrement pas disposer au titre de l'article 4 de l'Accord portant création du Fonds international de développement agricole, et d'accorder des prêts à des conditions de faveur aux États membres du FIDA en développement répondant aux conditions requises pour obtenir une aide au titre de l'Instrument. Dans l'administration du Fonds fiduciaire, le Fonds appliquera les mêmes règles que celles qui, conformément à l'Accord portant création du FIDA, s'appliquent à l'utilisation des ressources du Fonds. Les Conditions générales applicables au financement du développement agricole adoptées par le Conseil d'administration, et qui pourront être modifiées de temps à autre, s'appliqueront *mutatis mutandis* aux financements au titre du Fonds fiduciaire. Par ailleurs, l'article II, section 4 d) de l'Instrument portant création du Fonds fiduciaire dispose que le Gestionnaire ne peut pas rééchelonner le remboursement des prêts du Fonds fiduciaire.
6. Mon avis, mûrement réfléchi, est donc que, du fait même que les prêts accordés par le Fonds fiduciaire aux États membres sont complémentaires aux prêts accordés par le Fonds lui-même et que leur attribution s'effectue suivant les mêmes procédures et aux mêmes conditions que les prêts du Fonds, le Fonds fiduciaire ne sera pas tenu, ni par accord, ni par la loi, ni par la pratique internationale, de participer à un quelconque processus collectif de restructuration de la dette, d'allègement de la dette, et d'annulation de la dette des États membres endettés. Je considère, par conséquent, que les montants dus au Fonds doivent bénéficier du même traitement que les montants dus au Fonds lui-même et à d'autres institutions financières multilatérales.

Rome, 30 novembre 2010

Rutsel Silvestre J. Martha, Conseiller juridique principal

Annexe 2**Exemples types pour la communication des états financiers annuels et des rapports de suivi de l'exécution des prêts fiduciaires****ANNEXE 2.A États financiers du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (le "Fonds fiduciaire")****État du résultat global (en milliers d'euros)**

Recettes	Décembre XXX+1	Décembre XXX
Recettes au titre des prêts		
Produit des encaisses et des placements – FIDA		
Recettes provenant des contributions		
Total des recettes		
Dépenses		
Dépenses de fonctionnement		
Provision pour dépréciation des prêts		
Total des dépenses		
Recettes par rapport aux dépenses		
Variation de change nette		
Transfert aux bénéficiaires non distribués		

Bilan

Au 31 décembre XXX+1 et XXX (exprimé en milliers d'euros)

Actifs	XXX+1	XXX	Passif, contributions, bénéfices non distribués	XXX+1	XXX
Liquidités et avoirs en banque			Passif		
Placements			Passif vis-à-vis de l'Espagne		
Autres sommes à recevoir					
			Total bénéfices non distribués		
Encours des prêts					
Moins provision pour dépréciation des prêts					
Encours net des prêts					
TOTAL DES ACTIFS			TOTAL PASSIF & BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS		

Flux de trésorerie sur le compte de prêt

	<i>2010</i>	<i>Cumulé</i>
Contributions		
Contributions espagnoles reçues - prêt	285 500	
Contributions espagnoles reçues - dons		
Total des contributions		
Décaissements		
Décaissements du prêt à l'Emprunteur du FIDA	0	
Total des décaissements		
Augmentation/(diminution) nette des liquidités non soumises à restriction		
Liquidités non soumises à restriction	0	
Liquidités non soumises à restriction en fin d'exercice	285 500	
DONT:		
Liquidités non soumises à restriction	285 500	
Placements non soumis à restriction	0	
Liquidités et équivalents en fin d'exercice	285 500	

Flux de trésorerie sur le compte de réserve

	<i>2010</i>	<i>2010</i>
Entrées		
Intérêts sur prêts		
Remboursements de prêts – principal		
Recettes des placements		
Contributions de l'Espagne à titre de compensation		
Total des entrées		
Dépenses		
Dépenses d'exploitation (dépenses administratives)		
Remboursement du principal du prêt à l'Espagne		
Remboursement de l'intérêt du prêt à l'Espagne		
Total des dépenses		
Augmentation/(diminution) nette des liquidités et équivalents non soumis à restriction		
Liquidités et équivalents non soumis à restriction en début d'exercice	0	0
Liquidités et équivalents non soumis à restriction en fin d'exercice		
DONT:		
Liquidités non soumises à restriction		
Placements non soumis à restriction		
Liquidités et équivalents en fin d'exercice		
% du compte de réserve par rapport à l'encours des prêts		

État des prêts

Au 31 décembre XXX (montants et pays à titre simplement indicatif)

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Prêts approuvés moins annulations</i>	<i>Partie non décaissée</i>	<i>Partie décaissée</i>	<i>Rembourse- ments</i>	<i>Encours des prêts</i>
Angola	2 714	-	2 714	-	2 714
Burkina Faso	10 546	-	10 546	-	10 546
Burundi	4 494	-	4 494	-	4 494
Cap-Vert	2 183	-	2 183	-	2 183
Tchad	9 617	-	9 617	-	9 617
Comores	2 289	-	2 289	-	2 289
Djibouti	114	-	114	-	114
Éthiopie	6 660	-	6 660	-	6 660
Gambie	2 638	-	2 638	-	2 638
Ghana	22 322	-	22 322	-	22 322
Guinée-Bissau	2 127	-	2 127	-	2 127
Guinée	10 762	-	10 762	-	10 762
Kenya	12 387	-	12 387	-	12 387
Lesotho	7 482	-	7 482	-	7 482
Madagascar	1 098	-	1 098	-	1 098
Malawi	5 777	-	5 777	-	5 777
Mali	10 193	-	10 193	-	10 193
Mauritanie	19 020	-	19 020	-	19 020
Mozambique	8 291	-	8 291	-	8 291
Niger	11 119	-	11 119	-	11 119
Sénégal	23 234	-	23 234	-	23 234
Sierra Leone	1 505	-	1 505	-	1 505
Soudan	26 012	-	26 012	-	26 012
Ouganda	8 926	-	8 926	-	8 926
République-Unie de Tanzanie	6 789	-	6 789	-	6 789
Zambie	8 607	-	8 607	-	8 607
Total	226 906	-	226 906	-	226 906

**Structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale,
selon la durée résiduelle**

Au 31 décembre XXXX

<i>Durée résiduelle</i>	<i>XXX</i>
Moins de 1 an	10 108
1-2 ans	9 091
2-3 ans	9 091
3-4 ans	9 091
4-5 ans	9 091
5-10 ans	45 454
10-15 ans	45 454
15-20 ans	45 454
20-25 ans	45 108
Plus de 25 ans	38 964
Total	266 906

**FIDA: État récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale,
selon les conditions de prêt**

Au 31 décembre XXX

	<i>XXX</i>
Conditions particulièrement favorables	266 906
Conditions intermédiaires	-
Conditions ordinaires	-
Total	266 906

Pièce jointe 2

Annexe 2.B



Modèle
Rapport sur les activités de placement
relatives à l'Initiative espagnole

Pour: **Information**

Note

Le présent document est soumis pour information aux autorités espagnoles.

Pour toute question d'ordre technique concernant le présent document, on pourra contacter les responsables suivants avant la session:

Munehiko Joya

Trésorier

Téléphone: +39 06 5459 2251

Courriel: m.joya@ifad.org

Trésorier principal, Équipe chargée de la gestion de bilan

Téléphone:

Courriel:

Rapport sur le portefeuille de placements et les activités de placement sur le Fonds fiduciaire espagnol pour (période)

I. Synthèse

Descriptif

II. Introduction

Descriptif

III. Répartition des actifs

Description qualitative/quantitative des soldes et des mouvements de fonds au cours de la période

Tableau 1

Mouvements de fonds et placements par portefeuille pour la période

(équivalent en milliers d'euros)

	Catégorie d'actifs 1	Catégorie d'actifs 2	Catégorie d'actifs 3	Catégorie d'actifs 4	Total
Solde d'ouverture (début de la période)					
Produit net des placements					
Transferts correspondant à des réaffectations					
Transferts correspondant à des frais/recettes					
Décaissements nets					
Solde de clôture (fin de la période)					
Répartition effective des actifs					
Répartition préconisée par la politique de placement					
Différence entre les répartitions d'actifs					

IV. Produit des placements

Description qualitative/quantitative des variations du produit des placements au cours de la période

Tableau 2

Produit net des placements par portefeuille pour la période

(équivalent en milliers d'euros)

	<i>Catégorie d'actifs 1</i>	<i>Catégorie d'actifs 2</i>	<i>Catégorie d'actifs 3</i>	<i>Catégorie d'actifs 4</i>	<i>Total pour la période</i>	<i>Année en cours</i>
Intérêts des placements à taux fixe et comptes bancaires						
Plus-values réalisées						
Plus-values latentes						
Amortissement/appréciation						
Produit du prêt de titres						
Sous-total: produit brut des placements						
Frais de gestion des placements						
Frais de garde/frais bancaires						
Produit net des placements						

V. Taux de rendement et comparaison de la performance

Description qualitative/quantitative

Tableau 3

Performance du portefeuille de placements du FIDA comparé aux références, troisième trimestre et année à ce jour
(Pourcentage en termes de monnaie locale)

<i>Période ^a</i>			<i>Année en cours</i>		
<i>Taux de rendement</i>			<i>Taux de rendement</i>		
<i>Écart positif/</i>			<i>Écart positif/</i>		
<i>Portefeuille</i>	<i>Portefeuille</i>	<i>Référence négatif</i>	<i>Portefeuille</i>	<i>Référence</i>	<i>négatif</i>
Taux de rendement brut global^a					
Moins dépenses					
Taux de rendement net global^a					

VI. Liquidité des actifs

Description qualitative/quantitative

Tableau 4

Niveau de liquidité du portefeuille de placements du FIDA, à la fin de la période
(équivalent en millions d'euros)

	<i>Chiffres effectifs</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Calendrier de décaissement</i>
Actifs hautement liquides			
Instruments à court terme			
Obligations d'État			
Actifs moyennement liquides			
Titres non garantis par le gouvernement			
Actifs partiellement liquides			
Titres conservés jusqu'à échéance			
Portefeuille total			

VII. Composition du portefeuille de placements par date d'échéance et par notation

Description qualitative/quantitative

Tableau 5
Analyse par date d'échéance
 (équivalent en milliers d'euros)

	Catégorie d'actifs 1	Catégorie d'actifs 2	Catégorie d'actifs 3	Catégorie d'actifs 4	Total à la fin de la période
Période					
Échéances de 1 à 3 ans					
Échéances de 3 à 5 ans					
Total					

Tableau 6
Analyse par notation
 (équivalent en milliers d'euros)

	Catégorie d'actifs 1	Catégorie d'actifs 2	Catégorie d'actifs 3	Catégorie d'actifs 4	Total à la fin de la période
AAA					
AA					
Total					

Annexe 3

Modèle financier de référence

FINANCIAL MODEL – CORE UNDERLYING ASSUMPTIONS OF THE PRELIMINARY BASE CASE SCENARIO

1) Programme of Work:

Programme of work is assumed at the total amount of EUR 300 million. Yearly approvals, materializing during IFAD's 8th Replenishment period, are assumed as follows:

Year 2010	Year 2011	Year 2012
0.0	194.8	105.0

As conservative assumption, loans approvals are assumed at the end of the calendar year.

2) Lending Terms and Loan Portfolio Composition:

In the preliminary base case scenario, projections of the loan flows are derived on the basis of the following lending term parameters and loan portfolio allocation:

	Maturity	Grace Period	Interest Rate	Allocation
Highly Concessional	40	10	0.75%	37%
Intermediate	20	5	0.65%	13%
Ordinary	18	3	1.30%	50%

¹ For modelling purposes, the interest rate for intermediate and ordinary loans is assumed constant at Euribor of 1.1% plus a fixed spread of 20 basis points

3) Loan Disbursements:

Loan disbursements are projected based on disbursement profiles by the three lending terms, with disbursements periods ranging from ten to eleven years. Loans to borrowers are assumed to disburse 100% of the approved amount.

Loan Disbursement Profile (Year 1 being the year of approval)

	Yr1	Yr2	Yr3	Yr4	Yr5	Yr6	Yr7	Yr8	Yr9	Yr 10	Yr 11
Highly Concessional	2%	7%	9%	12%	13%	13%	12%	11%	10%	7%	4%
Intermediate	2%	7%	9%	11%	13%	13%	13%	12%	11%	9%	0%
Ordinary	3%	6%	12%	12%	14%	13%	13%	11%	9%	7%	0%

4) **Lending Reflows:** Projections of future loan principal and interest reflows are based on the lending terms and loan portfolio composition (see table in point 4 above). Loan principal repayments are based on fixed amortization schedule.

5) **Loan arrears:** Based on historical level of loan arrears, it is assumed that 3% of principal and interest payments could fall into arrear status. As a conservative assumption, the corresponding amount is deducted on a yearly basis from the reserve account.

6) Administrative expenses

Assumption is made that IFAD will retain administrative expenses from the Trust Fund as follows:
EUR 600,000 in 2011; EUR 700,000 in 2012; EUR 460,000 per annum from 2013 to 2018; EUR 280,000 in 2019;

and EUR 70,000 per annum until 2055. The above amounts are deducted on an yearly basis from the Reserve account.

7) Return on investments

The unused balance in both the Loan and the Reserve account are assumed to return 1.5% per year.

8) Repayment to Spain:

Repayment of principal will be based on same amortization schedules stemming from IFAD's borrowers. A grace period of 5 years will apply.

Repayment of interest Euribor 12M on the loan outstanding amount is assumed at the constant level of 1.1%.

The tables below provide a snapshot of the results of the financial model for both Loan and Reserve accounts under the above assumptions.

Upon completion of the disbursement of loans to borrowers, the Loan account balance is projected to zero by year 2022.

It should be noted that these results are only applicable to the preliminary base case scenario and are therefore indicative. IFAD and Spain will review the actual and revised projections on a yearly basis, in which occasions a revision of assumptions might be mutually agreed.

LOAN ACCOUNT - BALANCE AND FLOWS (IN EUR M)

	8th Replenishment			9th Replenishment			10th Replenishment			11th Replenishment			12th Replenishment		
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Beginning of Year Liquidity	-	285.2	285.2	274.4	252.0	218.3	179.6	139.9	101.7	66.6	35.9	11.7	1.3	0.0	0.0
Spanish Loan - Cash Payments	285.20	4.5	5.0	5.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Spanish Loan - Investments/Drawdowns	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subtotal: Spanish Loan - Receipts	285.2	4.5	5.0	5.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loan Disbursements	-	(4.7)	(14.3)	(25.6)	(34.9)	(37.0)	(37.7)	(36.3)	(33.3)	(29.0)	(22.9)	(9.5)	(1.3)	-	-
Non-amortizable Grant Disbursement	-	-	(6.4)	(6.9)	(1.7)	(1.7)	(2.0)	(1.9)	(1.9)	(1.6)	(1.7)	(1.6)	-	-	-
Subtotal: Loan and Grant Disbursements	-	(4.7)	(14.7)	(26.5)	(34.6)	(38.7)	(39.7)	(38.2)	(35.2)	(30.6)	(24.2)	(10.5)	(1.3)	-	-
Investment Income on Short-Term Liquidity	-	0.6	0.6	0.6	0.5	0.4	0.4	0.3	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Investment Income on MTM Portfolio	-	3.6	3.6	3.4	3.0	2.5	2.0	1.5	1.1	0.7	0.3	0.1	0.0	0.0	0.0
Total Investment Income	-	4.2	4.2	4.0	3.5	3.0	2.4	1.8	1.3	0.8	0.4	0.1	0.0	0.0	0.0
Front-end fees	(0.2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transfer out of Investment Income to Reserve Account	-	(4.7)	(4.2)	(4.0)	(3.5)	(3.0)	(2.4)	(1.8)	(1.3)	(0.8)	(0.4)	(0.1)	(0.0)	(0.0)	(0.0)
Foreign Exchange Rate Movement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
End of Year Liquidity	285.2	285.1	274.4	252.0	216.3	179.6	139.9	101.7	66.6	35.9	11.7	1.3	0.0	0.0	0.0
Net Cash Flow	285.2	(0.2)	(10.7)	(21.5)	(34.6)	(38.7)	(39.7)	(38.2)	(35.2)	(30.6)	(24.2)	(10.5)	(1.3)	0.0	0.0

RESERVE ACCOUNT

	4th Replenishment			5th Replenishment			10th Replenishment			15th Replenishment			20th Replenishment		
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Beginning of Year Balance	0.00	0.00	0.56	1.05	1.75	2.35	7.81	4.16	4.20	5.55	6.87	6.40	6.33	6.10	5.87
INFLOWS															
Loan Principal Repayments	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	3.19	9.12	11.71	11.71	11.71	11.71	11.71	14.31	13.37	13.37
Loan Interest	0.00	0.02	1.12	0.32	0.42	0.94	2.22	1.46	3.02	3.83	3.88	2.00	3.91	1.75	1.36
Subtotal: Loan Reflows	0.00	0.02	1.12	0.32	0.42	4.13	10.34	13.18	13.89	15.57	13.69	13.71	18.22	15.12	14.73
Loan Principal Repayments from Grant-related portion	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.97	0.97	0.97	0.97	0.97	0.97	0.97	0.97	0.97
Loan Income from Grant-related portion	0.00	0.00	0.00	0.01	0.02	0.05	0.07	0.08	0.09	0.10	0.11	0.11	0.11	0.09	0.08
Subtotal: Loan Reflows from grant-related portion	0.00	0.00	0.00	0.01	0.03	0.05	1.04	1.05	1.06	1.07	1.08	1.07	1.07	1.06	1.05
Transfer of Investment income from Loan account	0.00	4.20	4.20	3.96	3.53	3.88	2.40	3.81	3.26	0.77	0.26	0.10	0.01	0.00	0.00
OUTFLOWS															
Payments to Spain of Principal portion	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	-14.82	-12.36	-12.30	-12.30	-12.30	-12.30	-14.82	-13.94	-13.94
Payments to Spain of Interest portion	0.00	-3.14	-3.14	-3.14	-3.14	-3.14	-3.06	-2.91	-2.77	-2.64	-2.50	-2.37	-2.23	-2.05	-1.88
Subtotal: Payments to Spain	0.00	-3.14	-3.14	-3.14	-3.14	-3.14	-17.88	-15.27	-15.07	-14.94	-14.80	-14.67	-17.04	-15.99	-15.82
OTHER FLOWS															
Payments to IFAD of fee to cover for administrative costs	-0.00	-0.00	-0.70	-0.46	-0.46	-0.46	-0.46	-0.46	-0.46	-0.46	-0.27	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07
Payment of Loan interest (assuming as deducted from repayment received from borrowers)	0.00	0.00	0.00	-0.01	-0.02	-0.19	-0.34	-0.43	-0.43	-0.44	-0.44	-0.44	-0.32	-0.55	-0.54
Inflow on investment activities on the Reserve Account	0.00	0.00	0.01	0.02	0.03	0.08	0.09	0.16	0.07	0.08	0.09	0.10	0.10	0.09	0.09
Total End of Year Balance before additional funding	0.00	0.66	1.05	1.75	2.35	7.81	2.99	4.16	4.72	5.38	5.96	6.21	6.10	5.87	5.64
Additional funding received from Spain to cover financial gap	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	1.18	0.74	0.33	0.69	0.44	0.13	0.00	0.00	0.00
Total End of Year Balance after additional funding	0.00	0.66	1.05	1.75	2.35	7.81	4.17	4.90	5.05	6.07	6.40	6.34	6.10	5.87	5.64

RESERVE ACCOUNT

	13th Replenishment			14th Replenishment			15th Replenishment			16th Replenishment			17th Replenishment		
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Beginning of Year Balance	5.64	5.40	5.17	4.94	4.71	4.48	4.25	4.04	3.83	3.67	3.49	3.33	3.17	3.03	2.88
INFLOWS															
Loan Principal Repayments	13.37	13.37	13.37	13.37	13.37	10.17	6.21	3.65	3.65	3.65	3.63	3.63	3.63	3.63	3.63
Loan Interest	1.40	1.27	1.19	0.94	0.78	0.65	0.38	0.54	0.51	0.49	0.48	0.40	0.41	0.38	0.31
Subtotal: Loan Reflows	16.79	16.63	16.67	16.31	16.14	10.82	6.63	4.20	4.17	4.14	4.11	4.09	4.06	4.03	4.00
Loan Principal Repayments from Grant-related portion	0.97	0.97	0.97	0.97	0.97	0.97	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Loan Income from Grant-related portion	0.07	0.06	0.04	0.03	0.02	0.01	0.00	0.08	0.06	0.06	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Subtotal: Loan Reflows from grant-related portion	1.04	1.03	1.01	1.00	0.99	0.97	0.00	0.08	0.06	0.06	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Transfer of Investment income from Loan account	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
OUTFLOWS															
Payments to Spain of Principal portion	-11.84	-15.84	-11.84	-11.84	-15.84	-10.80	-6.06	-3.54	-3.54	-3.54	-3.54	-3.54	-3.54	-3.54	-3.54
Payments to Spain of Interest portion	-1.90	-1.53	-1.51	-1.18	-1.01	-0.86	-0.77	-0.71	-0.69	-0.64	-0.60	-0.56	-0.52	-0.48	-0.44
Subtotal: Payments to Spain	-13.74	-17.37	-13.35	-13.02	-16.85	-11.66	-6.83	-4.25	-4.23	-4.18	-4.14	-4.10	-4.06	-4.02	-3.98
OTHER FLOWS															
Payments to IFAD of fee to cover for administrative costs	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07
Payment of Loan interest (assuming as deducted from repayment received from borrowers)	-0.53	-0.53	-0.52	-0.52	-0.51	-0.35	-0.30	-0.13	-0.13	-0.12	-0.12	-0.12	-0.12	-0.12	-0.12
Inflow on investment activities on the Reserve Account	0.09	0.08	0.08	0.08	0.07	0.07	0.07	0.06	0.06	0.06	0.06	0.05	0.03	0.03	0.03
Total End of Year Balance before additional funding	5.40	5.17	4.94	4.71	4.48	4.25	4.04	3.85	3.67	3.49	3.33	3.17	3.03	2.88	2.76
Additional funding received from Spain to cover financial gap	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Total End of Year Balance after additional funding	5.40	5.17	4.94	4.71	4.48	4.25	4.04	3.85	3.67	3.49	3.33	3.17	3.03	2.88	2.76

RESERVE ACCOUNT

	18th Replenishment			19th Replenishment			20th Replenishment			21st Replenishment			22nd Replenishment		
	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054
Beginning of Year Balance	2.78	2.66	2.56	2.47	2.40	2.33	2.27	2.23	2.20	2.18	2.17	2.14	2.10	2.06	2.01
INFLOWS															
Loan Principal Repayments	3.65	3.63	3.63	3.63	3.63	3.63	3.65	3.63	3.63	3.63	3.63	3.63	3.63	3.60	3.60
Loan Interest	0.52	0.39	0.27	0.24	0.21	0.19	0.16	0.13	0.10	0.08	0.05	0.02	0.00	0.00	0.00
Subtotal: Loan Reflows	3.98	3.85	3.82	3.89	3.87	3.84	3.83	3.78	3.76	3.73	3.70	3.67	3.63	3.60	3.60
Loan Principal Repayments from Grant-related portion	0.90	0.90	0.90	0.90	0.90	0.90	0.90	0.90	0.90	0.90	0.90	0.90	0.90	0.90	0.90
Loan Income from Grant-related portion	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50
Subtotal: Loan Reflows from grant-related portion	1.40	1.40	1.40	1.40	1.40	1.40	1.40	1.40	1.40	1.40	1.40	1.40	1.40	1.40	1.40
Transfer of Investment income from Loan account	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
OUTFLOWS															
Payments to Spain of Principal portion	-3.54	-3.54	-3.54	-3.54	-3.54	-3.54	-3.54	-3.54	-3.54	-3.54	-3.54	-3.54	-3.54	-3.54	-3.54
Payments to Spain of Interest portion	-0.40	-0.36	-0.32	-0.28	-0.23	-0.21	-0.17	-0.13	-0.09	-0.03	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Subtotal: Payments to Spain	-3.94	-3.91	-3.87	-3.83	-3.79	-3.78	-3.71	-3.67	-3.63	-3.59	-3.52	-3.54	-3.54	-3.54	-3.54
OTHER FLOWS															
Payments to IFAD of fee to cover for administrative costs	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07
Payment of Loan interest (assuming as deducted from repayment received from borrowers)	-0.12	-0.12	-0.12	-0.12	-0.12	-0.12	-0.11	-0.11	-0.11	-0.11	-0.11	-0.11	-0.11	-0.11	-0.11
Inflow on investment activities on the Reserve Account	0.03	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.11	0.12	0.12
Total End of Year Balance before additional funding	2.66	2.60	2.67	2.60	2.53	2.47	2.23	2.28	2.18	2.17	2.19	2.10	2.06	2.01	1.96
Additional funding received from Spain to cover financial gap	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Total End of Year Balance after additional funding	2.66	2.60	2.67	2.60	2.53	2.47	2.23	2.28	2.18	2.17	2.19	2.10	2.06	2.01	1.96

Pièce jointe 3**COPIE CONFORME****ACCEPTATION PAR LE BÉNÉFICIAIRE**

M. Kanayo F. Nwanze, Président du Fonds international de développement agricole (FIDA), représenté ici par Mme Yukiko Omura, Vice-Présidente du FIDA, agissant en tant que représentant du FIDA en sa qualité de Gestionnaire (Gestionnaire) du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire),

ACCEPTÉ PAR LA PRÉSENTE

Les modalités, exigences et conditions énoncées dans la résolution de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement (AECID), adoptée en date du 17 décembre 2010, accordant un don de quatorze millions cinq cent mille euros (14 500 000 EUR), à propos duquel il est mutuellement convenu ce qui suit:

- a) Le don a pour but de contribuer à l'amélioration des modalités et conditions financières des prêts accordés par le Fonds fiduciaire aux pays emprunteurs potentiels. Le Fonds fiduciaire a pour objectif de mobiliser des ressources dont le FIDA ne pourrait autrement pas disposer, en vue d'accorder des prêts à des conditions de faveur aux États membres du FIDA en développement répondant aux conditions requises pour obtenir une aide au titre de l'Instrument portant création du Fonds fiduciaire.
- b) La présentation des rapports techniques, administratifs et financiers s'effectuera conformément aux dispositions de l'Accord administratif.
- c) Le FIDA agira uniquement en qualité de Gestionnaire du Fonds fiduciaire, et sera soumis à ses normes, règlements et directives.

Rome, 21 décembre 2010

Signé par : Yukiko Omura
 Pour le Fonds
 Kanayo F. Nwanze
 Président du FIDA
 Agissant par
 l'intermédiaire de:
 Yukiko Omura
 Vice-Présidente du FIDA

Au: Directeur de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION
 AGENCE ESPAGNOLE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT
 – DÉPARTEMENT DE LA COOPÉRATION MULTILATÉRALE

RÉSOLUTION ATTRIBUANT UN DON POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Attendu que le Directeur de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement (AECID), désigné par le Conseil d'administration de l'Agence à sa réunion du 12 novembre 2010, agissant en vertu d'une délégation de pouvoirs inscrite dans la résolution du Bureau du Président de l'AECID en date du 2 juillet 2009 (Journal officiel du 30 juillet 2009), publiée en vertu des pouvoirs conférés par le décret royal 1403/2007 du 26 octobre portant approbation du règlement intérieur de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement et conformément au décret royal 794/2010 du 16 juin régissant les dons et l'aide dans le domaine de la coopération internationale et à la loi 38/2003 sur les dons en date du 17 novembre 2003 et de la réglementation qui l'accompagne, approuvée par le décret royal 887/2006 du 21 juillet, et eu égard aux mesures prises par l'Espagne et le Fonds international de développement agricole (FIDA) en vue de la conclusion de nouveaux accords relatifs à l'administration par le FIDA de fonds destinés au cofinancement de programmes de sécurité alimentaire;

Attendu que, compte tenu de ce qui précède, le troisième Plan directeur contribuera à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ce qui implique que les initiatives à cet effet auront pour cibles principales le développement de la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire la réduction de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté; l'amélioration des moyens de subsistance ruraux et la promotion d'un développement équitable et durable;

Attendu que la majorité des pays les plus pauvres de la planète dépend dans une large mesure de l'agriculture pour la création de revenus et d'emplois étant donné que, entre autres, les trois quarts des habitants pauvres et mal nourris du monde continuent de vivre dans des zones rurales, sur de petites exploitations agricoles; et que, dans les pays en développement, les femmes assurent de 60% à 80% de la production alimentaire;

Attendu que l'Espagne et le FIDA se sont déclarés intéressés par la signature d'un cadre de partenariat stratégique pour les six prochaines années, en complément de l'Accord de partenariat signé en 2007; et que, suivant les directives du troisième Plan directeur pour la Coopération espagnole 2009-2012, tout partenariat stratégique avec les organisations multilatérales devra reposer sur les principes de l'efficacité de l'aide (alignement, harmonisation, prévisibilité, gestion axée sur les résultats en matière de développement et responsabilité mutuelle);

Attendu que, conformément au document "Instrument portant création du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire" (EB 2010/100/R.29/Rev.1, approuvé dans sa version espagnole par le Conseil d'administration du FIDA le 16 septembre 2010), le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire ("Fonds fiduciaire") jouera le rôle d'entité juridique chargée de recevoir et d'administrer les fonds attribués par l'Espagne, et le FIDA jouera le rôle de Gestionnaire du "Fonds fiduciaire";

IL EST DÉCIDÉ

1. **D'accorder** au Fonds international de développement agricole (FIDA), en sa qualité de Gestionnaire du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, un don d'un montant de quatorze millions cinq cent mille euros.

2. **Objectif et activités.** Contribuer à améliorer les modalités et les conditions financières des prêts accordés par le Fonds fiduciaire aux pays emprunteurs potentiels.

Le Fonds fiduciaire a pour objectif principal de contribuer à la lutte contre la faim et de promouvoir le développement agricole et rural dans les pays en développement. Plus précisément, le Fonds fiduciaire servira à compenser une part non négligeable du déficit de financement que le FIDA ne peut pas couvrir avec les ressources dont il dispose actuellement au titre de la huitième reconstitution de ses ressources pour la période 2010-2012.

Afin d'atteindre l'objectif assigné à ce don, les ressources seront affectées à l'exécution d'une seule activité:

- 1) Attribution, par le Mécanisme de cofinancement pour la sécurité alimentaire, de prêts à des conditions favorables aux pays emprunteurs

L'Espagne et le FIDA sont convenus de mettre en place un Mécanisme de cofinancement pour la sécurité alimentaire. Ce mécanisme sera doté de ressources prenant la forme d'un don remboursable de 285,5 millions d'euros (formalisé par le biais d'un prêt de l'Espagne au FIDA, en sa qualité de Gestionnaire du Fonds fiduciaire) et d'un don initial de 14,5 millions d'euros (formalisé par le biais d'un don public de l'AECID au FIDA, en sa qualité de Gestionnaire du Fonds fiduciaire).

Le FIDA, en sa qualité de Gestionnaire du Fonds fiduciaire, disposera de deux années (2011-2012) au cours desquelles il devra engager les ressources disponibles sous forme de prêts aux États membres du FIDA répondant aux conditions requises. Une fois les prêts engagés, les décaissements correspondants seront effectués avec une durée moyenne de 11 ans à compter du démarrage du Fonds fiduciaire, selon le type de prêts accordés.

Le don d'État pluriannuel demandé et l'intérêt suscité par la gestion de trésorerie, des fonds disponibles seront utilisés pour garantir l'application aux opérations menées par le Mécanisme de cofinancement de modalités et de conditions financières favorables.

3. **Période d'exécution.** La période d'exécution de ce don débutera au moment de la réception par le FIDA, en sa qualité de Gestionnaire du Fonds fiduciaire, des fonds correspondant à ce don et s'étendra sur les 48 mois suivants et, dans tous les cas, jusqu'à ce que les activités en cours au titre du projet aient été menées à terme conformément à ce don.

4. **Paiement et types de dépenses.** Le montant du don sera définitif et porté au crédit de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement au titre du poste budgétaire 12.401.07.143A496.00

Les montants des décaissements seront les suivants:

Exercice budgétaire 2010: 500 000 EUR
 Exercice budgétaire 2011: 5 000 000 EUR
 Exercice budgétaire 2012: 5 000 000 EUR
 Exercice budgétaire 2013: 4 000 000 EUR

Les troisième et quatrième décaissements seront effectués après une évaluation des résultats et réalisations concrètes obtenues par le Fonds fiduciaire dans l'exécution des activités prévues, sur la base des rapports techniques et de suivi établis conformément à l'Accord administratif entre le Royaume d'Espagne et le Fonds fiduciaire.

5. **Dépôt et conditions de livraison et d'utilisation des fonds**

Le montant du don, soit 14 500 000 EUR, sera crédité au compte bancaire ci-après:

Coordonnées bancaires:	
Nom du compte:	SPANISH FOOD SECURITY TRUST FUND
Banque:	Banca Popolare di Sondrio
Adresse:	LUNGO MALLERO CADORNA, 24 23100 Sondrio (SO), ITALIE
SWIFT/BIC:	POSOIT 22
N° IBAN:	IT71 X056 9611 000E DCEU 0557 700

L'AECID spécifiera, pour ce paiement, le motif suivant: "Décaissement du don de l'AECID au Mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire", afin que le FIDA, en sa qualité de Gestionnaire du Fonds fiduciaire, puisse identifier le crédit lorsque le paiement sera reçu. Le FIDA, en sa qualité de Gestionnaire du Fonds fiduciaire, informera immédiatement l'AECID, par lettre, de la réception des fonds.

6. **Obligations.** Le FIDA, en sa qualité de Gestionnaire du Fonds fiduciaire, devra respecter les obligations suivantes au cours du processus d'exécution du programme:

- a) Gérer les fonds provenant du don de l'AECID conformément à l'élaboration et la planification des activités prévues, et dans le respect des normes, règlements, politiques et procédures du FIDA.
- b) Fournir à l'AECID une copie des rapports technique et financier requis conformément aux dispositions de l'Accord administratif entre le Royaume d'Espagne et le Fonds fiduciaire, où seront inclus les fonds provenant du don.
- c) Mettre en évidence la contribution de l'Agence espagnole de la coopération internationale – Coopération espagnole, suivant les modalités à déterminer dans l'Accord administratif entre le Royaume d'Espagne et le Fonds fiduciaire.
- d) Faire part à l'AECID de tout autre don ou aide destiné au Fonds fiduciaire et obtenu de la part de toute autre administration ou entité publique, nationale ou étrangère.

7. **Acceptation du don.** Le FIDA, en sa qualité de Gestionnaire du Fonds fiduciaire, donnera acte à l'AECID, par écrit, de son acceptation du don et des conditions qui y sont attachées, telles qu'elles sont indiquées dans le présent document, avant de passer au stade de son opérationnalisation.

8. **Régime de suivi et d'évaluation.** Le suivi et l'évaluation seront effectués sur la base des rapports technique et financier présentés conformément au point 6 b) du présent don.

9. **Justificatifs du don.** Les pièces justificatives des activités couvertes par le don seront fournies par le FIDA, en sa qualité de Gestionnaire du Fonds fiduciaire, au moment de la présentation des rapports qui seront précisés dans l'Accord administratif entre le Royaume d'Espagne et le Fonds fiduciaire, au plus tard dans les 12 mois suivant la date d'achèvement des activités. En tout état de cause, ces rapports incluront, au minimum, les éléments suivants:

- a) Un mémorandum ou rapport technique et économique, signé par le représentant juridique du FIDA en sa qualité de Gestionnaire du Fonds fiduciaire, et qui contiendra des preuves suffisantes de la réalisation des objectifs pour lesquels le don a été accordé et du bon usage des fonds publics.
- b) Outre les points mentionnés au sous-paragraphe a) ci-dessus, le FIDA fournira, en sa qualité de Gestionnaire du Fonds fiduciaire, des pièces justificatives relatives au don reçu, conformément à ses propres Règlement financier et Règles de gestion financière et autres normes, règlements, politiques et procédures applicables et, dans tous les cas, des états financiers qui comporteront une explication détaillée relative aux fonds reçus et à leur utilisation.
- c) Par ailleurs, il sera également fourni un rapport justificatif annuel qui aura fait l'objet d'une vérification externe par l'entité appropriée et aura été approuvé par l'autorité compétente du FIDA, en sa qualité de Gestionnaire du Fonds fiduciaire, conformément à ses propres normes, règlements, politiques et procédures.

10. Montant non investi. Lorsque la période d'exécution du don est arrivée à son terme, le solde restant devra, dans la mesure du possible, être utilisé pour des activités se rapportant à l'objectif du don, après la soumission d'une demande à cet effet à l'AECID; si cela n'est pas possible, le montant non investi du don sera remboursé à l'AECID.

11. Amendements. Le FIDA peut, en sa qualité de Gestionnaire du Fonds fiduciaire, demander à titre exceptionnel des modifications de la teneur des projets financés par le don, ainsi que de leur forme et des échéances d'exécution et de justification des dépenses correspondantes, lorsque surviennent des circonstances qui modifient ou empêchent l'exécution du projet.

La demande devra exposer de manière assez précise la raison de cette modification ou de cet empêchement et être formulée immédiatement lorsque surviennent ces circonstances et, en tout état de cause, avant la date à laquelle la période d'exécution du projet arrive à son terme.

12. Prolongation ou report des délais d'exécution

- a) Le délai d'exécution des activités liées au don peut être prolongé, de six mois au maximum, sans autorisation préalable. Le FIDA, en sa qualité de Gestionnaire du Fonds fiduciaire, informera l'AECID de cette prolongation, en la justifiant, avant l'expiration du délai d'exécution initial.
- b) Lorsque la prolongation du délai d'exécution des activités liées au don est supérieure à six mois, elle devra faire l'objet d'une autorisation expresse préalable de l'AECID. La demande devra être présentée avant l'expiration du délai d'exécution initial. L'AECID publiera et communiquera la résolution accordant ou refusant la modification dans un délai maximum de quarante-cinq jours calendaires à compter de la date de la présentation de la demande, de sorte que si le délai maximum ainsi établi s'est écoulé sans qu'une résolution expresse ait été publiée et communiquée, la demande sera réputée avoir été acceptée.
- c) Aucune seconde prolongation ne sera autorisée. L'article 49 de la loi 30/1992 du 26 novembre stipule que, lorsqu'un délai a été prolongé pour une période inférieure à six mois sans qu'une autorisation ait été nécessaire,

aucune nouvelle prolongation pour une période de plus longue durée ne pourra être demandée.

13. Prolongation du délai de soumission des pièces justificatives

Si le FIDA, en sa qualité de Gestionnaire du Fonds fiduciaire, en fait la demande, l'AECID peut accorder une prolongation du délai de soumission des pièces justificatives. L'AECID publiera et communiquera une résolution accordant ou refusant la prolongation de ce délai. Tant la demande des parties intéressées que la décision relative à la prolongation devront, en tout état de cause, intervenir avant la fin de la période en question. Une fois parvenu à expiration, le délai de soumission des pièces justificatives ne pourra en aucun cas être prolongé.

14. Règlement des différends. Toute incertitude, controverse ou réclamation pouvant surgir entre l'AECID et le FIDA à propos de l'interprétation ou du mode d'utilisation des fonds ou du règlement des obligations en suspens sera soumise, si elle n'est pas résolue par des négociations directes amiables, à une décision arbitrale définitive et sans appel prise conformément au Règlement facultatif de la Cour permanente d'arbitrage pour l'arbitrage des différends entre les organisations internationales et les États, en vigueur à la date du présent Accord.

15. Remboursement. Si l'AECID estime que les obligations définies dans l'Accord administratif entre le Royaume d'Espagne et le Fonds fiduciaire ne sont pas exécutées de manière appropriée, elle communiquera immédiatement ses observations au FIDA. Si, après des consultations entre l'AECID et le FIDA, en sa qualité de Gestionnaire du Fonds fiduciaire, le manquement au respect des obligations devait perdurer, le Fonds fiduciaire sera tenu de rembourser les montants reçus dans les cas suivants:

- a) Non-respect de l'obligation de soumettre des justificatifs pour les fonds reçus.
- b) Non-respect de l'objectif pour lequel le don a été attribué.
- c) Non-respect des conditions définies pour l'attribution du don.
- d) Non-respect de l'obligation de disséminer le financement accordé par l'AECID.

16. Publicité. L'AECID veillera à la publication dans le Journal officiel de l'avis d'attribution de ce don, avis dans lequel seront mentionnés le bénéficiaire, le montant, l'objet et le poste budgétaire.

Le Directeur de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement (AECID), désigné par le Conseil d'administration de l'Agence à sa réunion du 12 novembre 2010, agissant en vertu d'une délégation de pouvoirs énoncée dans la résolution du Bureau du Président de l'AECID en date du 2 juillet 2009 (Journal officiel du 30 juillet 2009), publiée en vertu des pouvoirs conférés par le décret royal 1403/2007 du 26 octobre portant approbation du règlement intérieur de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement.

Madrid, 17 décembre 2010

DIRECTEUR DE L'AECID

[signé]

Francisco Moza Zapatero

COPIA FIEL

Convenio de Crédito entre el Reino de España ("España"), representado por el Instituto de Crédito Oficial ("ICO") en calidad de Agente Financiero, y la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria ("Facilidad"), representada por el Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola ("FIDA", "Fondo" o "Fideicomisario") en su calidad de Fideicomisario.

Considerando que la Cumbre del G8 (L'Aquila 8-10 Julio 2009) determinó en la Declaración Conjunta sobre Seguridad Alimentaria Global que existe una necesidad urgente para tomar acciones decisivas que liberen a la humanidad del hambre y de la pobreza y que la seguridad alimentaria, la nutrición y la agricultura sostenible deben ser una prioridad en la agenda política, siendo tratados con un enfoque transversal e inclusivo que implique a todos los interesados relevantes a nivel global, regional y nacional.

Considerando que el FIDA es la agencia especializada de Naciones Unidas que se estableció para financiar proyectos y programas de desarrollo agrícola en los países en vías de desarrollo.

Considerando que el Acuerdo de Constitución del Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola establece que su objetivo será movilizar recursos adicionales disponibles para el desarrollo agrícola en los Estados Miembros en vías de desarrollo.

Considerando que el Reino de España, que suscribió la Declaración Conjunta sobre Seguridad Alimentaria Global, ha expresado su interés en destinar recursos comprometidos en L'Aquila para financiar proyectos y programas de seguridad alimentaria y agricultura en países en vías de desarrollo y considera al FIDA un socio fiable para realizar dichos proyectos y programas.

Considerando que el Comité Ejecutivo del Fondo, en su 100ª sesión, en relación a las Resoluciones 154/XXXIII del Consejo Directivo en la Octava Reposición de Recursos del FIDA, en su Artículo II 6. establece que *"Durante el Período de Reposición, se incentiva al Comité Ejecutivo y al Presidente a complementar los recursos del Fondo usando las capacidades del Fondo para llevar a cabo servicios financieros y técnicos, incluyendo la administración de recursos y las actividades en calidad de fideicomisario, que sean consistentes con el objetivo y las funciones del Fondo. Las operaciones realizadas en el desempeño de dichos servicios financieros no serán por cuenta del Fondo"*, aprobó la creación de la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria;

Considerando que según el Artículo III, Sección 2 del instrumento que establece la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria ("Instrumento"), *"(a) el Fideicomisario puede obtener de España recursos para la Cuenta Crediticia en los términos y condiciones acordados entre el Fideicomisario y España, sujetos a las estipulaciones de este Instrumento. Con este objetivo, el Fideicomisario está autorizado a participar en un Convenio de Crédito y acordar los términos y condiciones con España de la Cuenta Crediticia del Fondo, y (b) el Fideicomisario no puede pedir prestados recursos para la Cuenta Crediticia en condiciones que impidan la financiación en términos concesionales"*.

Considerando que el Consejo de Ministros de España del 17 de septiembre de 2010 ha autorizado, con cargo al Fondo de Ayuda al Desarrollo, la concesión de un crédito de hasta 285.500.000 (doscientos ochenta y cinco millones quinientos mil) euros a la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria, establecida por el Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola y administrada por dicho Fondo en calidad de Fideicomisario.

 Instituto de Crédito Oficial
Créditos FAD



Considerando que según las estipulaciones del Consejo de Ministros de España del 17 de septiembre de 2010 y con el fin de instrumentar el mencionado crédito, el Gobierno de España actúa a través del Instituto de Crédito Oficial en calidad de su Agente Financiero; y la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria actúa a través del Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola en su calidad de Fideicomisario de la "Facilidad".

Considerando que el Ministerio de Asuntos Exteriores y Cooperación de España y el Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola, en su calidad de fideicomisario de la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria, firmarán simultáneamente con este Acuerdo un Acuerdo Administrativo estipulando las disposiciones administrativas para la administración y gestión de la "Facilidad".

Los firmantes CONVIENEN LO SIGUIENTE:

CLÁUSULAS:

1. Definiciones

CONVENIO

Significa el presente Convenio de Crédito suscrito entre el Instituto de Crédito Oficial, representando al Reino de España, y el Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola (FIDA), en su capacidad de Fideicomisario de la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria.

CUENTA - ACUERDO

Significa la cuenta abierta por el "ICO" en sus libros, con un saldo inicial de 285.500.000 EUR (DOSCIENTOS OCHENTA Y CINCO MILLONES QUINIENTOS MIL EUROS), con el objeto de registrar todos los movimientos en relación al "Convenio". Se entenderá que las referencias hechas a la "Cuenta", son referencias a la "Cuenta-Acuerdo".

PRESTATARIO

Significa la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria, representada por el Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola (FIDA), en su calidad de Fideicomisario de la "Facilidad".

DIA HABIL

Significa el día en que estén abiertos y operen los bancos comerciales en Madrid, Roma y FIDA.

EUROS (MONEDA PACTADA)

Significa la moneda de curso legal de la Unión Económica y Monetaria Europea, que será la unidad de cuenta, pago y repago de todas las obligaciones y transacciones derivadas de este Convenio.

FONDO

Significa el Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola (FIDA), Fideicomisario de la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria.

ICO

Significa el Instituto de Crédito Oficial, institución designada por el Reino de España para actuar como Agente Financiero del mismo, en cumplimiento de la decisión del Consejo de Ministros de fecha 17 de septiembre de 2010, en orden a la firma y ejecución del "Convenio".

 Instituto de Crédito Oficial
Créditos FAD

↓

CREDITO

Significa el crédito por importe de 285.500.000 EUR (DOSCIENTOS OCHENTA Y CINCO MILLONES QUINIENTOS MIL EUROS) formalizado por las partes en el presente "Convenio", en cumplimiento de lo establecido por el Consejo de Ministros español de fecha 17 de septiembre de 2010, del cual el "Prestatario" puede disponer en los términos estipulados en el "Convenio".

2. Propósito, importe y términos del Convenio

a) El Reino de España ("España") acuerda conceder a la Facilidad un crédito por un importe de hasta 285.500.000 Euros (DOSCIENTOS OCHENTA Y CINCO MILLONES QUINIENTOS MIL EUROS), en los términos y condiciones estipulados a continuación, con cargo al Fondo de Ayuda al Desarrollo.

b) Este crédito se aplicará al otorgamiento de créditos en términos concesionales a países miembros del FIDA en vías de desarrollo que reúnan las condiciones para acceder a la financiación bajo el esquema de la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria, de acuerdo con el Acuerdo Administrativo e Instrumento Legal que establece dicha Facilidad.

c) Las cantidades utilizadas con cargo al "Crédito" devengarán un interés a favor del "ICO" a un tipo de interés anual de EURIBOR a 12 meses flat, tomado de la pantalla Reuters para el primer día del período de cálculo de intereses.

3. Disposición del crédito

(a) Se dispondrá del crédito en una sola vez durante el año 2010, a petición de la "Facilidad", conforme al modelo del Anexo I adjunto.

(b) La disposición del crédito será aprobada por el Ministerio de Asuntos Exteriores y Cooperación de España, a petición de la "Facilidad", previa presentación de la solicitud conforme al modelo del Anexo I adjunto.

(c) "ICO" abrirá en sus libros una cuenta especial denominada la "Cuenta" con un saldo inicial máximo de 285.500.000 (DOSCIENTOS OCHENTA Y CINCO MILLONES QUINIENTOS MIL) EUROS. La "Facilidad" abrirá en sus libros la correspondiente cuenta de contrapartida.

(d) "ICO" comunicará a la "Facilidad" el adeudo del importe del desembolso en la "Cuenta" en EUROS, así como la fecha del desembolso.

4. Vencimiento y amortización

(a) La cantidad total dispuesta con cargo al "Crédito" será amortizada en el plazo de 45 años, incluyendo un período de 5 años de gracia. La "Facilidad" pagará a España anualmente las cantidades del principal del crédito según el calendario de amortización. El vencimiento de la primera cuota de amortización del principal se producirá a finales de febrero de 2016 y las siguientes cuotas vencerán a finales de febrero de cada año.

En el Anexo II se incluye el calendario ("Calendario") de la amortización del principal del "Crédito" a España. Este calendario refleja el caso base que ha sido acordado entre España y el Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola (FIDA).

(b) Las partes acuerdan que el "Calendario" será reemplazado dentro de los cinco años de la firma del Convenio con un calendario de amortización del principal actualizado basado en los compromisos reales que FIDA haya hecho con los países miembros prestatarios. Posteriormente, este calendario de amortización puede ser

revisado y modificado de mutuo acuerdo entre las partes, siempre y cuando se mantenga el período máximo de amortización del préstamo de 45 años establecido en la cláusula 5 (a).

(c) Las cantidades utilizadas con cargo al "Crédito" devengarán un interés a favor del "ICO" desde la fecha de cada utilización hasta la de amortización a un tipo de interés anual de EURIBOR a 12 meses, con vencimientos anuales. La tasa EURIBOR será obtenida por "ICO" de la pantalla Reuters.

5. Denominación, Medios y Modalidades de pago

(a) La "Facilidad" transferirá al "ICO" los importes de las cuotas de amortización de principal y de intereses devengados conforme a este "Convenio" en Euros, valor día de su vencimiento.

(b) El pago de intereses y de intereses de demora se realizará en base a períodos anuales vencidos hasta que el "Crédito" haya sido devuelto completamente. El cálculo de intereses se realizará teniendo en cuenta el número de días naturales efectivamente transcurridos y se tomará como divisor 360 días.

El primer pago de intereses se realizará considerando los días efectivamente transcurridos desde la fecha valor de la orden de desembolso del ICO hasta el 31 de diciembre, ambos inclusive. Los siguientes pagos de intereses se realizarán considerando el número de días efectivamente transcurridos en el año natural desde el 1 de enero hasta el 31 de diciembre. La fecha de pago será el 15 de enero de cada año, excepto la última fecha de pago que coincidirá con la última fecha de amortización. El primer pago de intereses será el 15 de enero de 2011.

Si el día del vencimiento de los pagos mencionados en los párrafos anteriores, es un día inhábil éstos deberán efectuarse el siguiente "Día Hábil".

(c) Si los importes a pagar por cualquier concepto por la "Facilidad" en virtud de este "Crédito" no están a disposición del "ICO" en la "Moneda Pactada", en la fecha de su vencimiento, éstos constituirán deuda vencida y devengarán a favor del "ICO", a partir de la fecha de su obligación de pago y hasta la de su abono efectivo, un interés de demora equivalente al EURIBOR a 6 meses vigente el día del vencimiento tomado por el "ICO" como la tasa media de la pantalla Reuters, e incrementado en 1 punto porcentual.


(d) Todos los pagos efectuados por la "Facilidad" se realizarán en la cuenta del FONDO DE AYUDA AL DESARROLLO EN MATERIA DE COOPERACIÓN en el Banco de España, Madrid.

Los pagos a que se refiere esta Cláusula, se efectuarán por la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria en Euros, en la cuenta número 09-00000519 (IBAN ES1790000001200900000519) en el Banco de España en Madrid (SWIFT ESPBESMM) a favor del FONDO DE AYUDA AL DESARROLLO EN MATERIA DE COOPERACIÓN.

(e) Las cantidades recibidas por el "ICO" en concepto de pagos de cualquier naturaleza derivados de la Facilidad, se imputarán en el orden siguiente:

- 1) A los intereses de demora, si los hubiere.
- 2) A los intereses ordinarios, vencidos y no pagados.
- 3) Al principal, vencido y no pagado.

(f) La "Facilidad" podrá anticipar total o parcialmente, el pago de cualesquiera de las cuotas estipuladas en este "Convenio" en cualquier momento, antes de las respectivas fechas de vencimiento, siempre que sea una cantidad mínima de

 Instituto de Crédito Oficial
Créditos FAD

4/11

ok

100.000 Euros. Dichos pagos anticipados requerirán el acuerdo previo con España, así como el cálculo y cancelación de impagos por intereses vencidos, si los hubiere. Los pagos en concepto de amortizaciones anticipadas se imputarán al principal en orden inverso de vencimiento y se pondrán en conocimiento del "ICO" con una antelación mínima de 30 días.

En caso de amortización anticipada, solamente las cantidades dispuestas pendientes de pago devengarán intereses.

(g) La "Facilidad" efectuará todos los pagos derivados del presente "Convenio" sin deducción alguna de impuestos, tasas y otros gastos de cualquier naturaleza debidos en su país y pagará cualesquiera costes de transferencia o conversión derivados de la ejecución del presente "Convenio".

La "Facilidad" informa mediante la presente, que en virtud de su naturaleza jurídica, no está sujeto al pago de impuestos ni tasas, ni a ninguna medida de efectos similares.

6. Transmisión de la deuda

(a) A excepción de lo estipulado en las subcláusulas (b) a (h) de este apartado, España no puede transferir sus compromisos bajo este "Convenio", o cualquiera de sus reivindicaciones a la Facilidad, sin previo consentimiento de la Facilidad en los términos o condiciones que apruebe la Facilidad.

(b) España podrá transferir en cualquier momento la totalidad o parte de sus derechos sobre la Facilidad a cualquier Estado miembro del FIDA, al banco central u otra agencia fiscal designados por dicho Estado miembro, con los propósitos de la Sección 2.2 del Reglamento para la Gestión de los Asuntos del FIDA.

(c) Cualquier derecho transferido según la subcláusula (b) será mantenido por el cesionario en los mismos términos y condiciones originales establecidos para España, salvo que (i) el cesionario adquiriera el derecho a solicitar pago anticipado según la cláusula 5 sólo con el consentimiento de la Facilidad, (ii) los pagos relacionados con el derecho transferido se realizarán en la cuenta especificada por el cesionario, y (iii) la referencia a días hábiles (Madrid) se considerará que se refiere a los días hábiles en el lugar donde se encuentre el cesionario.

(d) El precio del derecho transferido según la subcláusula (b) será el acordado entre España y el cesionario.

(e) España notificará a la Facilidad el derecho que se está transfiriendo según la subcláusula (b), el nombre del cesionario, el importe del derecho transferido, el precio acordado para la transmisión, y la fecha valor de la misma.

(f) La transmisión notificada a la Facilidad según la subcláusula (e) se anotará en los registros del Fondo si se adecúa a los términos y condiciones de esta cláusula 6. La transmisión será efectiva a partir de la fecha valor acordada entre España y el cesionario.

(g) Si se solicita, la Facilidad podrá asistir a España en los acuerdos de transmisión de derechos.

7. Compromisos

La deuda adquirida por el "Prestatario" en virtud del presente "Convenio" tendrá un rango "pari-passu" con las otras deudas externas del "Prestatario" de la misma naturaleza.

En el caso de que la Facilidad sea autorizada a pedir prestados recursos a otros países distintos de España, no se llevará a cabo ninguna acción que implique la subordinación de los derechos de España sobre la Facilidad a otros derechos sobre la Facilidad derivados de otras operaciones de préstamo.

8. Covenants

(a) El "Fondo" se compromete a no modificar o revocar El Instrumento de Creación de la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria sin previa consulta al Gobierno de España.

(b) Desde la fecha de entrada en vigor del presente "Convenio" y en tanto se halle pendiente cualquier obligación derivada del mismo, el Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola (FIDA) se compromete a remitir al "ICO" los siguientes documentos:

(b.1) Una copia de cualquier disposición normativa de carácter interno que suponga una modificación de la denominación, estructura y régimen jurídico del Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola (FIDA) y de la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria.

(b.2) Notificación realizada en los términos de la Cláusula Trece del presente "Convenio" de cualquier cambio que se produzca en relación con las personas, que estuvieran autorizadas para la firma y ejecución de este "Convenio".

9. Derecho aplicable

El presente "Convenio" está sujeto al Derecho Internacional, y en particular al Derecho aplicable a los tratados y otros acuerdos suscritos entre Estados y organismos internacionales.

10. Interpretación y Resolución de conflictos

Cualquier disputa, controversia o reclamación que surja en relación a la interpretación, aplicación o actuación de este Convenio, incluyendo su existencia, validez o terminación, se resolverá mediante decisión arbitral final y vinculante de la Corte Permanente de Arbitraje según las Normas para el Arbitraje implicando Organismos Internacionales y Estados, con efecto en la fecha de este "Convenio".

11. Entrada en vigor

(a) La entrada en vigor de este "Convenio" está condicionada a que el "ICO" haya recibido en la forma y contenido satisfactorio para él los siguientes documentos:

(a.1) Copia certificada del Instrumento Legal mediante el que se crea la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria y evidencia de su aprobación por parte de los órganos decisorios del FIDA.

(a.2) Poder y certificación (facsímil) de firmas de las personas autorizadas para firmar y ejecutar este "Convenio" o cualesquiera otros documentos en relación al mismo.

(a.3) Opinión legal emitida por el Consejo General del Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola (FIDA), o cualquier otro documento considerado válido por España, acreditando que se han cumplido todos los trámites del ordenamiento jurídico interno o autorizaciones administrativas del "Prestatario", en orden a la firma, ejecución y validez de este "Convenio".

(b) El "ICO" comunicará al Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola (FIDA), en la forma establecida en la Cláusula Trece, la recepción de tales documentos y la consiguiente entrada en vigor del "Convenio".

(c) Este "Convenio" no entrará en vigor hasta que todos los compromisos surgidos del mismo hayan sido concluidos por ambas partes.

(d) Este "Convenio" entrará en vigor siempre y cuando también entre en vigor el Acuerdo Administrativo firmado entre el Ministerio de Asuntos Exteriores y Cooperación de España y el Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola, en su calidad de fideicomisario de la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria, estipulando las disposiciones administrativas para la administración y gestión de la "Facilidad".

No obstante lo anterior, la entrada en vigor del "Convenio" deberá tener lugar en un plazo de seis meses a contar desde la fecha de la firma del mismo, prorrogable, a petición del Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola (FIDA), por otro período igual.

12. Vencimiento

(a) El presente "Convenio" permanecerá en vigor hasta la extinción de todas las obligaciones que del mismo se deriven para ambas partes.

(b) Se considerarán causas de vencimiento anticipado, los supuestos en que concurran alguna o algunas de las siguientes circunstancias:

(b.1) Que, transcurridos 12 meses, el Prestatario no haya efectuado los reembolsos de capital o pago de intereses a su vencimiento en las condiciones estipuladas en el presente "Convenio", o que haya declarado una moratoria de forma oficial.

(b.2) Que el "Prestatario" no destine el "Crédito" a la finalidad estipulada en el presente "Convenio".

(b.3) Que el "Prestatario" modifique o deje sin efecto cualesquiera de las autorizaciones, consentimientos o permisos a que se refieren las Cláusulas Once y Doce.

(b.4) Que el "Prestatario" no cumpla con las obligaciones derivadas del presente "Convenio" o del "Acuerdo Administrativo" firmado entre el Ministerio de Asuntos Exteriores y Cooperación de España y el Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola (FIDA) para la administración y gestión de la Facilidad.

(c) En los supuestos previstos en la Cláusula anterior, el "ICO" podrá, transcurridos 30 días a contar desde la fecha en que hubiere requerido al Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola (FIDA) para regularizar la situación:

(c.1) Exigir el reintegro anticipado del principal del "Crédito", así como el pago de todos los intereses acumulados del mismo y cualesquiera otras cantidades exigibles en virtud del presente "Convenio".

(c.2) Declarar extinguidas mediante notificación a la Facilidad las obligaciones derivadas para el "ICO" del presente "Convenio".

13. Comunicaciones entre las partes

Todas las solicitudes, notificaciones, avisos y comunicaciones en general que deben enviarse las dos partes en virtud del presente "Convenio", se entenderán

debidamente efectuadas cuando se realicen mediante carta firmada por persona con poder bastante, conforme a la Cláusula Once, párrafo (a.2) o mediante fax.

Las notificaciones o comunicaciones, en inglés o español y enviadas por carta o fax, serán vinculantes para las partes, del presente "Convenio" y se considerarán recibidas por el destinatario en los domicilios mencionados a continuación:

PARA EL PRESTAMISTA:

EL INSTITUTO DE CREDITO OFICIAL (ICO)

Paseo del Prado, 4
28014 Madrid - ESPAÑA
FAX: (34) 91 5921785 / 91 5921700
TELEFS.: (34) 91 592 1773 / 91
5921600

PARA EL PRESTATARIO:

LA FACILIDAD FINANCIERA ESPAÑOLA PARA LA SEGURIDAD ALIMENTARIA, representada por el Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola ("FIDA", "Fondo" o "Fideicomisario") en su calidad de Fideicomisario

Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy
FAX:(39)
PHONE:(39)

No obstante lo anterior, los documentos requeridos en la Cláusula Once para la entrada en vigor del "Convenio", habrán de ser los originales o su copia debidamente autenticada.

14. Registro

El "Fondo" será responsable de registrar el presente "Convenio" ante el Secretariado General de las Naciones Unidas según el artículo 102 de la Carta de Naciones Unidas.

Las partes firmantes acuerdan adjuntar, como parte de este "Convenio", una copia del Instrumento Legal mediante el que se crea la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria y del Acuerdo Administrativo firmado entre el Ministerio de Asuntos Exteriores y Cooperación de España y el Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola, en su calidad de fideicomisario de la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria, para la administración y gestión de la "Facilidad", como Anexos III y IV, respectivamente.

 Instituto de Crédito Oficial
Créditos FAD
↓

En testimonio de lo cual, los abajo firmantes, debidamente autorizados para ello, firman el presente "Convenio", extendido y ejecutado en cuatro originales, igualmente vinculantes, dos en español y dos en inglés. La versión inglesa del "Convenio" es una traducción auténtica y literal de la española. En caso de conflicto, prevalecerá la versión en español.

la fecha del presente acuerdo será la fecha en que sea firmado por ambas partes.

**POR EL INSTITUTO DE CREDITO
OFICIAL EN CALIDAD DE AGENTE
FINANCIERO Y EN REPRESENTACIÓN
DEL REINO DE ESPAÑA**

**POR EL FONDO INTERNACIONAL PARA
EL DESARROLLO AGRÍCOLA (FIDA) EN
SU CALIDAD DE FIDEICOMISARIO DE
LA FACILIDAD FINANCIERA ESPAÑOLA
PARA LA SEGURIDAD ALIMENTARIA**

Firmado por:
(José María Ayala Vargas -
Presidente)


Representante autorizado

Firmado por:
(Kanayo F. Nwanze -
Presidente)

El Presidente del FIDA

Date: 28 de diciembre de 2010

Date: 20 December 2010

 **Instituto de Crédito Oficial**
Créditos FAD

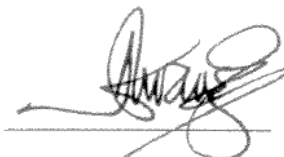
ANEXO I**SOLICITUD DE DISPOSICIÓN**

En aplicación del "Convenio de Crédito" formalizado entre el Instituto de Crédito Oficial (ICO) del Reino de España y el Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola (FIDA), en su calidad de Fideicomisario de la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria (la "Facilidad"), con fecha 28 Dic. 2010, por un importe de 285.500.000 euros, solicitamos la disposición de dicho "Crédito" por un importe de doscientos ochenta y cinco millones y medio de euros (285,500,000) euros, cantidad que deberá ser ingresada en el nº de cuenta IT71X0569611000EDCEU0557700 abierta en el Banco Popolare di Sondrio, Sondrio, Italy, con domicilio en LUNGO MALLERO CADORNA 24; 23100 SONDRIO - ITALY.

Este crédito tendrá carácter ligado y se aplicará al otorgamiento de créditos en términos concesionales a países miembros del FIDA en vías de desarrollo que reúnan las condiciones para acceder a la financiación bajo el esquema de la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria, en los términos y condiciones establecidos en el "Convenio".

La "Facilidad" reembolsará al "ICO", en las condiciones estipuladas en el "Convenio de Crédito", las cantidades desembolsadas bajo el "Convenio". El cumplimiento por parte del "ICO" de las instrucciones contenidas en esta "Solicitud" no implica responsabilidad para este Instituto en el cumplimiento o incumplimiento de los proyectos y programas financiados por la "Facilidad" ni en el control de los mismos, considerándose siempre que el "ICO" carece de vinculación alguna con dichos proyectos y programas. En consecuencia, nos comprometemos a rembolsar al "ICO" en "Euros" las cantidades pagadas por orden nuestra en las condiciones estipuladas en el "Convenio", cualesquiera que sean las vicisitudes anteriores o posteriores al pago que se produzcan en la ejecución de los proyectos y programas financiados por la "Facilidad".

FONDO INTERNACIONAL PARA EL
DESARROLLO AGRÍCOLA (FIDA), EN
SU CALIDAD DE FIDEICOMISARIO DE
LA FACILIDAD FINANCIERA ESPAÑOLA
PARA LA SEGURIDAD ALIMENTARIA



El Presidente del FIDA

 Instituto de Crédito Oficial
Créditos FAD 

ANEXO II

Year	Repayment Schedule of Trust Loans (€)				Repayment Schedule to Spain (€)
	Total Loans	Ordinary Loans	Intermediate Loans	HC Loans	
2010	0	0	0	0	0
2011	0	0	0	0	0
2012	0	0	0	0	0
2013	0	0	0	0	0
2014	0	0	0	0	0
2015	5.194.667	5.194.667	0	0	0
2016	10.083.000	10.083.000	0	0	14.819.337
2017	12.680.333	10.083.000	2.597.333	0	12.299.923
2018	12.680.333	10.083.000	2.597.333	0	12.299.923
2019	12.680.333	10.083.000	2.597.333	0	12.299.923
2020	12.680.333	10.083.000	2.597.333	0	12.299.923
2021	12.680.333	10.083.000	2.597.333	0	12.299.923
2022	15.277.667	10.083.000	2.597.333	2.597.333	14.819.337
2023	16.333.500	10.083.000	2.597.333	3.653.167	15.843.495
2024	16.333.500	10.083.000	2.597.333	3.653.167	15.843.495
2025	16.333.500	10.083.000	2.597.333	3.653.167	15.843.495
2026	16.333.500	10.083.000	2.597.333	3.653.167	15.843.495
2027	16.333.500	10.083.000	2.597.333	3.653.167	15.843.495
2028	16.333.500	10.083.000	2.597.333	3.653.167	15.843.495
2029	16.333.500	10.083.000	2.597.333	3.653.167	15.843.495
2030	11.138.833	4.888.333	2.597.333	3.653.167	10.804.668
2031	6.250.500	0	2.597.333	3.653.167	6.062.985
2032	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2033	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2034	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2035	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2036	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2037	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2038	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2039	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2040	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2041	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2042	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2043	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2044	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2045	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2046	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2047	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2048	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2049	3.653.167	0	0	3.653.167	3.543.572
2050	3.653.167	0	0	3.653.167	2.805.302
2051	3.653.167	0	0	3.653.167	0
2052	1.055.833	0	0	1.055.833	0
TOTAL	299.800.000	151.245.000	38.960.000	109.595.000	285.500.000

Nota: De conformidad con la Cláusula 4 (a) (b), el cuadro anterior está basado en un escenario preliminar de los compromisos e imputaciones de los prestatarios de FIDA. En consecuencia, los importes mostrados son indicativos y serán revisados de acuerdo con los compromisos reales que FIDA tenga respecto a los estados prestatarios. No obstante, el periodo máximo de amortización de 45 años será respetado en cumplimiento de las condiciones del préstamo establecidas en la decisión del Consejo de Ministros español de 17 de septiembre de 2010.

ANEXO III

**INSTRUMENTO LEGAL POR EL QUE SE CREA EL FONDO FIDUCIARIO DE
ESPAÑA PARA EL MECANISMO DE COFINANCIACIÓN DE LA SEGURIDAD
ALIMENTARIA**

Instrumento por el que se crea el Fondo Fiduciario de España para el mecanismo de cofinanciación de la seguridad alimentaria¹

Considerando que los participantes en la Cumbre del G-8 (L'Aquila, 8 a 10 de julio de 2009) determinaron en la Declaración Conjunta sobre Seguridad Alimentaria Mundial que hay una necesidad urgente de adoptar medidas decisivas para liberar a la humanidad del hambre y la pobreza. La seguridad alimentaria, la nutrición y la agricultura sostenible deben seguir siendo una cuestión prioritaria en la agenda política, y deben abordarse mediante un enfoque transversal e integrador, en el que tomen parte todos los interesados pertinentes a nivel mundial, regional y nacional;

Considerando que el Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA) (en adelante denominado el "FIDA") es el organismo especializado de las Naciones Unidas que se creó para financiar proyectos y programas de desarrollo agrícola en los países en desarrollo;

Considerando que en el Convenio Constitutivo del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola se estipula que el objetivo del FIDA consistirá en movilizar recursos financieros adicionales que estén disponibles para el desarrollo agrícola en los Estados Miembros en desarrollo;

Considerando que el Reino de España (en adelante denominado "España"), que hizo suya la Declaración Conjunta sobre Seguridad Alimentaria Mundial, ha manifestado su interés en asignar los recursos comprometidos en L'Aquila para la financiación de proyectos y programas centrados en la seguridad alimentaria y la agricultura, y considera que el FIDA es un asociado fiable para ejecutar esos proyectos y programas, y

Considerando que la Junta Ejecutiva del Fondo, en su 100º período de sesiones², teniendo en cuenta la Resolución 154/XXXII del Consejo de Gobernadores sobre la Octava Reposición de los Recursos del FIDA, que en su artículo II 6. establece que *"Durante el período de la Reposición, se insta a la Junta Ejecutiva y al Presidente a examinar las posibilidades para complementar los recursos del Fondo utilizando el poder del Fondo para prestar servicios financieros y técnicos, entre ellos la administración de recursos y la actuación en calidad de fiduciario, que sean congruentes con el objetivo y las funciones del Fondo. Las operaciones que entrañen la prestación de dichos servicios financieros no serán por cuenta del Fondo"*, aprobó y adoptó el presente Instrumento por el que se crea el Fondo Fiduciario de España para el mecanismo de cofinanciación de la seguridad alimentaria con miras a su aplicación inmediata;



¹ En caso de cualquier discrepancia entre la versión inglesa de este documento y las versiones en los demás idiomas oficiales del Fondo, prevalecerá la versión inglesa.

² Es decir, septiembre de 2010

Se hace saber, en consecuencia, que:

Artículo preliminar

Para contribuir al cumplimiento de sus objetivos, el FIDA ha adoptado el presente Instrumento por el que se crea el Fondo Fiduciario de España para el mecanismo de cofinanciación de la seguridad alimentaria (en adelante denominado el "Fondo Fiduciario"), que será administrado por el FIDA en calidad de Administrador Fiduciario (en adelante denominado el "Administrador"). El Fondo Fiduciario se regirá por las disposiciones del presente Instrumento, del Acuerdo de Préstamo y por las establecidas en los acuerdos pertinentes que se suscriban entre el Fondo Fiduciario y España, y se administrará conforme a dichas disposiciones.

Artículo I. Disposiciones generales

Sección 1. Finalidad

Mediante el Fondo Fiduciario se movilizarán recursos, en virtud del artículo 4 del Convenio Constitutivo del FIDA, que de otro modo no habrían estado a disposición del FIDA y se concederán préstamos en condiciones favorables a los Estados Miembros en desarrollo que reúnan las condiciones para recibir asistencia en virtud del presente Instrumento. A tal efecto, el Administrador está autorizado a concertar arreglos de financiación con los prestatarios del Fondo Fiduciario, conforme a los términos y condiciones que convengan.

Sección 2. Cuentas del Fondo Fiduciario

- a) Las operaciones y transacciones del Fondo Fiduciario se efectuarán por conducto de una Cuenta del Préstamo, una Cuenta de Reserva y una Cuenta de Administración. Los recursos del Fondo Fiduciario se mantendrán por separado en cada cuenta.
- b) El Administrador establecerá subcuentas en la Cuenta del Préstamo para recibir y desembolsar los recursos destinados a regiones específicas.

Sección 3. Unidad de cuenta y medios de pago

- 1) El euro será la unidad de cuenta en la que se denominen los compromisos, los préstamos y todas las demás operaciones y transacciones del Fondo Fiduciario.
- 2) Medios de pago:
 - a) Los recursos prestados o *donados* al Fondo Fiduciario se denominarán en euros.
 - b) Los pagos del Fondo Fiduciario a España se realizarán en euros.
 - c) Los pagos a los prestatarios del Fondo Fiduciario se realizarán en la moneda o monedas convenidas con dichos prestatarios.
- 3) La conversión a euros de las monedas de los reembolsos de los préstamos, los intereses y otros cargos se realizará al tipo de cambio vigente en la fecha de pago.



Artículo II. Financiación por el Fondo Fiduciario

Sección 1. Admisibilidad y condiciones de la financiación

- 1) Los préstamos se destinarán a los Estados Miembros en desarrollo que reúnan las condiciones para recibir préstamos.
- 2) Antes de aprobar un arreglo de financiación en virtud del presente Instrumento, el Administrador se asegurará de que el Estado Miembro esté haciendo lo posible por reforzar de manera sustancial y sostenible la producción nacional de alimentos.
- 3) El Administrador no aprobará solicitud alguna para concertar un arreglo en virtud del presente Instrumento cuando el Estado Miembro tenga una obligación financiera en mora con el Fondo Fiduciario, el FIDA o España.
- 4) El Administrador no ultimaré ninguna revisión en relación con un arreglo concertado en virtud del presente Instrumento a menos que todas las demás condiciones para el desembolso del préstamo correspondiente se hayan cumplido o hayan dejado de exigirse, y hasta que esto ocurra.
- 5) Las Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola adoptadas por la Junta Ejecutiva, en sus sucesivas versiones enmendadas, serán aplicables *mutatis mutandis* a la financiación concedida en virtud del presente Instrumento.

Sección 2. Cuantía de la financiación

- a) El Administrador fijará un límite máximo inicial de acceso a los recursos con cargo al Instrumento en el caso de cada Estado Miembro admisible. Estos límites de acceso serán objeto de revisión cada cierto tiempo por el Administrador en vista de la utilización real de los recursos disponibles en la Cuenta del Préstamo. El Fondo Fiduciario mantendrá informada a España de dichas revisiones y de las posibles modificaciones de los límites de acceso.
- b) En la medida en que un Estado Miembro haya notificado al Administrador que no tiene intención de hacer uso de los recursos puestos a disposición por el Fondo Fiduciario, el Estado Miembro no se incluirá en los cálculos de los límites de acceso a los préstamos del Fondo Fiduciario.
- c) El acceso de cada Estado Miembro que reúne las condiciones para recibir asistencia del Fondo Fiduciario se determinará en función de una evaluación por parte del Administrador de las necesidades del miembro en cuestión en cuanto a la producción de alimentos, la solidez de su programa, la cuantía de los créditos pendientes de uso que el FIDA haya concedido a dicho miembro, y su historial en cuanto a la utilización de los créditos del FIDA en el pasado.
- d) Todo compromiso estará sujeto a la disponibilidad de recursos del Fondo Fiduciario.

Sección 3. Desembolsos

- a) Todo desembolso estará sujeto a la disponibilidad de recursos del Fondo Fiduciario.

- b) Salvo en lo expresamente previsto en este Instrumento y otros acuerdos pertinentes relativos al Fondo Fiduciario, las normas, políticas y procedimientos del FIDA se aplicarán *mutatis mutandis* a cualquier desembolso en virtud del presente Instrumento.
- c) Una vez reembolsado el total de la cantidad que se haya tomado prestada de España no se realizarán, bajo ningún compromiso, desembolsos a un Estado Miembro.

Sección 4. Condiciones de los préstamos

- a) El Administrador aprobará los préstamos del Fondo Fiduciario de conformidad con las disposiciones de las Políticas y Criterios en materia de Préstamos adoptadas por el Consejo de Gobernadores del FIDA y con las modalidades establecidas en los préstamos del Fondo Fiduciario concertados entre el Fondo Fiduciario y el Estado Miembro prestatario.
- b) Los préstamos del Fondo Fiduciario se abonarán en una moneda libremente utilizable que decida el Administrador. La devolución del préstamo, y el pago de los intereses, se efectuará en una moneda libremente utilizable que decida el Administrador. El Administrador administrará el Fondo Fiduciario conforme al más alto grado de eficiencia y economía.
- c) El Administrador deducirá un tipo fijo de 20 puntos básicos (0,20%) del tipo de interés de los préstamos del Fondo Fiduciario para cubrir los costos administrativos de la gestión del Fondo Fiduciario.
- d) El Administrador no podrá reprogramar el reembolso de los préstamos del Fondo Fiduciario.
- e) El Administrador se asegurará en todo momento de que las operaciones correspondientes en divisas se lleven a cabo de manera tal que se reduzca al mínimo el riesgo cambiario del Fondo Fiduciario.
- f) El Fondo Fiduciario prestará recursos de la Cuenta del Préstamo en condiciones tales que permitan el reembolso de los préstamos obtenidos para el Fondo Fiduciario.

Sección 5. Modificaciones

Toda modificación a estas disposiciones afectará únicamente a los préstamos concertados después de la fecha de entrada en vigor de la modificación en cuestión, siempre que tal modificación del tipo de interés sea aplicable a los intereses devengados después de la fecha de entrada en vigor de la modificación.

Sección 6. Información

De conformidad con los procedimientos internos del FIDA, se mantendrá informada a España de las operaciones de préstamos del Fondo Fiduciario que el Fondo Fiduciario esté revisando y de los préstamos del Fondo Fiduciario que finalmente se comprometan.

Artículo III. Cuenta del préstamo

Sección 1. Recursos

La Cuenta del Préstamo estará integrada por los recursos siguientes:

- a) el importe de los préstamos efectuados al Fondo Fiduciario a favor de dicha Cuenta;
- b) el importe de las donaciones efectuadas al Fondo Fiduciario a favor de dicha Cuenta, y
- c) los recursos necesarios para cubrir los costos administrativos derivados de la creación del Fondo Fiduciario.

Sección 2. Facultad para contraer empréstitos

- a) El Fondo Fiduciario podrá obtener recursos de España para la Cuenta del Préstamo conforme a las condiciones que se convengan entre el Administrador y España, con sujeción a las disposiciones estipuladas en este Instrumento. Para ello, se autoriza al Fondo Fiduciario a concertar el Acuerdo de Préstamo con España, conforme a los términos y condiciones que convengan.
- b) El Fondo Fiduciario no podrá obtener recursos de la Cuenta del Préstamo en condiciones tales que impidan la financiación en condiciones favorables.

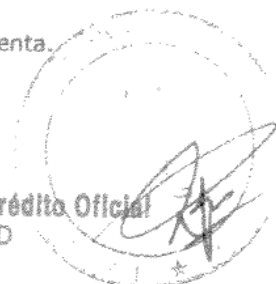
Sección 3. Utilización de los recursos

Los recursos de la Cuenta del Préstamo serán utilizados por el Fondo Fiduciario para conceder préstamos a los Estados Miembros prestatarios y efectuar pagos a las Cuentas de Reserva y a la Cuenta de Administración.

Artículo IV. Cuenta de reserva

Sección 1. Recursos

- 1) La Cuenta de Reserva estará integrada por los recursos siguientes:
 - a) transferencias realizadas por el FIDA con cargo a sus recursos, de conformidad con las decisiones del Consejo de Gobernadores del FIDA;
 - b) las ganancias netas procedentes de la inversión de recursos mantenidos en la Cuenta de Reserva;
 - c) las ganancias netas procedentes de la inversión de cualquier recurso de la Cuenta del Préstamo en espera de la utilización de esos recursos en las operaciones;
 - d) los pagos de intereses de los préstamos del Fondo Fiduciario menos un tipo de interés fijo de 20 puntos básicos (0,20%) anual o semestralmente, según se especifica en la sección 4 c) del artículo II;
 - e) los pagos del principal o los intereses en mora o los intereses sobre estos que se deriven de los préstamos del Fondo Fiduciario;
 - f) los pagos del principal que se deriven de los préstamos del Fondo Fiduciario, y
 - g) las donaciones efectuadas al Fondo Fiduciario a favor de dicha Cuenta.



- 2) El Administrador deberá mantener en la Cuenta de Reserva un saldo correspondiente, como mínimo, al 3% de los préstamos del Fondo Fiduciario pendientes.

Sección 2. Utilización de los recursos

Los recursos de la Cuenta de Reserva serán utilizados por el Administrador para realizar pagos a España del principal y los intereses de sus empréstitos.

Sección 3. Revisión de los recursos

Si los recursos de la Cuenta de Reserva son insuficientes, o si el Administrador determina que pueden llegar a serlo, para satisfacer las obligaciones del Fondo Fiduciario que pueden liquidarse con cargo a la Cuenta de Reserva según vayan venciendo y siendo pagaderas, el Administrador revisará la situación oportunamente. El Administrador deberá consultar a España a tal fin.

Sección 4. Terminología

Se considera que el término "interés" incluye cualquier comisión sobre los préstamos del Fondo Fiduciario.

Artículo V. Administración del Fondo Fiduciario

Sección 1. Administrador Fiduciario

- a) El Fondo Fiduciario estará administrado por el FIDA en calidad de Administrador. Se determinará que las decisiones y demás medidas adoptadas por el FIDA en calidad de Administrador se habrán adoptado en su capacidad como tal.
- b) A reserva de las disposiciones del presente Instrumento, al administrar el Fondo Fiduciario, el FIDA aplicará las mismas normas que, de conformidad con el Convenio Constitutivo del FIDA, son aplicables a la gestión de los recursos del FIDA.
- c) El Administrador, por conducto de su Presidente, estará facultado para:
 - i) adoptar todo tipo de medidas, entre ellas, abrir cuentas en nombre del FIDA, en calidad de Administrador, con los depositarios del FIDA que el Administrador juzgue necesarios, y
 - ii) adoptar todas las demás medidas administrativas que el Administrador considere necesarias para aplicar las disposiciones del presente Instrumento.



Instituto de Crédito Oficial
Créditos FAD

Sección 2. Cuenta de Administración

- a) Los recursos a que se hace referencia en la sección 4 c) del artículo II se mantendrán en la Cuenta de Administración y se utilizarán exclusivamente para cubrir los costos de administración de los Fondos Fiduciarios.
- b) En caso de que los recursos mencionados en el apartado a) *supra* fueran insuficientes para cubrir los gastos administrativos, la diferencia se sufragará con cargo a los ingresos derivados de las inversiones.
- c) En el momento de la liquidación del Fondo Fiduciario, cualquier cantidad que quede en la Cuenta de Administración se transferirá a la Cuenta de Reserva.

Sección 3. Separación de bienes y cuentas, auditoría e informes

- a) Los recursos del Fondo Fiduciario se mantendrán separados de los bienes y activos de todas las demás cuentas del FIDA, entre ellas otros fondos fiduciarios, y se utilizarán únicamente para los fines del Fondo Fiduciario de conformidad con el presente Instrumento.
- b) Los bienes y activos mantenidos en las demás cuentas del FIDA no se utilizarán para liquidar obligaciones ni compensar las pérdidas que se deriven de la administración del Fondo Fiduciario. Los recursos del Fondo Fiduciario no se utilizarán para liquidar las obligaciones ni compensar las pérdidas que se deriven de la administración de las demás cuentas del FIDA.
- c) El FIDA mantendrá una contabilidad separada y preparará los estados financieros del Fondo Fiduciario por separado.
- d) El auditor externo seleccionado en virtud del artículo XII del Reglamento Financiero del FIDA realizará una auditoría de las transacciones y registros financieros del Fondo Fiduciario. La auditoría coincidirá con el ejercicio financiero del FIDA.
- e) El FIDA informará sobre los recursos y las operaciones del Fondo Fiduciario en el informe anual de la Junta Ejecutiva al Consejo de Gobernadores al que se hace referencia en el artículo XII del Reglamento Financiero del FIDA.

Sección 4. Inversión de los recursos

- a) Todo saldo en poder del Fondo Fiduciario que no se necesite de inmediato en ninguna operación se invertirá según lo establecido en esta sección.
- b) Las inversiones se llevarán a cabo por medio de títulos del Tesoro, entre otros: i) bonos soberanos; ii) títulos de empresa de renta fija de primera calidad, y iii) títulos/bonos del Tesoro protegidos contra la inflación.
- c) Conforme a los procedimientos internos del FIDA, se mantendrá informada a España periódicamente de las operaciones de inversión.
- d) Los ingresos procedentes de las inversiones se abonarán a la Cuenta de Reserva una vez deducidos los recursos necesarios para sufragar los gastos administrativos.



Artículo VI. Período de actividad y liquidación

Sección 1. Período de actividad

El Fondo Fiduciario creado por el presente Instrumento se mantendrá en vigor hasta pasados cuarenta y cinco años de su aprobación. El FIDA podrá ampliar ese período de actividad durante el tiempo que sea necesario a juicio del FIDA para llevar a cabo las actividades del Fondo Fiduciario y liquidarlas.

Sección 2. Liquidación del Fondo Fiduciario

- a) En el momento de la liquidación del Fondo Fiduciario cualquier cantidad que quede en la Cuenta de Reserva después de: i) el pago de las obligaciones autorizadas con cargo a la Cuenta de Reserva y ii) el reembolso a España de una cantidad que puede llegar a ser equivalente a las donaciones concedidas por España al Fondo Fiduciario, se utilizará para liquidar cualquier pasivo del Fondo Fiduciario.
- b) Todo recurso restante se transferirá al FIDA, salvo que España y el FIDA convengan otra cosa.

Artículo VII. Disposiciones varias

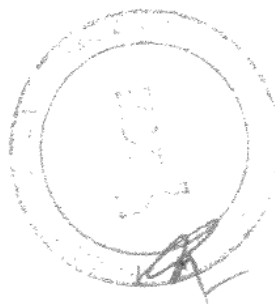
Sección 1. Limitación de responsabilidades

El FIDA, solo por el hecho de ser el Administrador, no será responsable de ningún acto u obligación del Fondo Fiduciario.

Sección 2. Modificaciones

Toda modificación de los términos y condiciones establecidos en este Instrumento se hará en consulta con España.

*Certified by
Rut sil Silvestre J. Morales
On 20 December 2010*

ANEXO IV

ACUERDO ADMINISTRATIVO ENTRE EL MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES Y COOPERACIÓN DE ESPAÑA Y EL FONDO INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO AGRÍCOLA, EN SU CALIDAD DE FIDEICOMISARIO DE LA FACILIDAD FINANCIERA DE ESPAÑA PARA LA SEGURIDAD ALIMENTARIA, PARA LA ADMINISTRACIÓN Y GESTIÓN DE DICHA FACILIDAD.

ACUERDO ADMINISTRATIVO ENTRE EL REINO DE ESPAÑA Y EL FACILIDAD FINANCIERA DE ESPAÑA PARA LA COFINANCIACION DE LA SEGURIDAD ALIMENTARIA RELATIVO A LOS PROCEDIMIENTOS ACORDADOS ENTRE EL MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES Y DE COOPERACIÓN DE ESPAÑA (MAEC), LA AGENCIA ESPAÑOLA DE COOPERACIÓN INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO (AECID) Y EL FONDO INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO AGRÍCOLA (FIDA) PARA LA ADMINISTRACIÓN Y OPERACIÓN DE LA FACILIDAD FINANCIERA DE ESPAÑA PARA LA COFINANCIACION DE LA SEGURIDAD ALIMENTARIA

POR CUANTO firman este Acuerdo, el Reino de España (en lo sucesivo el "Gobierno de España" o "España"), por intermedio del Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación de España (en lo sucesivo "MAEC") y la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (en lo sucesivo "AECID"), y la Facilidad Financiera de España para la Cofinanciación de la Seguridad Alimentaria (en lo sucesivo el "Fondo Fiduciario", por intermedio del Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola en su calidad de Fideicomisario (en lo sucesivo "FIDA" o el "Fideicomisario"). En lo sucesivo, el MAEC, AECID y FIDA se denominan conjuntamente "firmantes".

POR CUANTO la AECID es (i) una Entidad de Derecho Público adscrita al MAEC a través de la Secretaría de Estado de Cooperación Internacional (SECI), como establece la Ley 23/1998, de 7 de julio, de Cooperación Internacional para el Desarrollo; el Real Decreto 1403/2007, de 26 de octubre, por el que se aprueba el Estatuto de la AECID; y el Real Decreto 941/2010, de 23 de julio, de modificación del Estatuto de la AECID, y (ii) el órgano de gestión de la política española de cooperación internacional para el desarrollo, y por tanto, parte integrante del presente Acuerdo.

POR CUANTO el "FIDA" es una entidad jurídica internacional y a la vez es la agencia especializada de Naciones Unidas para financiar proyectos y programas de desarrollo agrícola en sus Estados miembros, principalmente para la producción de alimentos en los países en desarrollo, constituida mediante la Resolución XIII de la Conferencia Mundial de la Alimentación y cuyo Convenio Constitutivo, aprobado por la Conferencia de las Naciones Unidas el 13 de junio de 1976 en Roma, establece que tendrá por objetivo movilizar recursos financieros adicionales que estén disponibles a fin de fomentar la agricultura en los Estados Miembros en desarrollo.

POR CUANTO el Gobierno de España apoya las metas a favor del desarrollo humano y el logro de los Objetivos de Desarrollo del Milenio (ODM) y otros objetivos convenidos internacionalmente descritos en el Plan Estratégico 2011-2015 y desea apoyar a FIDA para la consecución de esas metas.

CONSIDERANDO que en la Cumbre del G8 celebrada en L'Aquila (Italia) entre el 8 y el 10 de julio de 2009 se estableció en la Joint Statement on Global Food Security que se necesita una acción decidida para liberar a la humanidad del hambre y la pobreza y que la seguridad alimentaria, la nutrición y la agricultura sostenible deben seguir siendo prioridades políticas de primer orden.

POR CUANTO el III Plan Director de la Cooperación Española 2009-2012 (III Plan Director) pretende, sobre todo, mejorar la calidad y la eficacia de la Cooperación

Española y propone iniciar una política integral de desarrollo que guiará todas las intervenciones y articular a los actores involucrados en la búsqueda de resultados en la reducción de la pobreza, en especial, mediante asociaciones con organismos multilaterales.

CONSIDERANDO la Nota para los representantes en la Junta Ejecutiva del FIDA, versión en español EB 2010/100/R.29/Rev.1, del 16 de septiembre de 2010, a través de la cual la Junta Ejecutiva aprobó el *"Instrumento por el que se crea el Fondo Fiduciario de España para el mecanismo de cofinanciación de la seguridad alimentaria"*.

CONSIDERANDO el Modelo Financiero base acordado de manera indicativa entre los firmantes, que se adjunta como Anexo 3.

EN CONSECUENCIA, los firmantes acuerdan firmar el presente Acuerdo Administrativo sujeto a las siguientes cláusulas:

Primera. Objeto del Acuerdo Administrativo

El presente Acuerdo Administrativo tiene por objeto establecer los procedimientos para regular la cooperación entre España y el Fondo Fiduciario relacionada con la administración y operación de dicho Fondo.

Segunda. Dotación del Fondo Fiduciario y formalización

La contribución financiera inicial del Gobierno de España al Fondo Fiduciario se formalizará a través de un Convenio de Préstamo a ser suscrito entre el Instituto de Crédito Oficial, en representación del Reino de España y el FIDA en calidad de Fideicomisario del Fondo Fiduciario, por un monto de 285.500.000 Euros que serán desembolsados por el Gobierno de España en 2010 y por una Subvención Plurianual de Estado de la AECID al FIDA, en calidad de Fideicomisario del Fondo Fiduciario, por un monto de 14.500.000 Euros, que serán desembolsados por el Gobierno de España entre 2010 y 2013.

Tercera. Gastos administrativos del Fondo Fiduciario

1. Para atender los gastos administrativos de constitución, el Fideicomisario tendrá derecho a disponer inicialmente de hasta 200.000 Euros con cargo a los recursos del Fondo Fiduciario.

2. Además de los gastos señalados en el apartado anterior, el Fideicomisario dispondrá de gastos administrativos adicionales financiables con cargo al Fondo Fiduciario. En principio estos gastos serán: 600.000 Euros en 2011; 700.000 Euros en 2012; 460.000 Euros por año desde 2013 a 2018; 280.000 Euros en 2019; 70.000 Euros por año hasta 2055.

3. El Fideicomisario podrá atender los gastos administrativos financiados por la gestión del Fondo Fiduciario con cargo a los intereses devengados por los préstamos concedidos por el Fondo Fiduciario, sin exceder los montos anuales indicados en el apartado 2 de la presente Cláusula. En caso de que los recursos mencionados fueran insuficientes para cubrir dichos gastos, la diferencia se sufragará con cargo a los ingresos derivados de las inversiones de tesorería.

4. En caso de que se produjeran gastos administrativos superiores a los indicados en el apartado 2, éstos se cubrirán hasta una desviación anual de los gastos administrativos presupuestados anualmente, en un porcentaje máximo definido por los firmantes durante la revisión anual del avance en la ejecución del Fondo Fiduciario y sobre la base de una certificación de los gastos administrativos efectivamente incurridos por el Fideicomisario.

Cuarta. Arreglos financieros del Fondo Fiduciario

1. Los préstamos a conceder por el Fondo Fiduciario serán comprometidos durante el periodo que cubre la 8ª Reposición de FIDA (2010-2012).

2. El remanente de los recursos aportados por el Gobierno de España al Fondo Fiduciario que no hubiere sido comprometido a finales de 2012 será reembolsado a España.

3. El remanente a reembolsar según el apartado previo se considerará un pago anticipado de principal. En el Convenio de Préstamo se regularán las condiciones y cuantías mínimas aplicables en el caso de un pago anticipado de principal. En el caso de que el remanente a reembolsar fuera inferior a 100.000 euros, esta cantidad se podrá transferir a la Cuenta de Reserva del Fondo Fiduciario.

4. Podrán considerarse prestatarios elegibles bajo el Fondo Fiduciario aquellos Estados Miembros del FIDA que sean elegibles para recibir préstamos de FIDA. Para la concesión de dichos préstamos, se tendrán en cuenta las prioridades geográficas del III Plan Director 2009-2012 de la Cooperación Española.

5. La distribución de préstamos entre las diferentes categorías de préstamos de FIDA será tal que garantice el reembolso de los préstamos obtenidos para el Fondo Fiduciario. En tal sentido, los firmantes reconocen que al menos un 50% de los fondos disponibles deben concederse a los países prestatarios mediante préstamos en términos ordinarios y que no más del 37% de los fondos disponibles deben concederse a los países prestatarios mediante préstamos en condiciones muy favorables.

Quinta. Estatus de Acreedor

El Fideicomisario se asegurará de que los Estados Miembros prestatarios del Fondo Fiduciario garanticen los mismos términos y condiciones que a los préstamos concedidos por FIDA, en los términos establecidos por el dictamen jurídico adjunto al presente Convenio como Anexo 1.

Sexta. Gestión de las Cuentas del Fondo Fiduciario

1. Teniendo en consideración el modelo financiero preliminar del Anexo 3, el Fideicomisario hará sus mejores esfuerzos para obtener la rentabilidad máxima posible sobre los recursos del Fondo Fiduciario aplicados a inversiones de tesorería, fijando un objetivo de rentabilidad mínimo promedio de 1.5% anual.
2. La rentabilidad de las inversiones de tesorería se calculará sobre los saldos existentes en las Cuentas de Préstamo y de Reserva del Fondo Fiduciario.
3. Si como consecuencia de las revisiones periódicas indicadas en la Cláusula Octava, los resultados indican que el Fondo Fiduciario no dispone de recursos para atender sus obligaciones de pago, el MAEC y/o la AECID realizarán una dotación adicional de fondos, a más tardar a finales del año natural, para asegurar un saldo positivo de la Cuenta de Reserva. La determinación de la dotación adicional de fondos se basará en las estimaciones previstas por FIDA durante la reunión anual del Comité de Seguimiento del Fondo Fiduciario.

Esta dotación adicional se hará en los términos que acuerden los firmantes y con cargo a los reembolsos de principal y los pagos por intereses realizados por el Fondo Fiduciario a España, que son considerados recursos del Fondo para la Promoción del Desarrollo (FONPRODE), según el artículo 13.1 de la Ley 36/2010 del Fondo para la Promoción del Desarrollo.

4. De manera suplementaria a la dotación adicional mencionada en el apartado 3, *supra*, excepcionalmente y si ello fuera necesario, el MAEC y/o la AECID podrán realizar aportaciones extraordinarias, con sujeción a disponibilidad presupuestaria y de acuerdo a los términos acordados entre los firmantes.

Séptima. Estados financieros

Las cuentas y los estados financieros en valor nominal de las operaciones realizadas con recursos del Fondo Fiduciario se expresarán en Euros.

Octava. Seguimiento e información

1. El Fideicomisario y España constituirán un Comité de Seguimiento del Fondo Fiduciario que se reunirá al menos una vez al año, preferiblemente en Octubre, para revisar el avance en la ejecución del mismo y proponer acciones que se deriven de esta revisión.
2. Por la parte de España, la delegación correspondiente estará formada por AECID y MAEC y será presidida por la Secretaría de Estado de Cooperación Internacional o por quien el titular de la Secretaría de Estado delegue. Por la parte del Fideicomisario, la delegación correspondiente estará presidida por el Presidente de FIDA o por quien el Presidente delegue.

3. El Fideicomisario mantendrá a España informada periódicamente de las operaciones de préstamos del Fondo Fiduciario que éste se encuentre revisando y de los préstamos que finalmente se comprometan, así como de las operaciones de inversión realizadas con los recursos disponibles en el Fondo Fiduciario. El Fideicomisario será responsable de elaborar y presentar los informes de seguimiento y finales en base a las prácticas y normas habituales del FIDA y con periodicidad establecida en el presente Acuerdo.
4. En este sentido, el Fideicomisario remitirá a España a finales de julio, octubre y abril de cada año, información al 30 de junio, 30 de septiembre y 31 de diciembre respectivamente, que incluya:
- a) Copias de los estados financieros en valor nominal del Fondo Fiduciario expresados en Euros, incluyendo Balance de Situación, Cuenta de Pérdidas y Ganancias, Estado de Flujo de Caja y Estado de los Préstamos.
 - b) Informe del progreso de los proyectos financiados por el Fondo Fiduciario.
 - c) Informe desglosado de la cartera de inversiones de tesorería realizadas con los recursos del Fondo Fiduciario, siguiendo las normas internas del FIDA.
5. El Fideicomisario asimismo remitirá copia de los estados financieros del FIDA consolidados y auditados, en los que se encuentren incluidos los fondos transferidos por España al Fondo Fiduciario. Estos estados financieros consolidados se encontrarán expresados en la moneda en que el FIDA mantenga los fondos y serán remitidos a España en un plazo no superior a ciento ochenta (180) días a partir del final del ejercicio financiero.
6. Asimismo, periódicamente el Fideicomisario remitirá a España:
- a) Propuestas de contribución adicional o de devolución anticipada de principal sobre la base de lo establecido en la Cláusula Sexta.
 - b) Solicitudes de fondos adicionales para cubrir costos administrativos mayores a los previstos.
 - c) Notificaciones de información relacionada con los proyectos co-financiados por el Fondo Fiduciario que haya sido publicada en el sitio Internet del FIDA.
7. La información a remitir por el Fideicomisario seguirá los ejemplos de formato incluidos en el Anexo 2.
8. La monitorización de las proyecciones financieras será ejecutada a través del modelo financiero base del Anexo 3. La actualización del modelo financiero será realizada de común acuerdo entre los firmantes.

Novena. Reconocimiento y contribución

Los firmantes reconocen que su colaboración podrá ser publicada y acuerdan reconocer la función y la contribución de cada organización en toda la documentación pública relativa al Fondo Fiduciario.

Décima. Ley aplicable

El presente Acuerdo Administrativo estará gobernado por las normas y principios de derecho internacional, en particular aquéllas aplicables a tratados y otros acuerdos entre Estados y organizaciones internacionales.

Undécima. Adaptación

Al administrar el Fondo Fiduciario, el Fideicomisario aplicará a los fondos transferidos por España las mismas reglas que aplica a las operaciones financiadas con recursos propios, de conformidad a lo establecido en el Convenio Constitutivo del FIDA. En este sentido, todo cambio debidamente aprobado por las autoridades competentes del FIDA que afecten dichas reglas, será notificado a España y sucesivamente aplicado a las operaciones del Fondo Fiduciario. Sin perjuicio de lo establecido, cualquier cambio introducido referido a las Políticas y Criterios en materia de Préstamos del FIDA que afectara los términos asumidos bajo el presente Acuerdo, no será aplicable a los recursos del Fondo Fiduciario a menos que sea acordado así por los firmantes.

Duodécima. Interpretación y Resolución de Controversias

Toda disputa, controversia o demanda derivada o relacionada con la interpretación, aplicación o ejecución del Acuerdo Administrativo, incluyendo su existencia, validez o terminación será resuelta a través de un laudo arbitral final e inapelable, emitido de conformidad con el Reglamento Facultativo para el Arbitraje de Controversias entre las Organizaciones Internacionales y los Estados de la Corte Permanente de Arbitraje, efectivas en la fecha del presente Acuerdo.

Décimo Tercera. Notificaciones y direcciones

Todas las notificaciones o solicitudes que surjan en aplicación de este Acuerdo se harán por escrito (en mano, por correo certificado, mensajería urgente, télex o telegrama) a la dirección especificada a continuación o cualquier otra dirección que se notifique con posterioridad.

REINO DE ESPAÑA

**FACILIDAD FINANCIERA DE ESPAÑA PARA
LA COFINANCIACION DE LA SEGURIDAD
ALIMENTARIA**

Ministerio de Asuntos Exteriores y de
Cooperación de España

“Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola”,
en calidad de Fideicomisario de la Facilidad
Financiera de España para la Cofinanciación
de la Seguridad Alimentaria

Juan López-Dóriga
Director de Planificación y Evaluación de
Políticas de Desarrollo (DG POLDE)
Beatriz de Bobadilla 18, 3º
28040 MADRID, España
Tel. + 34-91 379 9330
Fax: + 34 91 431 1785
Email: juan.lopez-doriga@maec.es

Kanayo F. Nwanze
Presidente
Via Paolo di Dono 44
00142, ROMA, Italia
Tfno.: + 39-0654591
Fax: + 39 06 504 3463
Email: ifad@ifad.org

Agencia Española de Cooperación
Internacional para el Desarrollo

Francisco Moza Zapatero
Director
Avenida Reyes Católicos 4,
28040 MADRID, España
Tel.: + 34 91 -583 81 49
Fax: + 34 91 583 8234
Email: director.agencia@aecid.es

Décimo Cuarta. Miscelánea

Ninguna de las cláusulas del presente Acuerdo Administrativo podrá ser interpretada en contra del espíritu de lo establecido en el Acuerdo de Asociación entre España y el Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola firmado el 27 de noviembre de 2007.

Este Acuerdo se firma en cuatro originales, dos en español y dos en inglés, y entrará en vigor en la fecha en que lo firmen debidamente ambos firmantes. En caso de conflicto en la interpretación entre las dos versiones, española e inglesa, la versión en español prevalecerá.

EN TESTIMONIO DE LO CUAL, los representantes de los firmantes, debidamente autorizados, firman el presente Acuerdo a continuación


7

POR EL REINO DE ESPAÑA

**FACILIDAD FINANCIERA DE ESPAÑA
PARA LA COFINANCIACIÓN DE LA
SEGURIDAD ALIMENTARIA**

*Por el Ministerio de Asuntos Exteriores y
de Cooperación y la Agencia Española de
Cooperación Internacional al Desarrollo*

*Por el Fondo Internacional de Desarrollo
Agrícola (FIDA) en calidad de
Fideicomisario de la Facilidad Financiera
de España para la Cofinanciación de la
Seguridad Alimentaria*



Soraya Rodríguez Ramos
Secretaria de Estado de Cooperación
Internacional del Ministerio de Asuntos
Exteriores y de Cooperación y Presidenta
de la AECID

[Lugar], [fecha]

Madrid, 22 diciembre 2010



Kanayo F. Nwanze
Presidente del FIDA

[Lugar], [fecha]

Roma, 10 dicembre 2010

Anexo 1

Dictamen jurídico del Asesor Jurídico del FIDA sobre la aplicación del Rango de Acreedor Preferente de los préstamos concedidos por el Fondo Fiduciario

Rango de acreedor de la Facilidad Financiera de España para la Cofinanciación de la seguridad alimentaria (el "Fondo Fiduciario")

En su 100^º periodo de sesiones, celebrado del 15 al 17 de septiembre de 2010, la Junta Ejecutiva del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (en adelante "el Fondo") me pidió que abordara la cuestión del rango de acreedor del Fondo Fiduciario de España para el mecanismo de cofinanciación de la seguridad alimentaria. El presente dictamen confirma la respuesta verbal que dí a dicha petición:

1. No existe ninguna normativa jurídica ni práctica aceptada que exija a las instituciones financieras multilaterales participar en los procesos colectivos relativos a la reestructuración, el alivio y la condonación de la deuda de los Estados Miembros endeudados.
2. El Fondo, establecido en virtud del Convenio Constitutivo del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (en adelante el "Convenio") es una institución financiera multilateral que posee personalidad jurídica internacional y tiene la condición de organismo especializado en el sentido de la Carta de las Naciones Unidas. De conformidad con el Convenio, el Fondo concede préstamos a sus Miembros para fines de desarrollo agrícola. Dichos préstamos están sujetos a las Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola adoptadas por la Junta Ejecutiva, y que ésta podrá modificar de tiempo en tiempo.
3. Como ocurre en el caso de las demás instituciones financieras multilaterales, el Fondo no tiene por costumbre participar en los procesos colectivos relativos a la reestructuración, el alivio y la condonación de la deuda de los Estados Miembros endeudados y, por lo tanto, las deudas contraídas con el Fondo gozarán del mismo trato que las contraídas con otras instituciones financieras multilaterales.
4. Teniendo en cuenta que la demanda de los Estados Miembros supera ampliamente los niveles de financiación disponibles actualmente en el marco de la Octava Reposición, el Consejo de Gobernadores del Fondo, decidió en el párrafo II 6 de su Resolución 154/XXXII sobre la Octava Reposición de los Recursos del FIDA, que "[D]urante el periodo de la Reposición, se insta a la Junta Ejecutiva y al Presidente a examinar las posibilidades para complementar los recursos del Fondo teniendo presente la capacidad del Fondo para prestar servicios financieros y técnicos, entre ellos la administración de recursos y la actuación en calidad de fiduciario, que sean congruentes con el objetivo y las funciones del Fondo". En este contexto, el Gobierno de España ha ofrecido suministrar fondos de cofinanciación y designar al FIDA para que los administre a través de un fondo fiduciario.

5. En su 100º período de sesiones, celebrado del 15 al 17 de septiembre de 2010, la Junta Ejecutiva del Fondo aprobó el Instrumento por el que se crea la Facilidad Financiera de España para la Cofinanciación de la Seguridad Alimentaria (en adelante "el Fondo Fiduciario") (EB 2010/100/R.29/Rev.2, Anexo I). La finalidad del Fondo Fiduciario es movilizar recursos, en virtud del artículo 4 del Convenio Constitutivo del FIDA, que de otro modo no habrían estado a disposición del Fondo y conceder préstamos en condiciones favorables a los Estados Miembros en desarrollo del Fondo que reúnan las condiciones para recibir asistencia en virtud del Instrumento. Al administrar el Fondo Fiduciario, el Fondo aplicará las mismas normas que, de conformidad con el Convenio Constitutivo del FIDA, son aplicables a la gestión de los recursos del Fondo. Las Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola adoptadas por la Junta Ejecutiva, en sus sucesivas versiones enmendadas, serán aplicables *mutatis mutandis* a la financiación concedida en virtud del Fondo Fiduciario. Además, de conformidad con el artículo II, sección 4 d) del Instrumento por el que se crea el Fondo Fiduciario, el Fideicomisario no podrá reprogramar el reembolso de los préstamos del Fondo Fiduciario.
6. Por consiguiente, mi opinión meditada es que, considerando el hecho de que los préstamos concedidos por el Fondo Fiduciario a los Miembros son complementarios a los préstamos concedidos por el propio Fondo y que las decisiones correspondientes a tales préstamos se basan en los mismos procedimientos y se rigen por las mismas condiciones que los préstamos concedidos por el propio Fondo, y teniendo en cuenta que el Fideicomisario no podrá reprogramar el reembolso de los préstamos del Fondo Fiduciario, el Fondo Fiduciario no estará obligado en virtud de acuerdos, leyes o prácticas internacionales a participar en los procesos colectivos relativos a la reestructuración, el alivio y la condonación de la deuda de los Estados miembros endeudados. Por lo tanto, en mi opinión, las deudas contraídas con el Fondo Fiduciario gozarán del mismo trato que las deudas contraídas con el propio Fondo y con otras instituciones financieras multilaterales.

Roma, 30 de noviembre de 2010

Rutsel Silvestre J. Martha, Consejero Jurídico General



Anexo 2

Ejemplos de formatos para la remisión de informes anuales financieros y de seguimiento a la ejecución del Fondo Fiduciario

ANEXO 2.A Estados financieros de la Facilidad Financiera de España para la cofinanciación de la seguridad alimentaria (el "Fondo Fiduciario")

Estado de ingresos generales (en miles de euros)

Ingresos	Diciembre XXX+1	Diciembre XXX
Ingresos procedentes de los préstamos		
Ingresos procedentes del efectivo y las inversiones - FIDA		
Ingresos procedentes de las contribuciones		
Ingresos totales		
Gastos		
Gastos operacionales		
Provisión para pérdidas de valor de los préstamos		
Gastos totales		
(Déficit)/Superávit de ingresos respecto a gastos		
(Perdidas)/ganancias por las fluctuaciones cambiarias		
Total de ingresos/(perdidas) generales		

Estado contable

Al 31 de diciembre XXX+1 y XXX (en miles de euros)

Activos	XXX+1	XXX	Obligaciones, contribuciones, ganancias no distribuidas	
			XXX+1	XXX
Efectivo en caja y en bancos			Obligaciones	
Inversiones			Obligaciones frente a España	
Otras cantidades por recibir				
Préstamos pendientes de reembolso				
Menos: provisión acumulada para pérdida de valor de los préstamos				
Préstamos pendientes de reembolso netos				
TOTAL DE ACTIVOS			Total de ganancias no distribuidas	
			TOTAL DE OBLIGACIONES Y GANANCIAS NO DISTRIBUIDAS	

Flujo de efectivo generado por la cuenta del préstamo

	2010	<i>Cantidad acumulativa</i>
Cantidades recibidas		
Cantidades recibidas en concepto de contribuciones españolas - préstamo	285 500	
Cantidades recibidas en concepto de contribuciones españolas - donaciones		
Total de cantidades recibidas		
Desembolsos		
Desembolsos del préstamo al prestatario del FIDA	0	
Desembolsos totales		
Aumento/(disminución) neto del efectivo no sujeto a restricciones		
Efectivo no sujeto a restricciones al comienzo del año	0	
Efectivo no sujeto a restricciones al final del año	285 500	
COMPUESTOS POR:		
Efectivo no sujeto a restricciones	285 500	
Inversiones no sujetas a restricciones	0	
Efectivo y equivalentes de efectivo al final del año	285 500	

Flujo de efectivo generado por la cuenta de reserva

	2010	2010
Cantidades recibidas		
Intereses recibidos de los préstamos al prestatario del FIDA		
Reembolsos del principal de préstamos al prestatario del FIDA		
Ingresos procedentes de las inversiones		
Ingresos procedentes de España destinados a la compensación		
Total de cantidades recibidas		
Desembolsos		
Pagos en concepto de gastos operacionales (gastos administrativos)		
Reembolso a España del principal de préstamos		
Reembolso a España de los intereses de los préstamos		
Desembolsos totales		
Aumento/(disminución) neto del efectivo y los equivalentes de efectivo no sujetos a restricciones		
Efectivo no sujeto a restricciones al comienzo del año	0	0
Efectivo no sujeto a restricciones al final del año		
COMPUESTOS POR:		
Efectivo no sujeto a restricciones		
Inversiones no sujetas a restricciones		
Efectivo y equivalentes de efectivo al final del año		
Porcentaje de la cuenta de reserva comparado con el monto de los préstamos pendientes de reembolso al prestatario del FIDA		

Estado de los préstamos al prestatario del FIDA

Al 31 de diciembre de XXXX (las cantidades y los países sólo son indicativos)

<i>Prestatario</i>	<i>Préstamos aprobados menos cancelaciones</i>	<i>Préstamos aun no efectivos</i>	<i>Parte desembo lsada</i>	<i>Reembols os</i>	<i>Monto de los préstamo s pendiente de reembolso</i>
Angola	2 714	-	2 714	-	2 714
Burkina Faso	10 546	-	10 546	-	10 546
Burundi	4 494	-	4 494	-	4 494
Cabo Verde	2 183	-	2 183	-	2 183
Chad	9 617	-	9 617	-	9 617
Comoras	2 289	-	2 289	-	2 289
Djibouti	114	-	114	-	114
Etiopía	6 660	-	6 660	-	6 660
Gambia	2 638	-	2 638	-	2 638
Ghana	22 322	-	22 322	-	22 322
Guinea-Bissau	2 127	-	2 127	-	2 127
Guinea	10 762	-	10 762	-	10 762
Kenya	12 387	-	12 387	-	12 387
Lesotho	7 482	-	7 482	-	7 482
Madagascar	1 098	-	1 098	-	1 098
Malawi	5 777	-	5 777	-	5 777
Malí	10 193	-	10 193	-	10 193
Mauritania	19 020	-	19 020	-	19 020
Mozambique	8 291	-	8 291	-	8 291
Níger	11 119	-	11 119	-	11 119
Senegal	23 234	-	23 234	-	23 234
Sierra Leona	1 505	-	1 505	-	1 505
Sudán	26 012	-	26 012	-	26 012
Uganda	8 926	-	8 926	-	8 926
República Unida de Tanzania	6 789	-	6 789	-	6 789
Zambia	8 607	-	8 607	-	8 607
Total	226 906	-	226 906	-	226 906

Estructura del vencimiento de los préstamos pendientes de reembolso en valor nominal, por plazos

Al 31 de diciembre de XXXX

<i>Plazo restante</i>	<i>XXX</i>
Menos de 1 año	10 108
1-2 años	9 091
2-3 años	9 091
3-4 años	9 091
4-5 años	9 091
5-10 años	45 454
10-15 años	45 454
15-20 años	45 454
20-25 años	45 108
Más de 25 años	38 964
Total	266 906

Resumen de los préstamos pendientes de reembolso por tipos de condiciones en valor nominal

Al 31 de diciembre de XXXX

	<i>XXX</i>
Condiciones muy favorables	266 906
Condiciones intermedias	-
Condiciones ordinarias	-
Total	266 906

Attachment 2

ANEXO 2.B



Dar a la población rural
pobre la oportunidad
de salir de la pobreza

**Modelo de
informe sobre las actividades de
inversión relacionadas con la iniciativa
española**

Para información

 Instituto de Crédito Oficial
Créditos FAD

Nota

Este documento se presenta a las autoridades españolas a título informativo.

Para cualquier pregunta técnica acerca de este documento pueden dirigirse a los siguientes funcionarios de contacto antes del período de sesiones:

Munehiko Joya

Tesorero

Tel.: (+39) 06 5459 2251

Correo electrónico: m.joya@ifad.org

Oficial Superior de Tesorería, equipo de Gestión del Activo y del Pasivo

Tel.:

Correo electrónico:

Informe sobre la cartera de inversiones y las actividades de inversión relacionadas con el Fondo Fiduciario de España en el (período)

I. Resumen operativo

Descripción

II. Introducción

Descripción

III. Distribución de los activos

Descripción cualitativa/cuantitativa de los saldos y movimientos de fondos en el período

Cuadro 1

Variaciones del efectivo y las inversiones por cartera durante el período

(En equivalente de miles de euros)

	<i>Activos de clase 1</i>	<i>Activos de clase 2</i>	<i>Activos de clase 3</i>	<i>Activos de clase 4</i>	<i>Total</i>
Saldo de apertura (al principio del período)					
Ingresos netos en concepto de inversiones					
Transferencias debidas a reasignaciones					
Transferencias debidas a gastos/ingresos					
Desembolsos netos					
Saldo de cierre (al final del período)					
Distribución real de los activos					
Distribución prevista en la política de inversiones					
Diferencia en la distribución de los activos					

IV. Ingresos en concepto de inversiones

Descripción cualitativa/cuantitativa de la variación de los ingresos en concepto de inversiones durante el período

Cuadro 2

Ingresos netos en concepto de inversiones por cartera en el período

(En equivalente de miles de euros)

	Activos de clase 1	Activos de clase 2	Activos de cl as e 3	Activos de clase 4	Total para el período	Total anual hasta la fecha
Intereses procedentes de inversiones en renta fija y cuentas bancarias						
Ganancias de capital realizadas						
Ganancias de capital no realizadas/(pérdidas)						
Amortización/ajuste entre el valor al descuento y el valor nominal						
Ingresos procedentes de préstamos de valores						
Total parcial: ingresos brutos en concepto de inversiones						
Honorarios de los administradores de las inversiones						
Derechos de custodia/cargos por servicios bancarios						
Ingresos netos en concepto de inversiones						

V. Tasa de rendimiento y comparación de los resultados

Descripción cualitativa/cuantitativa

Cuadro 3

Resultados de la cartera de inversiones del FIDA comparados con la base de referencia, tercer trimestre y total anual hasta la fecha

(Porcentaje en moneda local)

Cartera	Período ^a			Total anual hasta la fecha		
	Tasa de rendimiento			Tasa de rendimiento		
	Base de referencia	Diferencia positiva/negativa		Base de referencia	Diferencia positiva/negativa	
	Cartera	ncia	tiva	Cartera	ncia	tiva
Tasa bruta de rendimiento de la cartera total^b						
Menos gastos						
Tasa neta de rendimiento de la cartera total^b						

VI. Liquidez de los activos

Descripción cualitativa/cuantitativa

Cuadro 4

Nivel de liquidez de la cartera de inversiones del FIDA, al final del período

(En equivalente de millones de euros)

	Cifras efectivas	Porcentaje	Plazo de desembolso
Activos muy líquidos			
Instrumentos a corto plazo			
Valores públicos			
Activos moderadamente líquidos			
Valores no públicos			
Activos parcialmente líquidos			
Tenencias hasta el vencimiento			
Cartera total			

VII. Composición de la cartera de inversiones por vencimiento y calificación crediticia

Descripción cualitativa/cuantitativa

Cuadro 5

Análisis por vencimiento

(En equivalente de miles de euros)

	<i>Activos de clase 1</i>	<i>Activos de clase 2</i>	<i>Activos de clase 3</i>	<i>Activos de clase 4</i>	<i>Total al final del período</i>
Vencimientos a menos de 1 año					
Vencimientos de 1 a 3 años					
Vencimientos de 3 a 5 años					
Total					

Cuadro 6

Análisis por calificación crediticia

(En equivalente de miles de euros)

	<i>Activos de clase 1</i>	<i>Activos de clase 2</i>	<i>Activos de clase 3</i>	<i>Activos de clase 4</i>	<i>Total al final del período</i>
AAA					
AA					
Total					

Anexo 3, Modelo Financiero base

FINANCIAL MODEL – CORE UNDERLYING ASSUMPTIONS OF THE PRELIMINARY BASE CASE SCENARIO

1) Programme of Work:

Programme of work is assumed at the total amount of EUR 300 million. Yearly approvals, materializing during IFAD's 8th Replenishment period, are assumed as follows:

Year 2010	Year 2011	Year 2012
0.0	194.8	105.0

As conservative assumption, loans approvals are assumed at the end of the calendar year.

2) Lending Terms and Loan Portfolio Composition:

In the preliminary base case scenario, projections of the loan flows are derived on the basis of the following lending term parameters and loan portfolio allocation:

	Maturity	Grace Period	Interest Rate	Allocation
Highly Concessional	40	10	0.75%	37%
Intermediate	20	5	0.65%	13%
Ordinary	18	3	1.30%	50%

¹ For modelling purposes, the interest rate for intermediate and ordinary loans is assumed constant at Euribor of 1.1% plus a fixed spread of 20 basis points

3) Loan Disbursements:

Loan disbursements are projected based on disbursement profiles by the three lending terms, with disbursements periods ranging from ten to eleven years. Loans to borrowers are assumed to disburse 100% of the approved amount.

Loan Disbursement Profile (Year 1 being the year of approval)

	Yr1	Yr2	Yr3	Yr4	Yr5	Yr6	Yr7	Yr8	Yr9	Yr 10	Yr 11
Highly Concessional	2%	7%	9%	12%	13%	13%	12%	11%	10%	7%	4%
Intermediate	2%	7%	9%	11%	13%	13%	13%	12%	11%	9%	0%
Ordinary	3%	6%	12%	12%	14%	13%	13%	11%	9%	7%	0%

4) Lending Reflows: Projections of future loan principal and interest reflows are based on the lending terms and loan portfolio composition (see table in point 4 above). Loan principal repayments are based on fixed amortization schedule.

5) Loan arrears: Based on historical level of loan arrears, it is assumed that 3% of principal and interest payments could fall into arrear status. As a conservative assumption, the corresponding amount is deducted on a yearly basis from the reserve account.

6) Administrative expenses

Assumption is made that IFAD will retain administrative expenses from the Trust Fund as follows: EUR 600,000 in 2011; EUR 700,000 in 2012; EUR 460,000 per annum from 2013 to 2018; EUR 280,000 in 2019;

and EUR 70,000 per annum until 2055. The above amounts are deducted on an yearly basis from the Reserve account.

7) **Return on investments**

The unused balance in both the Loan and the Reserve account are assumed to return 1.5% per year.

8) **Repayment to Spain:**

Repayment of principal will be based on same amortization schedules stemming from IFAD's borrowers. A grace period of 5 years will apply.

Repayment of interest Euribor 12M on the loan outstanding amount is assumed at the constant level of 1.1%.

The tables below provide a snapshot of the results of the financial model for both Loan and Reserve accounts under the above assumptions.

Upon completion of the disbursement of loans to borrowers, the Loan account balance is projected to zero by year 2022.

It should be noted that these results are only applicable to the preliminary base case scenario and are therefore indicative. IFAD and Spain will review the actual and revised projections on a yearly basis, in which occasions a revision of assumptions might be mutually agreed.

**LOAN ACCOUNT -
BALANCE AND FLOWS (IN EUR M)**

	8th Replenishment			9th Replenishment			10th Replenishment			11th Replenishment			12th Replenishment		
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Beginning of Year Liquidity	-	285.3	285.3	274.4	262.9	248.3	179.6	139.9	101.7	66.6	35.9	11.7	1.3	0.0	0.0
Spanish Loan - Cash Payments	285.30	4.5	5.0	5.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Spanish Loan - Escatements/Downsides	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subtotal: Spanish Loan - Receipts	285.5	4.5	5.0	5.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loan Disbursements	-	(4.7)	(15.3)	(25.6)	(32.9)	(37.0)	(37.7)	(36.3)	(33.3)	(29.0)	(22.9)	(9.5)	(1.3)	-	-
Non-otowisable Grant Disbursement	-	-	(6.4)	(6.9)	(1.7)	(1.7)	(2.0)	(1.9)	(1.9)	(1.6)	(1.7)	(1.6)	-	-	-
Subtotal: Loan and Grant Disbursements	-	(4.7)	(15.7)	(26.5)	(34.6)	(38.7)	(39.7)	(38.2)	(35.2)	(30.6)	(24.2)	(10.5)	(1.3)	-	-
Investment Income on Short-Term Liquidity	-	0.6	0.6	0.6	0.5	0.4	0.4	0.3	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Investment Income on MTM Portfolio	-	3.6	3.6	3.4	3.0	2.5	2.0	1.5	1.1	0.7	0.3	0.1	0.0	0.0	0.0
Total Investment Income	-	4.3	4.2	4.0	3.5	3.0	2.4	1.8	1.3	0.8	0.4	0.1	0.0	0.0	0.0
Front-end fees	(0.2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transfer out of Investment Income to Reserve Account	-	(4.3)	(4.2)	(4.0)	(3.5)	(3.0)	(2.4)	(1.8)	(1.3)	(0.8)	(0.4)	(0.1)	(0.0)	(0.0)	(0.0)
Foreign Exchange Rate Movement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
End of Year Liquidity	285.3	285.1	274.4	262.9	248.3	179.6	129.9	101.7	66.6	35.9	11.7	1.3	0.0	0.0	0.0
Net Cash Flow	285.3	(0.2)	(10.7)	(21.5)	(34.6)	(38.7)	(39.7)	(38.2)	(35.2)	(30.6)	(24.2)	(10.5)	(1.3)	0.0	0.0

RESERVE ACCOUNT

	6th Replacemnt			8th Replacemnt			10th Replacemnt			12th Replacemnt			13th Replacemnt		
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Beginning of Year Balance	0,00	0,00	0,06	1,05	1,75	2,35	7,81	4,16	4,20	5,55	6,07	6,40	6,33	6,10	5,87
INFLOWS															
Loan Principal Repayments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,19	9,42	11,71	12,71	11,71	11,71	11,71	14,31	13,37	15,37
Loan Interest	0,00	0,00	0,12	0,32	0,61	0,94	1,22	1,46	1,62	1,83	1,98	2,05	1,91	1,75	1,59
Subtotal: Loan Inflows	0,00	0,00	0,12	0,32	0,61	4,13	10,64	13,17	14,33	13,54	13,69	13,76	16,22	15,12	16,96
Loan Principal Repayments from Grant related portion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Loan Income from Grant related portion	0,00	0,00	0,00	0,01	0,03	0,05	0,07	0,08	0,09	0,10	0,11	0,11	0,11	0,09	0,08
Subtotal: Loan Inflows from grant related portion	0,00	0,00	0,00	0,01	0,03	0,05	0,07	0,08	0,09	0,10	0,11	0,11	0,11	0,09	0,08
Transfers of Investment income from Loan account	0,00	4,20	4,20	3,96	3,51	2,90	2,40	1,81	1,26	0,77	0,26	0,10	0,01	0,00	0,00
OUTFLOWS															
Payments to Spain of Principal portion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-14,82	-12,30	-12,30	-12,30	-12,30	-12,30	-14,82	-13,94	-15,84
Payments to Spain of Interest portion	0,00	-31,4	-31,4	-31,4	-31,4	-31,4	-3,00	-2,91	-2,77	-2,64	-2,50	-2,37	-2,22	-2,05	-1,88
Subtotal: Payment to Spain	0,00	-31,4	-31,4	-31,4	-31,4	-31,4	-17,82	-15,21	-15,07	-14,94	-14,80	-14,67	-17,04	-15,99	-17,72
OTHER FLOWS															
Payment to IFAD of fee to cover for administrative costs	0,00	-0,00	-0,70	-0,46	-0,40	-0,46	-0,46	-0,46	-0,46	-0,46	-0,46	-0,46	-0,46	-0,46	-0,46
Payment of Loan interest (assuming as deducted from repayment received from borrowers)	0,00	0,00	0,00	-0,01	-0,02	-0,03	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04
Inflow on investment activities on the Reserve Account	0,00	0,00	0,01	0,02	0,03	0,04	0,09	0,06	0,07	0,08	0,09	0,10	0,10	0,09	0,09
Total End of Year Balance before additional funding	0,00	0,00	1,05	1,75	2,35	7,81	2,99	4,16	4,72	5,38	5,96	6,21	6,10	5,87	5,64
Additional funding received from Spain to cover financial gap	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,10	0,74	0,83	0,69	0,44	0,13	0,00	0,00	0,00
Total End of Year Balance after additional funding	0,00	0,00	1,05	1,75	2,35	7,81	4,09	4,90	5,55	6,07	6,40	6,33	6,10	5,87	5,64

RESERVE ACCOUNT

	12th Replacemnt			14th Replacemnt			15th Replacemnt			16th Replacemnt			17th Replacemnt		
	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039
Beginning of Year Balance	5,64	5,40	5,17	4,94	4,71	4,48	4,25	4,04	3,83	3,67	3,49	3,33	3,17	3,03	2,89
INFLOWS															
Loan Principal Repayments	13,37	13,27	13,27	13,27	13,27	10,17	6,23	3,65	3,65	3,65	3,65	3,65	3,65	3,65	3,65
Loan Interest	1,40	1,27	1,18	0,94	0,78	0,65	0,58	0,54	0,51	0,49	0,46	0,43	0,41	0,38	0,35
Subtotal: Loan Inflows	14,77	14,54	14,45	14,21	14,05	10,82	6,81	4,19	4,17	4,14	4,11	4,09	4,06	4,03	4,00
Loan Principal Repayments from Grant related portion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Loan Income from Grant related portion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subtotal: Loan Inflows from grant related portion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transfers of Investment income from Loan account	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OUTFLOWS															
Payments to Spain of Principal portion	-13,84	-13,84	-13,84	-13,84	-13,84	-10,80	-6,06	-3,54	-3,54	-3,54	-3,54	-3,54	-3,54	-3,54	-3,54
Payments to Spain of Interest portion	-1,70	-1,53	-1,31	-1,18	-1,01	-0,86	-0,77	-0,71	-0,69	-0,64	-0,60	-0,56	-0,52	-0,48	-0,44
Subtotal: Payment to Spain	-15,54	-15,37	-15,15	-15,02	-14,85	-11,66	-6,83	-4,25	-4,23	-4,18	-4,14	-4,10	-4,06	-4,02	-3,98
OTHER FLOWS															
Payment to IFAD of fee to cover for administrative costs	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00
Payment of Loan interest (assuming as deducted from repayment received from borrowers)	-0,73	-0,59	-0,52	-0,32	-0,31	-0,35	-0,20	-0,13	-0,13	-0,12	-0,12	-0,12	-0,12	-0,12	-0,12
Inflow on investment activities on the Reserve Account	0,09	0,08	0,08	0,08	0,07	0,07	0,07	0,06	0,06	0,06	0,06	0,05	0,05	0,05	0,05
Total End of Year Balance before additional funding	5,40	5,17	4,94	4,71	4,48	4,25	4,04	3,85	3,67	3,49	3,33	3,17	3,03	2,89	2,76
Additional funding received from Spain to cover financial gap	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total End of Year Balance after additional funding	5,40	5,17	4,94	4,71	4,48	4,25	4,04	3,85	3,67	3,49	3,33	3,17	3,03	2,89	2,76

RESERVE ACCOUNT

	18th Replacemnt			19th Replacemnt			20th Replacemnt			21st Replacemnt			22nd Replacemnt		
	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054
Beginning of Year Balance	2,78	2,66	2,56	2,47	2,39	2,33	2,27	2,23	2,20	2,18	2,17	2,14	2,10	2,06	2,03
INFLOWS															
Loan Principal Repayments	3,65	3,63	3,61	3,63	3,63	3,63	3,65	3,63	3,63	3,65	3,63	3,63	3,65	3,63	3,63
Loan Interest	0,52	0,50	0,47	0,24	0,21	0,19	0,16	0,13	0,10	0,08	0,05	0,02	0,00	0,00	0,00
Subtotal: Loan Inflows	4,17	4,13	4,08	3,87	3,84	3,82	3,81	3,76	3,73	3,73	3,70	3,67	3,65	3,63	3,63
Loan Principal Repayments from Grant related portion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Loan Income from Grant related portion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subtotal: Loan Inflows from grant related portion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transfers of Investment income from Loan account	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OUTFLOWS															
Payments to Spain of Principal portion	-3,54	-3,54	-3,54	-3,54	-3,54	-3,54	-3,54	-3,54	-3,54	-3,54	-2,81	0,00	0,00	0,00	0,00
Payments to Spain of Interest portion	-0,40	-0,36	-0,32	-0,28	-0,23	-0,21	-0,17	-0,13	-0,08	-0,03	-0,02	0,00	0,00	0,00	0,00
Subtotal: Payment to Spain	-3,94	-3,91	-3,87	-3,82	-3,79	-3,75	-3,71	-3,67	-3,63	-3,59	-2,82	0,00	0,00	0,00	0,00
OTHER FLOWS															
Payment to IFAD of fee to cover for administrative costs	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00
Payment of Loan interest (assuming as deducted from repayment received from borrowers)	-0,12	-0,12	-0,12	-0,12	-0,11	-0,11	-0,11	-0,11	-0,11	-0,11	-0,11	-0,11	-0,11	-0,11	-0,11
Inflow on investment activities on the Reserve Account	0,05	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,11	0,12	0,12
Total End of Year Balance before additional funding	2,66	2,56	2,47	2,40	2,33	2,27	2,23	2,20	2,18	2,17	2,14	2,10	2,06	2,03	2,00
Additional funding received from Spain to cover financial gap	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total End of Year Balance after additional funding	2,66	2,56	2,47	2,40	2,33	2,27	2,23	2,20	2,18	2,17	2,14	2,10	2,06	2,03	2,00

COPIA FIEL

ACEPTACION DEL BENEFICIARIO

Don Kanayo F. Nwanze, Presidente del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA), en este acto representado por doña Yukiko Omura, Vicepresidente FIDA, actuando como representante del FIDA en su calidad de Administrador Fiduciario (Administrador) del Fondo Fiduciario de España para el mecanismo de cofinanciación de la seguridad alimentaria (Fondo Fiduciario).

ACEPTA

Los términos, requisitos y condiciones fijados en la Resolución de concesión de fecha 17 de Diciembre de 2010 de la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID), de una subvención por importe de catorce millones y medio de euros (14.500.000 €), en el entendimiento común de que:

- a) El objeto de la subvención es contribuir a mejorar las condiciones financieras de los préstamos concedidos por el Fondo Fiduciario a los potenciales países prestatarios. Dicho Fondo Fiduciario tiene como objetivo movilizar recursos que de otro modo no hubieren estado a disposición del FIDA para conceder préstamos en condiciones favorables a los Estados Miembros en desarrollo del FIDA que reúnan las condiciones para recibir asistencia en virtud del Instrumento de creación del Fondo Fiduciario.
- b) La presentación de informes técnicos, administrativos y financieros se realizará en virtud de cuanto se disponga mediante Acuerdo Administrativo.
- c) FIDA actuará únicamente como Fideicomisario del "Fondo Fiduciario" estando sujeto a sus normas, reglamentos y directrices.

En Roma, al 21 de diciembre de 2010.

Firmado por: (Yukiko Omura)
 Por el Fondo
 Kanayo F. Nwanze
 Presidente del FIDA
 Actuando mediante:
 Yukiko Omura
 Vicepresidente del FIDA

Sr. Director de la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo



MINISTERIO
DE ASUNTOS EXTERIORES
Y DE COOPERACION



DEPARTAMENTO DE COOPERACIÓN
MULTILATERAL

RESOLUCIÓN DE CONCESIÓN DE SUBVENCIÓN DE COOPERACIÓN INTERNACIONAL

El Director de la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID), nombrado en la reunión de su Consejo Rector de 12 de noviembre de 2010, actuando en virtud de la delegación de competencias contenida en la Resolución de la Presidencia de la AECID de 2 de julio de 2009 (B.O.E. de 30 de julio de 2009) dictada en uso de las facultades atribuidas por el Real Decreto 1403/2007, de 26 de octubre, por el que se aprueba el Estatuto de la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo y de acuerdo con el Real Decreto 794/2010, de 16 de junio, por el que se regulan las subvenciones y ayudas en el ámbito de la cooperación internacional y la Ley 38/2003 General de Subvenciones, de 17 de noviembre de 2003, y su Reglamento aprobado por Real Decreto 887/2006, de 21 de julio, y considerando las acciones realizadas por España y el Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola (FIDA) con vistas a la conclusión de nuevos acuerdos relativos a la administración por parte de FIDA de fondos para la cofinanciación de programas de seguridad alimentaria.

Desde esta perspectiva, el III Plan Director deberá contribuir a la seguridad alimentaria y nutricional, lo que implica que las iniciativas para lograrlo estarán enfocadas desde el punto de vista de la soberanía alimentaria, esto es, la disminución del hambre, la desnutrición y la pobreza, la mejora de los medios de subsistencia en las zonas rurales y la promoción de un desarrollo equitativo y sostenible.

La mayoría de los países más pobres del mundo dependen en gran medida de la agricultura para la generación de ingresos y empleo, entre otras razones debido a que tres cuartas partes de la población pobre y desnutrida mundial continúan viviendo en las zonas rurales al frente de pequeñas explotaciones agrícolas. Las mujeres son responsables de entre el 60-80% de la producción de alimentos en los países en desarrollo.

España y FIDA han mostrado interés en firmar un Marco de Asociación Estratégico para los próximos 6 años, que complementa el Acuerdo de Asociación firmado en 2007. Según las directrices del III Plan Director 2009-12 de la Cooperación Española, toda asociación estratégica con organismos multilaterales se asentará sobre los principios de eficacia de la ayuda (alineamiento, armonización, previsibilidad, gestión para resultados de desarrollo y rendición de cuentas mutua).

En virtud del documento *"Instrumento por el que se crea el Fondo Fiduciario de España para el mecanismo de cofinanciación de la seguridad alimentaria"* (versión en español, EB 2010/100/R.29/Rev.1, aprobado por la Junta Ejecutiva de FIDA el 16 de septiembre de 2010), se establece que la Facilidad Financiera para la Cofinanciación de la Seguridad Alimentaria ("Fondo Fiduciario") actuará como entidad legal receptora y administradora de los fondos de España y FIDA actuará como fideicomisario del "Fondo Fiduciario".

RESUELVE

CORREO ELECTRÓNICO

cooperacion.multilateral@aecid.es

FIDA I

Avda. Reyes Católicos, 4
28040 MADRID
TEL: 91 583 85 66
FAX: 91 583 81 31



MINISTERIO
DE ASUNTOS EXTERIORES
Y DE COOPERACION



DEPARTAMENTO DE COOPERACIÓN
MULTILATERAL

1º) **Conceder** una subvención al Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola (FIDA), en calidad de fideicomisario de la "Facilidad Financiera para la Cofinanciación de la Seguridad Alimentaria" ("Fondo Fiduciario"), por importe de "catorce millones y medio" de euros.

2º) **Objeto y Actividades.** Contribuir a mejorar las condiciones financieras de los préstamos concedidos por el Fondo Fiduciario a los potenciales países prestatarios.

El objetivo principal del Fondo Fiduciario es contribuir a la lucha contra el hambre y el desarrollo agrícola y las zonas rurales de los países en desarrollo. Específicamente, el Fondo Fiduciario está orientado a cubrir una parte importante del déficit de financiación de FIDA que no puede ser atendido con la dotación actual de recursos previstos en la 8ª reposición del FIDA 2010-2012.

Para cumplir con el objetivo previsto de esta subvención, los recursos se destinarán a la realización de una única actividad:

- 1) Concesión de créditos en términos concesionales a los países prestatarios de la Facilidad para la Cofinanciación de Proyectos y Programas de Seguridad Alimentaria.

España y FIDA han acordado el establecimiento de una Facilidad Financiera para la Cofinanciación de Proyectos y Programas de Seguridad Alimentaria. Esta facilidad se dotará mediante una contribución reembolsable por 285,5 millones de euros (formalizado a través de un préstamo de España a FIDA, como fideicomisario del Fondo Fiduciario) y mediante una donación inicial por un monto de 14,5 millones de euros (formalizado mediante una Subvención de Estado de la AECID a FIDA, como fideicomisario del Fondo Fiduciario).

FIDA, como fideicomisario del Fondo Fiduciario, dispondrá de dos años (2011-2012) para comprometer los recursos disponibles mediante préstamos a los Estados Miembros del FIDA que sean elegibles. Una vez comprometidos los préstamos, los desembolsos correspondientes se realizarán hasta en un plazo promedio de 11 años desde la puesta en marcha del Fondo Fiduciario y según los tipos de préstamos concedidos.

En virtud de la Subvención de Estado plurianual solicitada y de los intereses generados con la gestión de tesorería de los fondos disponibles se podrá garantizar la aplicación de condiciones financieras concesionales a los operaciones realizadas por la Facilidad Financiera.

3º) **Plazo de ejecución:** El plazo de ejecución de la presente subvención comenzará a aplicarse a partir de la recepción por el FIDA, como fideicomisario del Fondo Fiduciario, de los fondos correspondientes a la presente subvención y en el plazo de los 48 meses subsiguientes, y en todo caso, hasta que sean finalizadas, con arreglo a la misma, las acciones del proyecto que se hallen en curso.

4º) **Pago, tipos de gastos.** El importe de la subvención se abonará en firme, con cargo al presupuesto de la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo en la aplicación presupuestaria 12.401.07.143 A. 496.00.

CORREO ELECTRÓNICO
cooperacion.multilateral@aecid.es

FIDA 2

Avda. Reyes Católicos, 4
28040 MADRID
TEL.: 91 583 85 69
FAX.: 91 583 81 31



MINISTERIO
DE ASUNTOS EXTERIORES
Y DE COOPERACION



DEPARTAMENTO DE COOPERACIÓN
MULTILATERAL

El importe de cada desembolso será:

En el ejercicio presupuestario de 2010. . . : 500.000. €
 En el ejercicio presupuestario de 2011. . . : 5.000.000 €
 En el ejercicio presupuestario de 2012. . . . : 5.000.000 €
 En el ejercicio presupuestario de 2013. . . . : 4.000.000 €

El tercer y siguientes desembolsos se realizarán previa valoración de los logros y resultados concretos obtenidos por el Fondo Fiduciario en la ejecución de las actividades previstas, en virtud de los informes técnicos y de seguimiento que se establecerán mediante Acuerdo Administrativo entre el Reino de España y el Fondo Fiduciario.

5º) Depósito, condiciones de entrega y utilización de los fondos.

La subvención se abonará en la siguiente cuenta bancaria: 14.500.000 €

Datos Bancarios:

Nombre de cuenta:	SPANISH FOOD SECURITY TRUST FUND
Banco:	Banca Popolare di Sondrio
Dirección:	LUNGO MALLERO CADORNA, 24 23100 Sondrio (SO), ITALIA
SWIFT/BIC:	POSOIT 22
No. IBAN:	IT71 X056 9611 000E DCEU 0557 700

LA AECID especificará como causal de pago "Desembolso de la Subvención de la AECID a la Facilidad Financiera para la Cofinanciación de la Seguridad Alimentaria" con el objeto de que FIDA, como fideicomisario del Fondo Fiduciario, pueda identificar el crédito una vez recibido el pago. El FIDA, como fideicomisario del Fondo Fiduciario, acusará recibo de pago a la AECID de manera escrita e inmediata a la recepción de fondos.

6º) Obligaciones. FIDA, como fideicomisario del Fondo Fiduciario, deberá cumplir las siguientes obligaciones durante el proceso de ejecución del programa:

- Gestionar los fondos para la subvención aportados por la AECID de acuerdo con el desarrollo y planificación de las actividades previstas, y con las propias normas, reglamentos, políticas y procedimientos del FIDA.
- Presentar a la AECID una copia de los informes financieros y técnicos requeridos de conformidad con lo que se establecerá mediante Acuerdo Administrativo entre el Reino de España y el Fondo Fiduciario, donde se incluirá los fondos objeto de esta subvención.

CORREO ELECTRÓNICO
cooperacion.multilateral@aecid.es

FIDA 3

Avda. Reyes Católicos, 4
28040 MADRID
TEL.: 91 583 85 69
FAX.: 91 583 81 31



MINISTERIO
DE ASUNTOS EXTERIORES
Y DE COOPERACION



DEPARTAMENTO DE COOPERACIÓN
MULTILATERAL

- c) Destacar la contribución de la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo - Cooperación Española, en los términos a establecer mediante Acuerdo Administrativo entre el Reino de España y el Fondo Fiduciario.
- d) Comunicar a la AECID la obtención de otras subvenciones o ayudas para el Fondo Fiduciario, procedentes de cualesquiera Administraciones o entes públicos, nacionales o extranjeros.

7º) Aceptación de la subvención. FIDA, como fideicomisario del Fondo Fiduciario, comunicará por escrito a la AECID la aceptación de la subvención y el sometimiento a las condiciones de la misma, establecidas en el presente documento, antes de proceder a la materialización de la misma.

8º) Régimen de seguimiento y comprobación. Se realizará en virtud de los informes técnicos y de seguimiento presentados según lo dispuesto en el punto 6.b), de la presente subvención

9º) Justificación de la subvención. La justificación de las actividades subvencionadas se realizará por FIDA, como fideicomisario del Fondo Fiduciario, con la presentación de los informes a especificar mediante Acuerdo Administrativo entre el Reino de España y el Fondo Fiduciario en el plazo máximo de 12 meses, a partir de la fecha de finalización de las actividades. En todo caso, estos informes deberán constar al menos de:

- a) Memoria o informe técnico y económico, suscrito por el representante legal de FIDA como fideicomisario del Fondo Fiduciario, que acredite suficientemente el cumplimiento de la finalidad para la que fue concedida la subvención y la correcta aplicación de los fondos públicos.
- b) Además de lo señalado en el apartado a), el FIDA, como fideicomisario del Fondo Fiduciario, justificará la subvención recibida de acuerdo a su propio Reglamento Financiero y Reglas de Gestión Financiera y otras normas, reglamentos políticas y procedimientos aplicables y, en todo caso, la declaración de cuentas deberá incluir una relación detallada en la que figuren los fondos recibidos y ejecutados.
- c) Asimismo, se enviara la cuenta anual justificativa, auditada externamente por la entidad correspondiente, aprobada por el órgano competente del FIDA, como fideicomisario de la Facilidad Financiera, según sus propias normas reglamento políticas y procedimientos.

10ª) Importe no invertido. Una vez finalizado el plazo de ejecución de la Subvención los eventuales remanentes, siempre que sea posible, se utilizarán en actividades relacionadas con el objeto de la subvención, previa solicitud a la AECID, y si no fuera posible, se procederá al reintegro a la AECID del importe de la subvención no invertido.

11º) Modificaciones. FIDA, como fideicomisario del Fondo Fiduciario, podrá solicitar con carácter excepcional la modificación del contenido del proyecto subvencionado, así como de la forma y

CORREO ELECTRÓNICO:
cooperacion.multilateral@aecid.es

FIDA 4

Avda. Reyes Católicos, 4
28040 MADRID
TEL.: 91 583 85 69
FAX.: 91 583 81 31



MINISTERIO
DE ASUNTOS EXTERIORES
Y DE COOPERACION



DEPARTAMENTO DE COOPERACIÓN
MULTILATERAL

plazos de su ejecución y justificación de los correspondientes gastos, cuando aparezcan circunstancias que alteren o dificulten el desarrollo del proyecto.

La solicitud de modificación deberá documentar suficientemente dicha alteración o dificultad y deberá formularse con carácter inmediato a la presentación de las circunstancias que la justifiquen, y en todo caso, con anterioridad al momento en que finalice el plazo de ejecución del proyecto.

12º) Ampliación o prórroga de los plazos de ejecución

- a) El plazo de ejecución de las actividades subvencionadas podrá ser ampliado sin necesidad de autorización previa hasta un máximo de seis meses. Tal ampliación deberá ser notificada y justificada por FIDA, en tanto que fideicomisario del Fondo Fiduciario, a la AECID con anterioridad a la expiración del plazo inicial de ejecución.
- b) Cuando la ampliación del plazo de ejecución de las actividades subvencionadas sea superior a seis meses deberá ser autorizada previa y expresamente por la AECID. La solicitud deberá ser presentada con anterioridad a la expiración del plazo inicial de ejecución..La AECID deberá dictar y notificar la resolución concediendo o denegando la modificación en el plazo máximo de cuarenta y cinco días naturales desde la fecha de presentación de la misma, de tal manera que, transcurrido el plazo máximo establecido sin que se haya dictado y notificado resolución expresa, se entenderá estimada la solicitud.
- c) No caben segundas prórrogas. Según lo establecido en el artículo 49 de la Ley 30/1992, de 26 de noviembre, ampliado un plazo por no más de seis meses sin necesidad de autorización, no cabrá solicitar posteriormente una nueva ampliación por un plazo superior.

13º) Ampliación del plazo de justificación

La ampliación del plazo de justificación, podrá ser acordada por la AECID de oficio a solicitud del FIDA, en tanto que fideicomisario del Fondo Fiduciario. La AECID dictará y notificará resolución concediendo o denegando la ampliación de los plazos. Tanto la petición de los interesados como la decisión sobre la ampliación deberán producirse, en todo caso, antes del vencimiento del plazo de que se trate. En ningún caso podrá ser objeto de ampliación el plazo de justificación si ya ha vencido.

14º) Resolución de controversias. Cualquier duda, controversia o reclamación entre la AECID y el FIDA, en relación con la interpretación de la forma de disposición de los fondos o la liquidación de las obligaciones pendientes, se someterán, salvo que se resuelvan por negociaciones amigables y directas, a laudo arbitral final e inapelable, emitido de conformidad con el Reglamento Facultativo para el Arbitraje de Controversias entre las Organizaciones Internacionales y los Estados de la Corte Permanente de Arbitraje, efectivas en la fecha del presente Acuerdo.

15º) Reintegro. En caso de que la AECID considere que no se está dando cumplimiento adecuado a las obligaciones que se establecerán mediante Acuerdo Administrativo entre el Reino de España y el Fondo Fiduciario, hará saber de inmediato sus observaciones a FIDA. Si tras consultas entre la AECID y el FIDA, como fideicomisario del Fondo Fiduciario, el incumplimiento

CORREO ELECTRÓNICO
cooperacion.multilateral@aecid.es

FIDA 5

Avda. Reyes Católicos, 4
28040 MADRID
TEL.: 91 583 85 69
FAX.: 91 583 81 31



MINISTERIO
DE ASUNTOS EXTERIORES
Y DE COOPERACION



DEPARTAMENTO DE COOPERACIÓN
MULTILATERAL

de obligaciones persiste, el Fondo Fiduciario estará obligado a reintegrar las cantidades percibidas en caso de que subsistiera el incumplimiento de las siguientes obligaciones:

- a) Incumplimiento de la obligación de justificar los fondos percibidos.
- b) Incumplimiento de la finalidad para la que la subvención fue concedida.
- c) Incumplimiento de las condiciones impuestas con motivo de la concesión de la subvención.
- d) Incumplimiento de la obligación de dar difusión de la financiación por parte de la AECID.

16º) Publicidad. LA AECID dispondrá la publicación en el "Boletín Oficial del Estado" de la concesión de esta subvención, con indicación de la entidad beneficiada, importe, finalidad y aplicación presupuestaria.

El Director de la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID), nombrado en la reunión de su Consejo Rector de 12 de noviembre de 2010, actuando en virtud de la delegación de competencias contenida en la Resolución de la Presidencia de la AECID de 2 de julio de 2009 (B.O.E. de 30 de julio de 2009) dictada en uso de las facultades atribuidas por el Real Decreto 1403/2007, de 26 de octubre, por el que se aprueba el Estatuto de la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo.

Madrid, a 17 de DICIEMBRE de 2010.

EL DIRECTOR DE LA AECID

Francisco Moza Zapatero

CORREO ELECTRÓNICO
cooperacion.multilateral@aecid.es

FIDA 6

Avda. Reyes Católicos, 4
28040 MADRID
TEL.: 91 583 85 69
FAX.: 91 583 81 31